

Etats financiers 2018



ACKERMANS & VAN HAAREN

Table des matières

Comptes annuels consolidés 126

Compte de résultats	126
Etat des résultats réalisés et non-réalisés	127
Bilan	128
Tableau des flux de trésorerie	130
Etat des variations de capitaux propres consolidés	131

Notes relatives aux comptes consolidés 132

1. Règles d'évaluation	132
2. Bilan d'ouverture révisé au 1/1/2018 conformément à l'IFRS 9 et l'IFRS 15	140
3. Filiales et entités contrôlées conjointement	145
4. Entreprises associées	150
5. Acquisitions et cessions d'entreprises	152

6. Information sectorielle	153
7. Immobilisations incorporelles	165
8. Goodwill	166
9. Immobilisations corporelles	166
10. Immeubles de placement évalués à leur juste valeur	168
11. Participations mises en équivalence	170
12. Actifs financiers	171
13. Banques - créances sur établissements de crédit et clients	178
14. Stocks et contrats de construction en cours	180
15. Intérêts minoritaires	181
16. Location-financement et location simple	183
17. Provisions	184
18. Dettes financières	185
19. Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	186
20. Instruments financiers	188

21. Impôts	190
22. Paiement fondé sur des actions	191
23. Droits et engagements hors bilan	192
24. Emploi	193
25. Obligations en matière de pensions	193
26. Parties liées	195
27. Résultat par action	197
28. Dividendes proposés et distribués	197
29. Evénements survenus après la date de clôture	197

Rapport du commissaire	198
------------------------------	-----

Comptes statutaires 203

Commentaires sur les comptes statutaires	208
--	-----

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2018	2017
Produits		4.458.181	3.950.575
Prestations de services		207.745	206.973
Produits provenant des leasings		10.239	8.974
Produits immobiliers		316.576	227.897
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		95.126	97.563
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		61.224	55.637
Produits provenant des contrats de construction		3.626.080	3.262.584
Autres produits des activités ordinaires		141.192	90.948
Autres produits opérationnels		14.290	14.484
Intérêts sur créances immobilisations financières		7.858	7.301
Dividendes		5.677	6.864
Subventions de l'état		0	0
Autres produits opérationnels		754	318
Charges opérationnelles (-)		-4.127.873	-3.654.866
Matières premières et consommables utilisées (-)		-2.272.906	-2.005.126
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)		-16.488	22.932
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-24.841	-25.869
Frais de personnel (-)	24	-842.070	-765.902
Amortissements (-)		-297.044	-269.315
Réductions de valeur (-)		-40.533	-12.724
Autres charges opérationnelles (-)		-658.139	-587.750
Provisions		24.149	-11.113
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats		3.704	31.960
Actifs financiers - Fair value through P/L (FVPL)	20	2.974	0
Immeubles de placement	10	730	31.960
Profit (perte) sur cessions d'actifs		50.421	83.841
Plus(moins)-value sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles		7.510	10.868
Plus(moins)-value sur réalisation d'immeubles de placement		0	-2.798
Plus(moins)-value sur réalisation d'immobilisations financières		42.168	73.181
Plus(moins)-value sur réalisation d'autres actifs		743	2.591
Résultat opérationnel		398.723	425.993
Produits financiers		59.867	55.645
Revenus d'intérêt		10.414	10.830
Autres produits financiers		49.454	44.815
Charges financières (-)		-99.305	-112.836
Charges d'intérêt (-)		-36.295	-42.237
Autres charges financières (-)		-63.010	-70.599
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats	20	114	633
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	11	153.853	140.859
Autres produits non-opérationnels		716	2.385
Autres charges non-opérationnelles (-)		0	0
Résultat avant impôts		513.968	512.680
Impôts sur le résultat	21	-72.195	-57.022
Impôts différés		6.452	16.082
Impôts		-78.647	-73.104
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies		441.773	455.657
Résultat après impôts des activités abandonnées		0	0
Résultat de l'exercice		441.773	455.657
Part des tiers		152.134	153.128
Part du groupe		289.639	302.530

RESULTAT PAR ACTION (€)			
1. Résultat de base par action			
1.1. Provenant des activités poursuivies et abandonnées		8,74	9,13
1.2. Provenant des activités poursuivies		8,74	9,13
2. Résultat dilué par action			
2.1. Provenant des activités poursuivies et abandonnées		8,71	9,09
2.2. Provenant des activités poursuivies		8,71	9,09

⁽¹⁾ Nous renvoyons à l'information sectorielle (pages 153-164) pour plus d'information sur le résultat consolidé. Pour la première application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients, nous renvoyons à la Note 2 Bilan d'ouverture révisé.

Etat des résultats réalisés et non-réalisés

(€ 1.000)	2018	2017
Résultat de l'exercice	441.773	455.657
Part des tiers	152.134	153.128
Part du groupe	289.639	302.530
Résultats non-réalisés	1.904	-30.691
Éléments recyclables en compte de résultats dans les périodes futures		
Variation de la réserve de réévaluation : titres disponibles à la vente		-15.984
Impôts		1.662
		-14.321
Variation de la réserve de réévaluation : obligations - Fair value through OCI (FVOCI)	44	
Impôts	-13	
	31	
Variation de la réserve de réévaluation : réserve de couverture	-7.396	21.561
Impôts	603	-1.962
	-6.793	19.599
Variation de la réserve de réévaluation : écarts de conversion	8.816	-30.190
Éléments non recyclables en compte de résultats dans les périodes futures		
Variation de la réserve de réévaluation : actions - Fair value through OCI (FVOCI)	-156	
Impôts		
	-156	
Variation de la réserve de réévaluation : écarts actuariels plans de pensions à prestations définies	-604	-2.835
Impôts	610	-2.944
	6	-5.778
Total des résultats réalisés et non-réalisés	443.677	424.966
Part des tiers	149.061	151.834
Part du groupe	294.615	273.132

Pour la première application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients, nous renvoyons à la Note 2 Bilan d'ouverture révisé.

Pour la constitution de la "Part du groupe" et "Part des tiers" dans le résultat de 2018, nous renvoyons à l'information sectorielle à la page 154 du présent rapport.

Suite à l'application de la nouvelle règle comptable "IFRS 9 Instruments financiers", commentée à la page 140 du présent rapport, les actifs financiers sont, à compter de 2018, subdivisés en 3 catégories au niveau du bilan. L'application de cette nouvelle règle a aussi comme conséquence qu'à partir de 2018, les variations de la "juste valeur" des actifs financiers sont reprises dans le compte de résultats consolidé et plus dans les résultats non réalisés. Les variations de valeur sur le portefeuille de placements de la Banque J. Van Breda & C° et de Delen Private Bank, ventilées en actions et obligations dans le tableau ci-dessus, forment ici la seule exception.

Les réserves de couverture proviennent des variations de la valeur de marché d'instruments de couverture souscrits par différentes sociétés du groupe pour se couvrir

contre certains risques. Plusieurs sociétés du groupe se sont ainsi couvertes contre une éventuelle hausse des taux d'intérêt. Sur l'ensemble du groupe, la moins-value totale non réalisée sur les couvertures – de taux d'intérêt et taux de change principalement – a augmenté en 2018 de 6,8 millions d'euros (part des tiers incluse).

Les écarts de conversion résultent de fluctuations dans les taux de change des participations qui publient leurs résultats dans une monnaie étrangère. En 2018, la valeur de l'euro a plutôt diminué par rapport aux autres devises pertinentes, ce qui se traduit au final par des écarts de conversion positifs de 8,8 millions d'euros.

Depuis l'introduction en 2013 de la norme comptable IAS 19 modifiée, les gains et pertes actuariels sur certains plans de pension sont directement intégrés via les résultats non-réalisés.

Actifs

(€ 1.000)	Note	2018	2017
I. Actifs non-courants		9.768.821	9.255.476
Immobilisations incorporelles	7	176.802	179.567
Goodwill	8	339.738	349.523
Immobilisations corporelles	9	2.711.097	2.572.877
Terrains et constructions		348.592	479.686
Installations, machines et outillage		1.865.980	1.615.815
Mobilier et matériel roulant		29.372	28.822
Autres immobilisations corporelles		4.518	4.713
Immobilisations en cours et acomptes versés		462.635	443.558
Contrats de location simple - en tant que bailleur (IAS 17)		0	283
Immeubles de placement	10	1.137.531	945.488
Participations mises en équivalence	11	1.184.765	1.240.746
Immobilisations financières	12	296.467	267.186
Participations disponibles à la vente			102.335
Actifs financiers : actions - Fair value through P/L (FVPL)		113.526	
Créances et cautionnements		182.941	164.851
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	20	2.000	5.649
Créances à plus d'un an	12	185.495	177.109
Créances commerciales		0	6.958
Créances location-financement	16	178.971	160.765
Autres créances		6.524	9.386
Impôts différés	21	108.297	109.219
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an	13	3.626.628	3.408.112
II. Actifs courants		4.371.576	4.192.378
Stocks	14	332.385	329.400
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	14	85.755	74.292
Placements de trésorerie		494.420	467.882
Actifs financiers disponibles à la vente	12		467.879
Actifs financiers détenus à des fins de trading			3
Actifs financiers : actions - Fair value through P/L (FVPL)		37.291	
Actifs financiers : obligations - Fair value through OCI (FVOCI)		456.813	
Actifs financiers : actions - Fair value through OCI (FVOCI)		316	
Actifs financiers - at amortised cost		0	
Instruments financiers dérivés à un an au plus	20	451	4.553
Créances à un an au plus	12	1.449.334	1.321.413
Créances commerciales		1.138.482	1.066.152
Créances location-financement	16	64.367	55.139
Autres créances		246.485	200.122
Impôts sur le résultat à récupérer	21	29.516	19.030
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus	13	1.424.040	1.304.957
Banques - créances sur les établissements de crédit		127.693	88.863
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		936.664	908.056
Banques - créances sur des banques centrales		359.683	308.038
Trésorerie et équivalents de trésorerie		513.588	637.027
Dépôts à terme à trois mois au plus		56.661	35.152
Valeurs disponibles		456.927	601.875
Comptes de régularisation		42.088	33.824
III. Actifs détenus en vue de la vente	10	25.067	21.159
Total actifs		14.165.464	13.469.013

Pour la première application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients, nous renvoyons à la Note 2. Bilan d'ouverture révisé.

La ventilation du bilan consolidé par segment est reprise aux pages 156-157 du présent rapport. Il en ressort que la consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° (segment Private Banking) a un impact significatif à la fois sur le total du bilan et sur la structure du bilan d'AvH. La Banque J.Van Breda & C° contribue pour 5.820,0 millions d'euros au total du bilan, qui s'élève à 14.165,5 millions d'euros, et bien que

cette banque soit fortement capitalisée avec un ratio Core Tier 1 de 13,6%, ses ratios bilantaires, qui s'expliquent par son activité, diffèrent de ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation. Pour une meilleure lisibilité du bilan consolidé, certains postes provenant du bilan de la Banque J.Van Breda & C° ont été résumés dans le bilan consolidé.

Capitaux propres et passifs

(€ 1.000)	Note	2018	2017
I. Capitaux propres		4.357.996	4.195.272
Capitaux propres - part du groupe		3.176.447	2.972.208
Capital souscrit		113.907	113.907
Capital		2.295	2.295
Prime d'émission		111.612	111.612
Réserves consolidées		3.124.841	2.905.611
Réserves de réévaluation		-34.190	-17.482
Actifs financiers - Titres disponibles à la vente			23.579
Actifs financiers : obligations - Fair value through OCI (FVOCI)		1.569	
Actifs financiers : actions - Fair value through OCI (FVOCI)		228	
Réserves de couverture		-13.529	-10.204
Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies		-14.996	-15.083
Ecart de conversion		-7.462	-15.774
Actions propres (-)	22	-28.111	-29.828
Intérêts minoritaires	15	1.181.549	1.223.064
II. Passifs à long terme		2.435.214	2.477.286
Provisions	17	80.048	86.381
Obligations en matière de pensions	25	62.904	58.134
Impôts différés	21	191.983	212.268
Dettes financières	18	1.340.204	1.388.177
Emprunts bancaires		1.120.304	877.470
Emprunts obligataires		143.356	435.327
Emprunts subordonnés		18.916	5.354
Contrats de location-financement		53.927	66.147
Autres dettes financières		3.700	3.880
Instruments financiers dérivés non-courants	20	59.203	50.397
Autres dettes		32.543	26.761
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	19	668.329	655.168
Banques - dépôts des établissements de crédit		0	0
Banques - dépôts des clients		594.294	607.368
Banques - titres de créances, y compris les obligations		0	0
Banques - dettes subordonnées		74.035	47.800
III. Passifs à court terme		7.372.201	6.796.455
Provisions	17	50.760	59.166
Obligations en matière de pensions	25	358	289
Dettes financières	18	672.919	499.467
Emprunts bancaires		214.864	163.833
Emprunts obligataires		275.826	99.959
Emprunts subordonnés		4.580	0
Contrats de location-financement		9.924	15.230
Autres dettes financières		167.724	220.445
Instruments financiers dérivés courants	20	12.569	8.405
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	14	224.540	235.704
Autres dettes à un an au plus		1.734.272	1.641.461
Dettes commerciales		1.487.232	1.352.745
Avances reçues		1.270	2.505
Dettes salariales et sociales		189.210	186.022
Autres dettes		56.559	100.189
Impôts	21	56.212	64.691
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	19	4.551.832	4.191.182
Banques - dépôts des établissements de crédit		27.634	27.458
Banques - dépôts des clients		4.232.779	3.898.145
Banques - titres de créances, y compris les obligations		275.208	253.114
Banques - dettes subordonnées		16.211	12.465
Comptes de régularisation		68.739	96.089
IV. Passifs détenus en vue de la vente		54	0
Total des capitaux propres et passifs		14.165.464	13.469.013

Tableau des flux de trésorerie (méthode indirecte)

(€ 1.000)	2018	2017
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	637.027	754.315
Résultat opérationnel	398.723	425.993
Reclassement 'Profit (perte) sur cessions d'actifs' vers flux de trésorerie provenant des désinvestissements	-50.421	-83.841
Dividendes des participations mises en équivalence	67.565	62.392
Autres produits (charges) non-opérationnels	716	2.385
Impôts sur le résultat	-78.111	-47.135
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie		
Amortissements	297.044	269.315
Réductions de valeur	40.661	12.881
Paielements fondés sur des actions	-362	1.915
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-3.704	-31.960
Augmentation (diminution) des provisions	-21.268	11.226
Augmentation (diminution) des impôts différés	-6.452	-16.082
Autres charges (produits) non cash	-2.091	4.186
Cashflow	642.299	611.275
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	-213.822	-62.693
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	-58.347	-31.726
Diminution (augmentation) des créances	-308.384	93.961
Diminution (augmentation) des créances sur établissements de crédit et clients (banques)	-336.488	-553.537
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	96.120	9.621
Augmentation (diminution) des dettes envers établissements de crédit, clients & titres (banques)	379.047	419.257
Diminution (augmentation) autre	14.230	-268
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	428.478	548.583
Investissements	-1.103.222	-1.165.097
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-505.916	-491.841
Acquisitions d'immeubles de placement	-182.707	-126.121
Acquisitions d'immobilisations financières	19.842	-304.012
Nouveaux emprunts accordés	-54.112	-27.820
Acquisitions de placements de trésorerie	-380.329	-215.302
Désinvestissements	538.011	724.102
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16.027	20.459
Cessions d'immeubles de placement	3.500	113.502
Cessions d'immobilisations financières	159.945	214.987
Remboursements d'emprunts accordés	9.241	13.344
Cessions de placements de trésorerie	349.297	361.809
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-565.211	-440.994
Opérations financières		
Revenus d'intérêt	10.412	10.820
Charges d'intérêt	-40.343	-47.945
Autres produits (charges) financiers	-12.852	-24.519
Diminution (augmentation) des actions propres	768	-6.993
Augmentation (diminution) des dettes financières	158.592	-9.743
Répartition du bénéfice	-73.019	-67.638
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-76.820	-56.548
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-33.262	-202.566
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-169.995	-94.978
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	-2.794	-21.890
Réduction de capital HPA (part des tiers)	-8.483	0
Augmentation de capital Leasinvest Real Estate (part des tiers)	58.767	150
Charges liées à l'augmentation de capital de Leasinvest Real Estate déduites des fonds propres	-1.644	0
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	709	-570
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	513.588	637.027

La première application des normes IFRS 9 Instruments financiers et IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients n'a pas d'impact sur le tableau des flux de trésorerie.

A la page 159 de ce rapport est reprise une ventilation par secteur de ce tableau des flux de trésorerie.

Etat des variations de capitaux propres consolidés

(€ 1.000)			Réserves de réévaluation										
	Capital & prime d'émission	Réserves consolidées	Titres disponibles à la vente			Réserves de couverture	Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	Ecart de conversion	Actions propres	Capitaux propres - part du groupe		Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde d'ouverture, 1 janvier 2017	113.907	2.682.090	31.145			-18.635	-11.569	10.974	-24.830	2.783.083		1.133.265	3.916.348
Résultat de l'exercice		302.530								302.530		153.128	455.657
Résultats non-réalisés			-7.566			8.431	-3.514	-26.748		-29.397		-1.294	-30.691
Total des résultats réalisés et non-réalisés	0	302.530	-7.566			8.431	-3.514	-26.748	0	273.132		151.834	424.966
Distribution de dividende de l'exercice précédent		-67.638								-67.638		-56.548	-124.186
Opérations actions propres									-4.998	-4.998			-4.998
Autres (e.a. variations de périmètre conso, % d'intérêt)		-11.371								-11.371		-5.487	-16.858
Solde de clôture, 31 décembre 2017	113.907	2.905.611	23.579			-10.204	-15.083	-15.774	-29.828	2.972.208		1.223.064	4.195.272

(€ 1.000)			Réserves de réévaluation									
	Capital & prime d'émission	Réserves consolidées	Titres disponibles à la vente	Obligations - Fair value through OCI (FVOCI)	Actions - Fair value through OCI (FVOCI)	Réserves de couverture	Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	Ecart de conversion	Actions propres	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde de clôture, 31 décembre 2017	113.907	2.905.611	23.579			-10.204	-15.083	-15.774	-29.828	2.972.208	1.223.064	4.195.272
Impact IFRS 9 - Classification & évaluation		21.684	-23.579	1.544	351					0	0	0
Impact IFRS 9 - Expected Credit loss		-9.866								-9.866	-5.458	-15.324
Impact IFRS 15 - Produits tirés de contrats avec des clients		-9.392								-9.392	-6.158	-15.550
Solde d'ouverture, 1 janvier 2018	113.907	2.908.037	0	1.544	351	-10.204	-15.083	-15.774	-29.828	2.952.951	1.211.448	4.164.398
Résultat de l'exercice		289.639								289.639	152.134	441.773
Résultats non-réalisés				24	-123	-3.325	87	8.312		4.976	-3.072	1.904
Total des résultats réalisés et non-réalisés	0	289.639	0	24	-123	-3.325	87	8.312	0	294.615	149.061	443.677
Distribution de dividende de l'exercice précédent		-73.019								-73.019	-76.820	-149.839
Opérations actions propres									1.716	1.716		1.716
Autres (e.a. variations de périmètre conso, % d'intérêt)		184								184	-102.141	-101.957
Solde de clôture, 31 décembre 2018	113.907	3.124.841	0	1.569	228	-13.529	-14.996	-7.462	-28.111	3.176.447	1.181.549	4.357.996

La note relative aux résultats non-réalisés est reprise à la page 127 du présent rapport. L'impact des nouvelles règles comptable IFRS sur les fonds propres consolidés est commenté à la Note 2 Bilan d'ouverture révisé à la page 140 du présent rapport.

Le 1 juin 2018, AvH a distribué un dividende de 2,20 euros par action.

AvH n'a pas racheté, en 2018, d'actions propres en vue de couvrir les obligations en matière d'options sur actions au profit du personnel. Sur cette même période, des options ont été exercées sur 23.000 actions AvH par des bénéficiaires du plan d'options sur actions. Au 31 décembre 2018, un total de 334.000 options sur actions AvH ont été attribuées. Pour la couverture de cette obligation, AvH détient à cette même date exactement 334.000 actions propres.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat conclu par AvH avec Kepler Cheuvreux en vue de soutenir la liquidité de l'action AvH, 304.867 actions AvH ont également été achetées en 2018 et 300.709 ont été vendues. Ces transactions sont gérées en toute autonomie par Kepler Cheuvreux, mais étant donné qu'elles sont réalisées pour le compte d'AvH, l'achat net de 4.158 actions AvH dans ce cadre a un impact sur les fonds propres d'AvH. Cet achat net de 4.158 actions en 2018 porte à 9.415 le nombre total d'actions détenues par AvH dans le cadre de ce contrat de liquidité.

Le poste "Autres" dans la colonne "Intérêts minoritaires" découle de l'augmentation de capital chez Leasinvest Real Estate (participation à 70% par des tiers), de la réduction de capital chez HPA (28% payés à des tiers) et de la simplification de la structure du groupe Finaxis (plus d'inscription d'intérêts minoritaires pour Delen Private Bank). Pour ce dernier élément, nous renvoyons aux commentaires de la Note 6 Information sectorielle p. 153.

Le poste "Autres" dans la colonne "Réserves consolidées" comprend notamment les éliminations de résultats sur les ventes d'actions propres, l'impact du rachat de minoritaires ainsi que l'impact de la valorisation de l'obligation d'achat qui repose sur certaines actions.

Données générales concernant le capital

Capital souscrit

Le capital social souscrit s'élève à 2.295.277,90 euros. Le capital est entièrement libéré et est représenté par 33.496.904 actions sans mention de valeur nominale. Nous référons à la page 208 pour plus d'information sur le capital d'AvH.

Note 1 : règles d'évaluation IFRS

Déclaration de conformité

Les comptes annuels consolidés sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) et aux interprétations de l'IFRIC en vigueur au 31 décembre 2018, telles qu'elles ont été approuvées par la Commission européenne.

Normes nouvelles et modifiées et interprétations à partir du 1 janvier 2018

Des nouvelles normes et certains amendements à des normes existantes publiés par l'IASB ont été appliqués à partir du 1er janvier 2018.

- Amendements à IFRS 2 Paiement fondé sur des actions - Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2018
- IFRS 9 Instruments financiers, applicable à compter du 1er janvier 2018
- IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients, applicable à compter du 1er janvier 2018
- Amendements à IAS 40 Immeubles de placement – Transferts d'immeubles de placement, date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2018
- IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée, date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2018
- Améliorations annuelles aux IFRS - cycle 2014-2016, applicables à compter du 1er janvier 2018

IFRS 9 Instruments financiers

La version définitive de l'IFRS 9 Instruments financiers remplace l'IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, ainsi que toutes les versions antérieures de l'IFRS 9. IFRS 9 regroupe les trois aspects du projet en ce qui concerne la reconnaissance des instruments financiers : classification et évaluation, pertes de crédit attendues et comptabilité de couverture.

AvH a fait usage de la possibilité de ne pas retraiter les données comparatives. En conséquence, l'impact initial, tant pour la classification et l'évaluation des instruments financiers que pour la détermination des pertes attendues pour risques de crédit, est appliqué dans les bilans d'ouverture au 1/1/2018, sans adaptation des périodes précédentes. Les périodes antérieures sont comptabilisées conformément à l'IAS 39.

(I) Classification et évaluation :

L'IFRS 9 prévoit, pour la classification des actifs financiers, 3 catégories qui se rapportent à la manière dont les actifs sont évalués : prix de revient amorti, juste valeur reprise dans l'état des résultats réalisés et non réalisés (fair value through other comprehensive income) et juste valeur reprise dans le compte de résultats (fair value through profit & loss). Les catégories 'titres détenus jusqu'à l'échéance', 'prêts et créances' et 'titres disponibles à la vente' de l'IAS 39 cessent d'exister.

La nouvelle classification des actifs et passifs financiers au prix de revient amorti, s'opère en deux étapes :

- Le test 'business model' détermine comment un portefeuille est géré dans son entièreté.
- Le test 'Solely Payment of Principal and Interest (SPPI)' détermine quelles sont les caractéristiques des flux de trésorerie définis contractuellement.

Hormis à la Banque J. Van Breda & C° et à la Delen Private Bank, les fluctuations de juste valeur dans le portefeuille 'titres disponibles à la vente' sont, à partir du 1er janvier 2018, reprises dans le compte de résultats. Par conséquent, il est procédé (à l'intérieur des fonds propres) à un reclassement des plus-values latentes vers les réserves consolidées dans le bilan d'ouverture de 21,7 millions d'euros (part du groupe). Ensuite, pour chaque nouvelle acquisition, la classification (fluctuations de valeur via le compte de résultats ou via le résultat non réalisé) est établie par instrument.

(II) Pertes de crédit attendues (expected loss model):

Avec l'introduction de l'IFRS 9, on passe d'un modèle 'incurred loss' à un modèle 'expected loss' pour ce qui concerne les réductions de valeur. Sous l'IFRS 9, une provision doit être constituée pour les pertes attendues au début du contrat.

La Banque J. Van Breda & C° a développé un modèle pour le calcul des 'expected credit losses'. Le portefeuille de crédits est subdivisé en 3 niveaux (phases):

- Phase 1 : crédits performants, pour lesquels initialement une '1 year expected credit loss' est calculée : pour tous les actifs financiers, une provision pour pertes de crédit attendues est constituée au départ en fonction de la probabilité que des événements donnant lieu à une cessation de paiement se produisent dans les 12 mois.
- Phase 2 : crédits sous-performants pour lesquels une 'lifetime expected credit loss' est calculée : dès qu'une augmentation significative du risque de crédit est constatée, une provision pour pertes de crédit est constituée sur la durée de vie attendue de l'actif financier.
- Phase 3 : pour les crédits non performants, les réductions de valeur sont toujours calculées individuellement.

Les pertes de crédit pour les phases 1 et 2 sont calculées sur la base d'un modèle développé en interne conformément aux dispositions de l'IFRS 9. Vu la qualité du portefeuille de crédits à la Banque J. Van Breda & C°, l'impact sur les fonds propres d'ouverture reste limité à -3,3 millions d'euros (avant minoritaires). Delen Private Bank enregistre un impact minimal de -0,1 million d'euros (avant minoritaires). Dans la Note 2, à la page 143-144, les effets d'IFRS 9 pour la Banque J. Van Breda & C° et Delen Private Bank sont commentés plus en détail encore.

En application de l'IFRS 9, une réduction de valeur de 12 millions d'euros sur les créances en cours a été actée dans le bilan d'ouverture de CFE. L'évaluation des actifs financiers de CFE sur base du modèle des pertes estimées requiert de prendre en considération la valeur actualisée des pertes estimées si le débiteur s'avère défaillant. Les pertes estimées sont calculées à partir de la moyenne pondérée des pertes à encourir lors de plusieurs scénarios de survenance. L'application de ce modèle à la valorisation des créances détenues par CFE sur l'état tchadien engendre un retraitement conduisant à diminuer les fonds propres d'ouverture au 1er janvier 2018 d'un montant de 12 millions d'euros.

Pour les autres participations du groupe AvH, aucun impact significatif n'est à rapporter lors de la première application de l'IFRS 9 - pertes de crédit attendues.

(III) Comptabilité de couverture (Hedge accounting):

Les nouveaux principes pour le traitement administratif des transactions de couverture (hedge accounting) n'auront aucun impact significatif.

IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients

L'IFRS 15 introduit un modèle en cinq étapes pour la reconnaissance du chiffre d'affaires lié à des contrats avec des clients. Sous l'IFRS 15, les produits au titre du transfert de biens ou de services sont reconnus à hauteur de la rémunération à laquelle l'entreprise s'attend à avoir droit. La nouvelle norme remplace toutes les exigences IFRS existantes pour la reconnaissance des produits.

AvH a introduit la nouvelle norme au 1/1/2018 et a opté pour la méthode rétrospective modifiée, ce qui signifie que le bilan d'ouverture des fonds propres au 1er janvier 2018 est adapté sans adaptation des chiffres comparatifs de l'année précédente. Selon cette approche, l'IFRS 15 est appliqué aux contrats qui, à la date de la première application, n'ont pas encore été finalisés, et ces contrats sont retraités comme si l'IFRS 15 avait toujours été d'application.

Il ressort de l'analyse chez DEME que certains contrats (EPCI) contiennent des obligations liées aux prestations distinctes identifiables, à savoir des obligations relatives aux activités d'achat et d'installation. Les contrats de ce type étaient jusque fin 2017 considérés, dans l'IAS 11, comme un seul et même contrat, mais selon l'IFRS 15, les différentes obligations liées aux prestations donnent lieu chacune séparément à une reconnaissance de chiffre d'affaires. L'impact de ce retraitement a fait baisser les fonds propres d'ouverture au 1er janvier 2018 de 15,6 millions d'euros (avant minoritaires). Dans les autres participations, aucun impact significatif n'a été constaté.

Nous renvoyons à la Note 2 Bilan d'ouverture au 1/1/2018 révisé pour plus de détails.

Normes nouvelles et modifiées et interprétations applicables après 2018

Certaines nouvelles normes et modifications de normes existantes ont été publiées par l'IASB mais n'étaient pas encore obligatoires pour l'exercice débutant le 1er janvier 2018, et n'ont pas été adoptées par anticipation. AvH a l'intention d'appliquer ces normes et interprétations lorsqu'elles entreront en vigueur.

- IFRS 16 Leases, applicable à compter du 1er janvier 2019
- Amendements à IFRS 9 Instruments financiers - Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative, applicables à compter du 1er janvier 2019
- IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements des impôts sur le résultat, applicable à compter du 1er janvier 2019
- Amendements à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises - Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises, applicables à compter du 1er janvier 2019 ⁽¹⁾
- Amendements à IAS 19 Avantages du personnel - Modification, réduction ou liquidation d'un régime, applicables à compter du 1er janvier 2019 ⁽¹⁾
- Amendements à IFRS 3 Regroupements d'entreprises - définition d'un regroupement, applicables à compter du 1er janvier 2020 ⁽¹⁾
- Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers et IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs - Définition du terme 'significatif', applicables à compter du 1er janvier 2020 ⁽¹⁾
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017, applicables à compter du 1er janvier 2019 ⁽¹⁾

IFRS 16 Leases :

Cette nouvelle norme détermine la comptabilisation, l'évaluation et les informations à fournir en ce qui concerne les contrats de leasing (1/1/2019) et remplace l'IAS 17. En conséquence, tous les engagements de leasing et de location (comme les contrats de location relatifs à l'immobilier) apparaissent au bilan.

Selon la nouvelle norme, un actif (le droit d'utiliser le bien loué) et un passif financier (l'obligation de payer le loyer) sont repris. Les seules exceptions sont les contrats de location à court terme et de faible valeur. L'an dernier, le groupe a revu tous les contrats de location du groupe à la lumière de la nouvelle norme IFRS 16.

Le groupe appliquera l'approche transitoire simplifiée, à savoir que l'effet cumulatif de la première application de la norme est pris en compte au 1er janvier 2019 et que les chiffres comparatifs (exercice 2018) ne sont, par conséquent, pas retraités.

Conformément à l'IFRS 16 C8(b) ii, le Groupe a choisi de valoriser le droit d'utilisation de l'actif à un montant égal à l'obligation locative, ajustée en fonction du montant des paiements de location anticipés ou en cours en ce qui concerne les locations qui sont reprises au bilan immédiatement avant la date de la première application. Etant donné que le Groupe a repris le droit d'utilisation des actifs pour un montant égal aux obligations locatives, il n'y aura pas d'impact significatif sur les fonds propres d'ouverture.

À la date de transition (1er janvier 2019), le Groupe s'attend à exprimer une obligation locative additionnelle d'environ 127 millions d'euros.

La différence entre les dettes de location-financement opérationnelle mentionnées dans la note 16 et l'estimation de l'obligation locative conformément à la première application de l'IFRS 16 s'explique principalement par l'effet d'actualisation. Les taux d'actualisation moyens se situent entre 1,7% et 3,5%.

Principes de consolidation

Les comptes annuels consolidés comprennent les données financières de la société-mère AvH SA, de ses filiales et entités contrôlées conjointement ainsi que la part du groupe dans les résultats des entreprises associées.

1. Filiales

Les filiales sont des entités qui sont contrôlées par le groupe. Il y a contrôle lorsque AvH (a) détient le pouvoir sur la participation ; (b) est exposée ou a des droits sur les rendements variables en raison de son implication dans la participation ; et (c) a la capacité d'utiliser son pouvoir sur la participation pour influencer sur le montant des rendements. Les participations dans les filiales sont consolidées intégralement à partir de la date de l'acquisition jusqu'à la fin du contrôle.

Les états financiers des filiales sont établis pour la même période de rapport qu'AvH, des règles d'évaluation IFRS uniformes étant appliquées. Toutes les opérations intragroupe et les bénéfices et pertes intragroupe non réalisés sur des transactions entre des entreprises du groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont éliminées à moins qu'il s'agisse d'une perte de valeur.

2. Entités contrôlées conjointement et entreprises associées

Entités contrôlées conjointement

Les entreprises qui sont contrôlées conjointement (définies comme des entités dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint, notamment via le pourcentage de participation ou une convention avec un ou plusieurs coactionnaires et qui sont considérées comme des coentreprises) sont reprises sur la base de la méthode de mise en équivalence, à partir de la date de l'acquisition jusqu'à la fin du contrôle conjoint.

Entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées sur lesquelles le groupe exerce une influence, plus précisément les entreprises dans lesquelles AvH a le pouvoir de participer (sans contrôle) aux décisions politiques financières et opérationnelles, sont reprises selon la méthode de mise en équivalence depuis la date de l'acquisition jusqu'à la fin de l'exercice de l'influence.

Méthode de mise en équivalence

Selon la méthode de mise en équivalence, les participations sont initialement actées à leur coût d'acquisition et la valeur comptable est ensuite adaptée pour reprendre la part du groupe dans le bénéfice ou la perte de la participation, et ce, à compter de la date d'acquisition. Les états financiers de ces entreprises sont établis pour la même période de rapport qu'AvH, des règles d'évaluation IFRS uniformes étant utilisées. Les bénéfices et pertes intragroupe non réalisés sur des transactions sont éliminés à concurrence du pourcentage d'intérêt.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité prévue. La durée d'utilité prévue est évaluée sur une base annuelle, ainsi que la valeur résiduelle éventuelle. La valeur résiduelle est supposée nulle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, valorisées elles aussi au coût d'acquisition, ne sont pas amorties mais subissent un test de dépréciation chaque année lorsque des indications suggèrent une perte de valeur éventuelle.

Les frais pour le lancement de nouvelles activités sont portés au résultat au moment où ils sont supportés.

Les frais de recherche sont imputés au résultat de l'exercice. Les frais de développement qui répondent aux critères rigoureux de l'IAS 38 sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile.

Les règles d'évaluation relatives au traitement des acquisitions de maisons de repos et de soins sont les suivantes :

⁽¹⁾ Pas encore approuvée par la Commission européenne

- Les agréments et permis d'exploitation qui sont acquis au moment de la reprise sont valorisés, lors de la première intégration dans la consolidation, sur la base de leur valeur intrinsèque ou de la juste valeur.
- Les permis de bâtir exécutables qui sont acquis au moment de la reprise sont valorisés, lors de la première intégration dans la consolidation, sur la base de leur valeur intrinsèque ou de la juste valeur. Il est uniquement tenu compte ici de l'extension possible de la capacité nette.
- Ces agréments et permis préalable sont repris sous la rubrique 'immobilisations incorporelles'. Le montant qui est affecté aux permis de bâtir exécutables est amorti sur une période de 33 ans. Si un bail emphytéotique est conclu, la durée d'amortissement est égale à la durée du bail. L'amortissement commence dès la réception provisoire et la mise en exploitation du bâtiment. Les permis d'exploitation ne sont pas amortis étant donné qu'ils ont en principe une durée de vie illimitée.
- Conformément à l'IAS 36, les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilisation illimitée sont soumises chaque année à un test de perte de valeur en comparant leur valeur comptable à leur valeur réalisable. La valeur réalisable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des frais de vente et la valeur intrinsèque.

Goodwill

Le goodwill est l'excédent du coût d'acquisition par rapport à la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs acquis, des passifs repris et des passifs éventuels de la filiale, de la filiale contrôlée conjointement ou de la participation associée au moment de la reprise.

Le goodwill n'est pas amorti mais subit annuellement un test de dépréciation à la clôture de l'exercice ou lorsque des indications suggèrent une perte de valeur éventuelle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de fabrication, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité prévue. La durée d'utilité prévue est évaluée sur une base annuelle, ainsi que la valeur résiduelle éventuelle.

Les frais de réparation des immobilisations corporelles sont imputés au résultat de l'exercice, sauf s'ils entraînent une augmentation de l'utilité économique future des immobilisations corporelles concernées, ce qui justifie leur capitalisation.

Les immobilisations en cours sont amorties à partir de la mise en service.

Les subventions de l'état sont présentées au bilan en produits différés et sont reprises en résultat basé sur la durée d'utilité de l'actif auquel elles se rapportent.

Réductions de valeur d'immobilisations

A chaque date de clôture, le groupe vérifie la présence d'indications suggérant qu'un actif peut être soumis à une réduction de valeur. Le cas échéant, on procède à une estimation de la valeur recouvrable. Si la valeur comptable d'un actif est supérieure à la valeur recouvrable, une réduction de valeur est actée pour ramener la valeur comptable de l'actif à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est définie comme la valeur maximale de la juste valeur moins les frais de vente (résultant d'une vente non forcée) ou la valeur d'utilité (à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés). Les réductions de valeur en résultant sont actées à charge du compte de résultats.

Les réductions de valeur actées antérieurement, sauf en cas du goodwill, sont reprises par le biais du compte de résultats, lorsque ceux-ci ne sont plus valables.

Location-financement et droits similaires - immeubles de placement

1. La société du groupe est le preneur

Location-financement (la société du groupe supporte par essence tous les risques et avantages inhérents à la propriété)

Au début de la période de location-financement, les actifs et passifs sont portés au bilan à la juste valeur de l'actif loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux de location, comme définis au moment du début de la location-financement. Le taux d'escompte utilisé pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimaux de location est le taux d'intérêt implicite du contrat de bail, tel que celui-ci peut être déterminé. Dans l'autre cas, le taux d'intérêt marginal du preneur doit être utilisé.

Location simple

(les avantages et risques restent par essence dans le chef du bailleur)

Les paiements de location sont repris en charges sur une base linéaire sur la période de location à moins qu'une autre base systématique traduise mieux la planification des avantages pour l'utilisateur.

2. La société du groupe fait office de bailleur

Location-financement

Les contrats de location-financement sont repris dans le bilan parmi les créances à court et long terme à la valeur actualisée des paiements futurs de location et de la valeur résiduelle garantie ou non. Les intérêts courus sont repris dans le résultat, calculés au taux d'intérêt implicite.

Les frais d'acquisition liés à un contrat de location-financement, attribuables au contrat, sont repris dans le compte de résultats, répartis sur la durée du contrat. Les frais d'acquisition qui ne sont pas attribuables à un contrat (commissions exceptionnelles, certaines campagnes) sont immédiatement repris dans le résultat.

Location simple

Les locations simples concernent les locations qui ne sont pas qualifiées comme une location-financement. Une distinction est opérée entre les locations simples qui sont évaluées au prix d'acquisition à l'aide de l'IAS 17 et les locations simples qui sont considérées comme un immeuble de placement et qui sont évaluées à la juste valeur à l'aide de l'IAS 40.33, de telle sorte que les variations de la juste valeur soient reprises dans le compte de résultats.

La distinction entre les deux types dépend du mode de calcul de l'option. Si l'option d'achat tient compte de la juste valeur, le contrat sera qualifié comme un immeuble de placement. Dans tous les autres cas, ces contrats sont considérés comme une location simple conformément à l'IAS 17.

3. Immeubles de placement - bâtiments loués et projets de développement

Les immeubles de placement comprennent aussi bien les bâtiments qui sont en état d'être loués (immeubles de placement en exploitation) que les bâtiments en construction ou en développement destinés à être utilisés dans le futur comme immeubles de placement en exploitation (projets de développement).

Les immeubles de placement sont repris dans le bilan à leur juste valeur de telle sorte que les variations de la juste valeur soient reprises dans le compte de résultats. La juste valeur est estimée chaque année sur base des rapports d'évaluation.

Instruments financiers

1. Comptabilisation et décomptabilisation

- Les actifs et passifs financiers sont repris au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les achats et ventes d'actifs financiers qui sont conclus selon les conventions de marché normalisées sont comptabilisés à la date de la conclusion.
- Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur ses flux de trésorerie expirent ou lorsque ces droits sont cédés et que le groupe cède également tous les risques et avantages de la propriété de l'actif financier y afférents.
- Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation établie contractuellement est remplie, est résolue ou expire.

2. Classification et évaluation des actifs financiers

Lors de l'acquisition ou de l'investissement dans un autre actif financier, les conditions contractuelles déterminent s'il s'agit d'un instrument de capitaux propres ou d'un instrument de dettes. Les instruments de capitaux propres donnent droit à l'intérêt résiduel dans l'actif net d'une autre entité.

Classification et évaluation des instruments de dettes (applicables spécifiquement aux banques)

Pour les instruments de dettes, deux éléments doivent être appréciés :

- l'évaluation du business model est menée pour chaque groupe d'actifs financiers qui sont gérés de la même manière en ce qui concerne la génération de flux de trésorerie :
 - held-to-collect (HTC) : en recevant les flux de trésorerie contractuels sur la durée des actifs ;
 - held-to-collect & sell (HTC&S) : à la fois en recevant les flux de trésorerie contractuels et en vendant régulièrement les actifs financiers eux-mêmes ;
 - autres : par exemple le trading.
- l'évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou test SPPI s'effectue par groupe de produits (actifs financiers avec des caractéristiques de flux de trésorerie similaires) ou, si nécessaire, sur une base individuelle. On examine si l'instrument génère, aux dates spécifiées, des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de capital et d'intérêts sur le capital en circulation (SPPI : solely payments of principal and interest).

Ces appréciations débouchent ensuite sur la méthode de classification et d'évaluation :

i) **évalué au coût amorti (AC)** : instruments de dettes qui satisfont au test SPPI et qui sont détenus dans le cadre d'un modèle HTC.

Lors de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur, augmentée des frais de transaction qui sont directement attribuables à leur acquisition. Ensuite, la méthode de l'intérêt effectif est appliquée, la différence entre l'évaluation lors de la comptabilisation initiale et la valeur de remboursement étant inscrite pro rata temporis dans le compte de résultats sur la base du taux d'intérêt effectif.

ii) **évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans les résultats non réalisés (FVOCI)** : instruments de dettes qui satisfont au test SPPI et qui sont détenus dans le cadre d'un modèle HTC&S.

Lors de la vente, les variations de valeur cumulées sont transférées au compte de résultats.

iii) **évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans le compte de résultats (FVPL)** : les instruments de dettes qui échouent au test SPPI et/ou qui ne sont pas détenus dans le cadre d'un modèle HTC ou HTC&S doivent obligatoirement être évalués de cette manière.

Indépendamment de ces appréciations, la banque peut décider dès le départ, de manière irrévocable, de reprendre l'actif financier selon l'option FVPL (fair value option) si ce choix permet d'éliminer ou de limiter fortement une discordance comptable ('accounting mismatch').

Pour les actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans les résultats non réalisés, mentionnés ci-dessus, des provisions pour pertes de crédit attendues doivent être constituées (voir la section 6. Réductions de valeur sur actifs financiers)

Classification et évaluation des instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction doivent obligatoirement être évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans le compte de résultats (FVPL).

Pour les autres instruments de capitaux propres, le groupe peut opter irrévocablement, lors de la comptabilisation initiale, pour l'évaluation à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans les résultats non réalisés (FVOCI). Le choix peut se faire instrument par instrument (par action). Lors de la vente, les variations de valeur cumulées ne peuvent pas être transférées au compte de résultats. Seuls les dividendes peuvent être repris dans le compte de résultats.

Pour les instruments de capitaux propres, il ne faut pas constituer de provisions pour pertes de crédit attendues.

3. Classification et évaluation des passifs financiers

Pour la classification et l'évaluation des passifs financiers, autres que les dérivés, les possibilités sont les suivantes :

- évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans le compte de résultats (FVPL) :
 - lorsque le passif financier est détenu à des fins de transaction ;
 - lorsque la banque opte pour cette méthode ('fair value option') (spécifiquement la Banque J.Van Breda & C°).
- évalués au coût amorti : lors de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur, diminuée des coûts de transaction directement imputables à leur émission.

4. Instruments dérivés

Chaque filiale opérationnelle faisant partie du groupe AvH est responsable de la gestion de ses risques, tels que les risques de change, d'intérêt, de crédit, de matières premières, etc. Les risques, qui varient en fonction du secteur dans lequel opère la filiale ne sont donc pas gérés de manière centralisée au niveau du groupe. Les directions concernées doivent toutefois rendre compte de leur couverture de risque à leur conseil d'administration ou comité d'audit.

Les instruments dérivés sont valorisés initialement à leur prix d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, ces instruments sont repris dans le bilan à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant actées dans le résultat à moins que ces instruments ne fassent partie des opérations de couverture.

Le traitement des instruments dérivés est en conformité à l'IAS 39 Hedge accounting.

Couvertures de flux de trésorerie

Les variations de valeur d'un instrument financier dérivé qui satisfait aux strictes conditions de couverture de flux de trésorerie sont reprises dans l'état des résultats non-réalisés pour la partie efficace. La partie inefficace est directement comptabilisée dans le compte de résultats. Les résultats de la couverture sont transférés de l'état des résultats non-réalisés vers le compte de résultats au moment où la transaction couverte a elle-même une influence sur le résultat.

Couvertures de juste valeur

Les fluctuations de valeur d'un instrument dérivé qui a été formellement affecté à la couverture des variations de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés, sont reprises dans le compte de résultats, au même titre que les bénéfices et pertes qui découlent de la réévaluation à la juste valeur de l'élément couvert. Les fluctuations de valeur d'instruments financiers dérivés qui ne sont pas reconnus comme étant affectés à la couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie, sont immédiatement reprises dans le compte de résultats.

5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de valeurs au comptant et de placements à court terme, sont portés au bilan à leur valeur nominale.

6. Réductions de valeur sur actifs financiers

Sous l'IFRS 9, dès la comptabilisation initiale, des provisions pour pertes de crédit attendues ('expected credit losses' ou ECL) sont constituées pour :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les instruments de dettes évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans les résultats non réalisés ;
- les créances de location-financement ;
- les passifs résultant d'engagements de prêts et de contrats de garantie financière ;
- pour fixer la provision pour pertes de crédit attendues, les actifs financiers sont classés en trois niveaux (stages) :
 - Stage 1: actifs performants pour lesquels, au moment de la comptabilisation initiale, une '1 year expected credit loss' est calculée en fonction de la probabilité que des événements donnant lieu à une cessation de paiement se produisent dans les 12 mois ;
 - Stage 2: actifs sous-performants pour lesquels une 'lifetime expected credit loss' est calculée dès qu'une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale ;
 - Stage 3: pour les actifs non performants, une estimation de la valeur réalisable est effectuée. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à la valeur réalisable, une réduction de valeur est comptabilisée afin de ramener la valeur comptable de l'actif au niveau de la valeur réalisable.

Les mutations dans ces provisions s'effectuent via le poste « Réductions de valeur » dans le compte de résultats. Les provisions pour pertes de crédit attendues elles-mêmes sont présentées :

- en déduction de la valeur comptable brute des actifs financiers qui sont évalués au coût amorti (y compris les créances de leasing) ;
- en tant que provision dans les résultats non réalisés (OCI) pour les instruments de dettes évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans les résultats non réalisés ;
- en tant que provision au passif pour les obligations résultant d'engagements de prêts et de contrats de garantie financière.

Lors d'une augmentation (ou diminution) significative du risque de crédit, le 'staging' s'opère au niveau des contrats individuels ('bottom-up staging') sur la base d'une série de critères comme les arriérés de paiement, les renégociations et la catégorie de notation. Pour le phasage individuel des crédits, on utilise la notation de crédit interne. Étant donné qu'il s'agit d'un critère basé sur le passé, on applique aussi par ailleurs une logique de 'collective staging' pour prendre en compte les attentes macro-économiques.

Pour le portefeuille d'obligations, la 'low credit risk exemption' est appliquée : tant que les obligations maintiennent leur catégorie de notation 'investment grade', elles restent en stage 1. Sur la base du faible risque de crédit à la date du reporting, il peut être conclu qu'il ne s'est produit aucune hausse significative du risque de crédit. Si toutefois une obligation devait migrer vers une catégorie de notation 'non-investment grade', la Banque soit vendrait l'obligation, soit la placerait en stage 2 et déterminerait une 'life-time ECL' correspondante.

Un modèle d'évaluation calcule les pertes de crédit attendues pour les contrats en stage 1 et 2 conformément à la littérature relative à la modélisation IFRS9 ECL. Elles sont établies sans aucune distorsion délibérée, que ce soit dans un sens optimiste ou conservateur, et sont basées sur toutes les informations raisonnables et étayées telles qu'elles sont disponibles, avec les coûts ou les efforts justifiables. Cela inclut des informations sur le passé, sur les conditions actuelles et sur les prévisions pour l'avenir. Elles indiquent en outre la valeur probable que la banque juge possible dans un futur prévisible. Ces '1-year expected credit losses' et 'life-time expected credit losses' sont calculées pour chaque contrat individuel sur la base des flux de trésorerie futurs et des paramètres de modélisation suivants :

- PD signifie 'Probability of Default', soit la probabilité d'un défaut dans une période déterminée. Le modèle PD est élaboré au moyen de matrices de migration sur la base des notations de crédit internes existantes pour les crédits et est fourni par le bureau de notation DBRS pour le portefeuille d'obligations.
- Le 'loss given default' (LGD) représente la perte attendue en cas de défaut. Le montant du LGD est obtenu à partir de l' 'exposure at default' et des garanties prises en gage.
- 'Survival Probability' est la probabilité qu'un contrat entre encore en considération pour des pertes de crédit. La 'Survival Probability' est calculée sur la base de :
 - la probabilité qu'un contrat n'ait pas disparu du bilan après un défaut antérieur, et
 - la probabilité qu'un contrat n'ait pas encore disparu du bilan à la suite d'un remboursement anticipé intégral.
- 'Effective Interest Rate' (EIR) est le taux d'intérêt effectif avec lequel les pertes sont actualisées. Pour les contrats à taux fixe, il s'agit du taux d'intérêt effectif contractuel ; pour les contrats à taux variable, on utilise le 'fixing' le plus récent.

À chaque date de clôture, la Banque vérifie s'il existe des éléments objectifs indiquant qu'un actif financier devient non performant et doit donc être transféré en stage 3. Pour cela, la Banque se base sur l'un des événements objectivement observables suivants :

- des difficultés financières importantes chez l'emprunteur ;
- une rupture de contrat, dont le non-respect des dates d'échéance pour les remboursements d'intérêts et/ou de capital ;
- l'octroi par la Banque, pour des raisons économiques ou juridiques, de certaines conditions que le groupe n'accorderait pas à l'emprunteur dans des conditions normales ;
- la probabilité que l'emprunteur tombe en faillite ou opère une restructuration ;
- pour les obligations, la disparition d'un marché actif en raison de difficultés financières ou d'autres indications qui compromettent la recouvrabilité par rapport à la valeur d'acquisition ;
- des critères objectifs qui attestent d'une détérioration mesurable des flux de trésorerie futurs attendus d'un groupe collectif d'actifs financiers, même si cette détérioration ne peut être établie sur une base individuelle, ou qui indiquent une dégradation de la solvabilité ou de la capacité financière des emprunteurs du groupe, ou des conditions nationales ou économiques propres à ce groupe d'emprunteurs.

Pour les contrats de stage 3, une estimation de la valeur réalisable est effectuée. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à la valeur réalisable, une réduction de valeur est comptabilisée afin de ramener la valeur comptable de l'actif au niveau de la valeur réalisable.

La valeur réalisable nette est définie comme étant le montant le plus élevé entre :

- le prix de vente net (dans l'hypothèse d'une vente non forcée) et
- la valeur d'utilisation (sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés).

Pour le suivi des créditeurs et des débiteurs et la constitution de réductions de valeur, il est tenu compte de la partie couverte (garantie) et non couverte du crédit. Pour les créances douteuses, la récupération attendue est déterminée sur la base de la partie couverte. Pour les créances douteuses, la réduction de valeur est égale à 100% de la partie non couverte. Pour les crédits qui figurent dans la catégorie de risque la plus élevée, la réduction de valeur est égale à un pourcentage du risque non couvert.

Stocks / Contrats de constructions

Les stocks sont valorisés à leur prix de revient (coût d'acquisition ou de fabrication) ou à leur valeur nette réalisable lorsque celle-ci est inférieure. Le coût de fabrication comprend tous les frais directs et indirects qui sont nécessaires pour amener les marchandises à leur stade d'achèvement à la date de clôture, ce qui correspond au prix de vente estimé dans des circonstances normales, diminué des frais de finition, de marketing et de distribution (valeur réalisable nette). Les contrats de construction sont valorisés selon la méthode 'Percentage of Completion', le résultat étant pris en compte en fonction de l'avancement des travaux. Les pertes prévues sont par contre immédiatement imputées au résultat.

Capitaux et réserves

Les frais en rapport avec une transaction de capitaux sont déduits du capital.

Les actions propres rachetées sont actées en réduction des fonds propres à leur prix d'acquisition. Une vente ou annulation ultérieure ne donne pas lieu à un impact sur le résultat. Les bénéfices et pertes relatifs aux actions propres sont actés directement dans les fonds propres.

Ecarts de conversion

Comptes statutaires

Les transactions en devises étrangères sont actées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les écarts de conversion positifs et négatifs non réalisés résultant de la conversion d'actifs et de passifs monétaires au cours de change à la date de clôture, sont repris dans le résultat au titre, respectivement, de produit ou de charge.

Comptes consolidés

Les éléments d'actif et de passif des filiales consolidées sont convertis au cours de clôture selon la méthode du cours de clôture, tandis que les éléments du compte de résultats sont convertis au cours moyen, ce qui donne lieu à des écarts de conversion repris immédiatement dans l'état des résultats non-réalisés consolidé.

Provisions

Si une entreprise du groupe a une obligation (légale ou indirecte) résultant d'un événement passé, s'il est probable que le règlement de cette obligation s'accompagnera d'une dépense et si, par ailleurs, le montant de cette obligation peut être déterminé de manière fiable, une provision est constituée à la date de clôture. Si l'écart entre la valeur nominale et escomptée est matériel, une provision est actée à concurrence de la valeur escomptée des dépenses estimées. L'augmentation de la provision en résultant est actée en charge d'intérêt proportionnellement au temps.

Restructuration

Les provisions pour restructuration sont actées uniquement lorsque le groupe a approuvé formellement un plan de restructuration détaillé et lorsque la restructuration prévue a déjà pris cours ou que les membres du personnel touchés par la restructuration en sont informés. Pour les frais relatifs aux activités normales du groupe, des provisions ne sont pas constituées.

Garanties

Pour les obligations de garantie sur les produits et services fournis et les travaux réceptionnés, une provision est constituée sur la base des informations statistiques du passé.

Créances et obligations conditionnelles

Les créances et obligations conditionnelles sont mentionnées dans la note 'Droits et engagements hors bilan' en cas d'impact d'une importance matérielle.

Impôts

Les impôts comprennent à la fois les impôts exigibles et les impôts différés. Les deux types d'impôts sont actés au compte de résultats sauf s'il s'agit d'éléments qui font partie des fonds propres et leur sont par conséquent attribués. Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilantaire, appliquée aux différences temporelles entre la valeur comptable de l'actif et du passif portés au bilan et leur base fiscale. Les principales différences temporelles résultent des rythmes d'amortissement différents des immobilisations corporelles, des provisions pour pensions et des pertes fiscales récupérables. Les passifs d'impôt différé sont reconnus pour toutes les différences temporelles imposables :

- sauf lorsque le passif d'impôt différé découle de la reconnaissance initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale du passif et de l'actif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a pas d'influence sur le bénéfice imposable ;
- sauf en ce qui concerne les investissements dans des filiales, entreprises contrôlées conjointement et associées, dans lesquelles le groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle sera éliminée et que l'on ne prévoit pas d'éliminer la différence temporelle dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé sont actés pour les pertes temporelles déductibles et sur les crédits d'impôts récupérables reportés et pertes fiscales, dans la mesure où il est probable qu'il y aura des bénéfices imposables dans un avenir proche pour pouvoir bénéficier de l'avantage fiscal. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est contrôlée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour pouvoir imputer la totalité ou une partie des impôts différés. Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des législations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Rémunérations du personnel

Les rémunérations du personnel comprennent des rémunérations du personnel à court terme, des avantages postérieurs à l'emploi, d'autres rémunérations du personnel à long terme, des indemnités de licenciement et des rémunérations fondées sur des actions. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les plans de pension, assurances vie et assurances pour assistance médicale. Les plans de pension, répartis en régimes à cotisations définies ou à prestations définies, sont fournis par le biais de fonds ou de plans d'assurance distincts. Par ailleurs, il existe également des rémunérations du personnel fondées sur des actions.

Régimes de pension

Régimes à cotisations définies ('Defined Contribution Plans')

Au sein du groupe, différentes filiales ont souscrit des assurances de groupe au profit de leur personnel. Etant donné que pour les plans belges, l'employeur peut être requis d'effectuer des paiements supplémentaires si le rendement moyen sur les contributions patronales et sur les contributions personnelles n'est pas atteint, ces plans doivent, selon l'IAS 19, être considérés comme des plans de pension à prestations définies.

Régimes à prestations définies ('Defined Benefit Plans')

Le groupe compte une série de plans de pension à prestations définies pour lesquels les cotisations sont payées à un fonds géré séparément. Le coût des plans de pension à prestations définies est déterminé de manière actuarielle par la méthode 'projected unit credit'.

Les revalorisations, qui proviennent de bénéfices et pertes actuariels, de l'effet du plafond d'actif et du rendement sur les placements en fonds, sont reprises directement au bilan, un montant correspondant au profit ou à charge du bénéfice retenu étant inscrit via les résultats non-réalisés dans la période où elles se produisent. Les revalorisations ne sont pas transférées vers le compte de résultats au cours des périodes suivantes.

Le coût des services passés est repris dans le compte de résultats à la date initiale de la modification ou de la limitation du régime de pension ou, si elle est antérieure, à la date à laquelle le groupe justifie des frais de réorganisation. Le solde d'intérêts est calculé en appliquant le taux d'escompte à l'engagement net ou à l'actif net au titre des plans de pension à prestations définies et est repris dans le compte de résultats consolidé.

Rémunérations du personnel fondées sur des actions

Il existe au sein du groupe AvH, à différents niveaux, des plans d'options sur actions qui donnent aux employées le droit d'acheter des actions d'AvH ou des actions de certaines filiales à un prix préalablement fixé. Ce prix est déterminé au moment de l'attribution des options et est basé sur le prix du marché ou la valeur intrinsèque.

Les prestations des bénéficiaires sont (au moment de l'attribution) évaluées à l'aide de la juste valeur des options et warrants attribués et portées en charge au compte de résultats au moment des prestations fournies pendant la période d'acquisition des droits.

La comptabilisation des produits (IFRS 15)

Les produits sont reconnus conformément aux normes IFRS, en tenant compte des activités spécifiques de chaque secteur.

La comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque chaque obligation de performance est remplie, ou au fur et à mesure de son exécution, au montant du prix de transaction affecté à cette obligation de performance. Le contrôle d'un actif fait référence à la capacité de gérer l'utilisation de l'actif et d'obtenir la quasi-totalité des avantages restants de l'actif.

Lorsqu'une obligation de performance est remplie par le transfert d'un bien ou d'un service promis au client avant que le client ne paie la contrepartie ou avant que le paiement ne soit dû, le Groupe présente le contrat comme un actif contractuel, sauf si les droits du Groupe sur ce montant de contrepartie sont inconditionnels, auquel cas le Groupe reconnaît une créance.

Lorsqu'un montant de contrepartie est reçu d'un client avant que le Groupe ne transfère un bien ou un service au client, le Groupe présente le contrat comme un passif contractuel. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les principaux flux de revenus sont comptabilisés s'ils répondent aux critères décrits ci-dessous.

Identifier les obligations d'exécution distinctes dans un contrat avec un client

La majeure partie du chiffre d'affaires comptabilisé par les sociétés de construction du groupe concerne des contrats avec des clients pour la vente d'immeubles et des revenus de services générés par les activités de construction, de gestion de projets et de vente. Pour comptabiliser ces contrats, le Groupe est tenu d'identifier quels biens ou services sont distincts et représentent donc des obligations de performance distinctes auxquelles les produits peuvent être affectés.

Le Management fait preuve de jugement pour déterminer si un bien ou un service promis est distinct en évaluant si le client peut bénéficier du bien ou du service seul ou avec d'autres ressources facilement disponibles pour le client et en vérifiant si la promesse du Groupe de transférer le bien ou le service au client est identifiable séparément des autres promesses du contrat.

Détermination des prix de transaction pour la constatation des produits

Le Groupe est tenu de déterminer le prix de transaction pour chacun de ses contrats avec ses clients. Lorsque la contrepartie est variable en raison d'une prime de performance, le Groupe estime le montant de la contrepartie variable à inclure dans le prix de transaction.

Affectation du prix de transaction aux obligations d'exécution dans les contrats avec les clients

Le Groupe utilise le prix de vente autonome des biens et services distincts sous-jacents à chaque obligation de performance pour répartir le prix de transaction entre les obligations de performance identifiées. C'est le cas d'un nombre limité de contrats EPCI dans la division Dragage et environnement, où les multiples obligations de performance (activités d'approvisionnement et d'installation) donnent lieu à un modèle de comptabilisation des produits distinct.

Respect des obligations de performance en matière de constatation des produits

Le Groupe évalue chacun de ses contrats clients pour déterminer si les obligations de performance sont remplies dans le temps ou à un moment donné afin de déterminer quand le chiffre d'affaires est comptabilisé. Pour les ventes d'immeubles en dévelop-

pement, le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dans le temps, selon la méthode de l'avancement des travaux. Sa performance crée un actif que le client contrôle au fur et à mesure que l'actif est créé, il ne crée pas un actif à usage alternatif, le Groupe a un droit exécutoire au paiement de la performance réalisée à ce jour. Pour les contrats EPCI, les produits des activités d'approvisionnement sont comptabilisés à un moment donné et les activités d'installation sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement des travaux.

Méthode d'évaluation de l'avancement de l'exécution des obligations d'exécution et de la constatation des produits d'exploitation

Pour les obligations de performance satisfaites au fil du temps, les produits du contrat sont constatés selon le pourcentage d'avancement de l'activité contractuelle à la date de clôture en utilisant une méthode d'entrée calculée selon la proportion des coûts du contrat à la date de clôture et le total estimé des coûts du contrat. Une perte attendue sur un contrat de construction est immédiatement comptabilisée.

Autre

Les contrats de vente de biens immobiliers contiennent certaines garanties couvrant une période allant jusqu'à dix ans après l'achèvement de la propriété. Le Groupe a estimé que ces conditions représentaient des garanties de type "assurance" qui sont légalement requises et continueront à être comptabilisées selon IAS 37, conformément à sa pratique actuelle.

Une variation peut entraîner une augmentation ou une diminution des revenus du contrat. Une modification est une instruction du client de modifier l'étendue des travaux à exécuter en vertu du contrat. Ces modifications contractuelles font généralement partie de l'obligation de performance qui est partiellement satisfaite à la date de la modification contractuelle, de sorte que l'effet est comptabilisé comme un ajustement des produits.

Le produit des dividendes est comptabilisé lorsque le droit du Groupe à recevoir le paiement est établi.

Les autres produits sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou lorsque le droit de recevoir le paiement est établi.

L'IFRS 15 n'a pas eu d'impact sur les contrats clients du secteur Private Banking.

Activités opérationnelles abandonnées

L'actif, le passif et les résultats nets des activités opérationnelles abandonnées sont rapportés séparément dans une rubrique dans le bilan et le compte de résultats consolidé. Les éléments de l'actif et du passif détenus en vue d'être vendus sont rapportés de la même manière (au plus faible de sa valeur comptable et de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente).

Événements postérieurs à la date de clôture

Des événements peuvent se produire après la date de clôture et donnent des informations complémentaires à propos de la situation financière de l'entreprise à la date de clôture ('adjusting events'). Ces informations permettent d'améliorer les estimations et de donner un meilleur reflet de la situation réelle à la date de clôture. Ces événements exigent une adaptation du bilan et du résultat. D'autres événements après la date de clôture sont mentionnés dans les notes s'ils peuvent avoir un impact important.

Bénéfice par action

Le groupe calcule à la fois le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action conformément à l'IAS 33. Le bénéfice de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon le nombre moyen d'actions en circulation pendant la période plus l'effet dilué des warrants et options sur actions pendant la période.

Information sectorielle

AvH est un groupe diversifié opérant dans les secteurs clés suivants :

1. **Marine Engineering & Contracting** avec DEME, l'une des plus grandes entreprises de dragage au monde, CFE, un groupe de construction qui a son siège central en Belgique, Rent-A-Port et Green Offshore ;
2. **Private Banking** avec Delen Private Bank, l'un des plus grands gestionnaires indépendants de fonds privés en Belgique, et le gestionnaire de fortune JM Finn au R.-U., et la Banque J.Van Breda & C^o, banque orientée vers les entrepreneurs et professions libérales en Belgique ;
3. **Real Estate & Senior Care** avec Leasinvest Real Estate, une société immobilière réglementée cotée ; Extensa Group, acteur important en matière de lotissements et de projets immobiliers ; et Anima Care et HPA (Residalya et Patrimoine & Santé Expansion) actives dans le secteur des soins et de la santé ;
4. **Energy & Resources**, SIPEF, un groupe agro-industriel spécialisé dans l'agriculture tropicale et Sagar Cements ;
5. **AvH & Growth Capital** avec Sofinim et GIB et leurs participations respectives en Growth Capital.

L'information sectorielle reprise dans les états financiers d'AvH est établie conformément à l'IFRS 8.

Note 2 : bilan d'ouverture (1/1/2018) révisé conformément à l'IFRS 9 Instruments financiers et l'IFRS 15 Produits tirés avec des contrats de clients

IFRS 9 Instruments financiers

La version définitive de l'IFRS 9 Instruments financiers remplace l'IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, ainsi que toutes les versions antérieures de l'IFRS 9. IFRS 9 regroupe les trois aspects du projet en ce qui concerne la reconnaissance des instruments financiers : classification et évaluation, pertes de crédit attendues et comptabilité de couverture.

AvH a fait usage de la possibilité de ne pas retraiter les données comparatives. En conséquence, l'impact initial, tant pour la classification et l'évaluation des instruments financiers que pour la détermination des pertes attendues pour risques de crédit, est appliqué dans les bilans d'ouverture au 1/1/2018, sans adaptation des périodes précédentes.

(I) Classification et évaluation :

L'IFRS 9 prévoit, pour la classification des actifs financiers, 3 catégories qui se rapportent à la manière dont les actifs sont évalués : prix de revient amorti, juste valeur reprise dans l'état des résultats réalisés et non réalisés (fair value through other comprehensive income) et juste valeur reprise dans le compte de résultats (fair value through profit & loss). Les catégories 'titres détenus jusqu'à l'échéance', 'prêts et créances' et 'titres disponibles à la vente' de l'IAS 39 cessent d'exister.

La nouvelle classification des actifs et passifs financiers au prix de revient amorti, s'opère en deux étapes :

- Le test 'business model' détermine comment un portefeuille est géré dans son entier.
- Le test 'Solely Payment of Principal and Interest (SPPI)' détermine quelles sont les caractéristiques des flux de trésorerie définis contractuellement.

Hormis à la Banque J. Van Breda & C° et à la Delen Private Bank, les fluctuations de juste valeur dans le portefeuille 'titres disponibles à la vente' sont, à partir du 1er janvier 2018, reprises dans le compte de résultats. Par conséquent, il est procédé (à l'intérieur des fonds propres) à un reclassement des plus-values latentes vers les réserves consolidées dans le bilan d'ouverture de 21,7 millions d'euros (part du groupe). Ensuite, pour chaque nouvelle acquisition, la classification (fluctuations de valeur via le compte de résultats ou via le résultat non réalisé) est établie par instrument.

(II) Pertes de crédit attendues (expected loss model):

Avec l'introduction de l'IFRS 9, on passe d'un modèle 'incurred loss' à un modèle 'expected loss' pour ce qui concerne les réductions de valeur. Sous l'IFRS 9, une provision doit être constituée pour les pertes attendues au début du contrat.

La **Banque J. Van Breda & C°** a développé un modèle pour le calcul des 'expected credit losses'. Le portefeuille de crédits est subdivisé en 3 niveaux (phases):

- Phase 1 : crédits performants, pour lesquels initialement une '1 year expected credit loss' est calculée : pour tous les actifs financiers, une provision pour pertes de crédit attendues est constituée au départ en fonction de la probabilité que des événements donnant lieu à une cessation de paiement se produisent dans les 12 mois.
- Phase 2 : crédits sous-performants pour lesquels une 'lifetime expected credit loss' est calculée : dès qu'une augmentation significative du risque de crédit est constatée, une provision pour pertes de crédit est constituée sur la durée de vie attendue de l'actif financier.
- Phase 3 : pour les crédits non performants, les réductions de valeur sont toujours calculées individuellement.

Les pertes de crédit pour les phases 1 et 2 sont calculées sur la base d'un modèle développé en interne conformément aux dispositions de l'IFRS 9. Vu la qualité du portefeuille de crédits à la Banque J. Van Breda & C°, l'impact sur les fonds propres d'ouverture reste limité à -3,3 millions d'euros (avant minoritaires). **Delen Private Bank** enregistre un impact minimal de -0,1 million d'euros (avant minoritaires).

A la page 143-144, les effets d'IFRS 9 pour la Banque J. Van Breda & C° et Delen Private Bank sont commentés plus en détail encore.

En application de l'IFRS 9, une réduction de valeur de 12 millions d'euros sur les créances en cours a été actée dans le bilan d'ouverture de **CFE**. L'évaluation des actifs financiers de CFE sur base du modèle des pertes estimées requiert de prendre en considération la valeur actualisée des pertes estimées si le débiteur s'avère défaillant. Les pertes estimées sont calculées à partir de la moyenne pondérée des pertes à encourir lors de plusieurs scénarios de survenance. L'application de ce modèle à la valorisation des créances détenues par CFE sur l'état tchadien engendre un retraitement conduisant à diminuer les fonds propres d'ouverture au 1er janvier 2018 d'un montant de 12 millions d'euros.

Pour **les autres participations du groupe** AvH, aucun impact significatif n'est à rapporter lors de la première application de l'IFRS 9 - pertes de crédit attendues.

(III) Comptabilité de couverture (Hedge accounting):

Les nouveaux principes pour le traitement administratif des transactions de couverture (hedge accounting) n'auront aucun impact significatif.

IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients

L'IFRS 15 introduit un modèle en cinq étapes pour la reconnaissance du chiffre d'affaires lié à des contrats avec des clients. Sous l'IFRS 15, les produits au titre du transfert de biens ou de services sont reconnus à hauteur de la rémunération à laquelle l'entreprise s'attend à avoir droit. La nouvelle norme remplace toutes les exigences IFRS existantes pour la reconnaissance des produits.

AvH a introduit la nouvelle norme au 1/1/2018 et a opté pour la méthode rétrospective modifiée, ce qui signifie que le bilan d'ouverture des fonds propres au 1er janvier 2018 est adapté sans adaptation des chiffres comparatifs de l'année précédente. Selon cette approche, l'IFRS 15 est appliqué aux contrats qui, à la date de la première application, n'ont pas encore été finalisés, et ces contrats sont retraités comme si l'IFRS 15 avait toujours été d'application.

Il ressort de l'analyse chez **DEME** que certains contrats (EPCI) contiennent des obligations liées aux prestations distinctes identifiables, à savoir des obligations relatives aux activités d'achat et d'installation. Les contrats de ce type étaient jusque fin 2017 considérés, dans l'IAS 11, comme un seul et même contrat, mais selon l'IFRS 15, les différentes obligations liées aux prestations donnent lieu chacune séparément à une reconnaissance de chiffre d'affaires. L'impact de ce retraitement a fait baisser les fonds propres d'ouverture au 1er janvier 2018 de 15,6 millions d'euros (avant minoritaires). Dans les autres participations, aucun impact significatif n'a été constaté.

Note 2 : bilan d'ouverture révisé : Actifs - l'impact de l'IFRS 9 et de l'IFRS 15

(€ 1.000)	31-12-2017	IFRS 9 Classification & évaluation	IFRS 9 Expected Credit loss 'Private Banking'	IFRS 9 Expected Credit loss 'Other Segments'	IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients	Bilan d'ouverture (1-1-2018)
I. Actifs non-courants	9.255.476	0	-2.819	0	0	9.252.657
Immobilisations incorporelles	179.567					179.567
Goodwill	349.523					349.523
Immobilisations corporelles	2.572.877					2.572.877
Terrains et constructions	479.686					479.686
Installations, machines et outillage	1.615.815					1.615.815
Mobilier et matériel roulant	28.822					28.822
Autres immobilisations corporelles	4.713					4.713
Immobilisations en cours et acomptes versés	443.558					443.558
Contrats de location simple - en tant que bailleur (IAS 17)	283					283
Immeubles de placement	945.488					945.488
Participations mises en équivalence	1.240.746	0	-61	0	0	1.240.685
Immobilisations financières	267.186	0	0	0	0	267.186
Participations disponibles à la vente	102.335	-102.335				0
Actifs financiers - Fair value through P/L (FVPL)		102.335				102.335
Actifs financiers - Fair value through OCI (FVOCI - recycling)						0
Actifs financiers - Fair value through OCI (FVOCI - no recycling)						0
Actifs financiers - at amortised cost						0
Créances et cautionnements	164.851					164.851
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	5.649					5.649
Créances à plus d'un an	177.109	0	-544	0	0	176.565
Créances commerciales	6.958					6.958
Créances location-financement	160.765		-544			160.221
Autres créances	9.386					9.386
Impôts différés	109.219	0	1.088	0	0	110.307
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an	3.408.112	0	-3.302	0	0	3.404.810
II. Actifs courants	4.192.378	0	-32	-12.000	0	4.180.346
Stocks	329.400					329.400
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	74.292					74.292
Placements de trésorerie	467.882	0	-32	0	0	467.850
Actifs financiers disponibles à la vente	467.879	-467.879				0
Actifs financiers détenus à des fins de trading	3	-3				0
Actifs financiers - Fair value through P/L (FVPL)		40.170				40.170
Actifs financiers - Fair value through OCI (FVOCI - recycling)		427.139	-32			427.107
Actifs financiers - Fair value through OCI (FVOCI - no recycling)		573				573
Actifs financiers - at amortised cost						0
Instruments financiers dérivés à un an au plus	4.553					4.553
Créances à un an au plus	1.321.413	0	0	-12.000	0	1.309.413
Créances commerciales	1.066.152			-12.000		1.054.152
Créances location-financement	55.139					55.139
Autres créances	200.122					200.122
Impôts sur le résultat à récupérer	19.030					19.030
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus	1.304.957					1.304.957
Banques - créances sur les établissements de crédit	88.863					88.863
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)	908.056					908.056
Banques - créances sur des banques centrales	308.038					308.038
Trésorerie et équivalents de trésorerie	637.027					637.027
Dépôts à terme à trois mois au plus	35.152					35.152
Valeurs disponibles	601.875					601.875
Comptes de régularisation	33.824					33.824
III. Actifs détenus en vue de la vente	21.159					21.159
Total actifs	13.469.013	0	-2.851	-12.000	0	13.454.162

Note 2 : bilan d'ouverture révisé : Capitaux propres et passifs - l'impact de l'IFRS 9 & l'IFRS 15

(€ 1.000)	31-12-2017	IFRS 9 Classification & évaluation	IFRS 9 Expected Credit loss 'Private Banking'	IFRS 9 Expected Credit loss 'Other Segments'	IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients	Bilan d'ouverture (1-1-2018)
I. Capitaux propres	4.195.272	0	-3.324	-12.000	-15.550	4.164.398
Capitaux propres - part du groupe	2.972.208	0	-2.618	-7.248	-9.392	2.952.951
Capital souscrit	113.907					113.907
Capital	2.295					2.295
Prime d'émission	111.612					111.612
Réserves consolidées	2.905.611	21.684	-2.618	-7.248	-9.392	2.908.037
Réserves de réévaluation	-17.482	-21.684	0	0	0	-39.166
Titres disponibles à la vente	23.579	-23.579				0
Actifs financiers - Fair value through OCI (FVOCI - recycling)		1.544				1.544
Actifs financiers - Fair value through OCI (FVOCI - no recycling)		351				351
Réserves de couverture	-10.204					-10.204
Ecart actuariel plans de pensions à prestations définies	-15.083					-15.083
Ecart de conversion	-15.774					-15.774
Actions propres (-)	-29.828					-29.828
Intérêts minoritaires	1.223.064	0	-706	-4.752	-6.158	1.211.448
II. Passifs à long terme	2.477.286	0	473	0	-3.077	2.474.682
Provisions	86.381	0	473	0	0	86.854
Obligations en matière de pensions	58.134					58.134
Impôts différés	212.268	0	0	0	-3.077	209.191
Dettes financières	1.388.177					1.388.177
Emprunts bancaires	877.470					877.470
Emprunts obligataires	435.327					435.327
Emprunts subordonnés	5.354					5.354
Contrats de location-financement	66.147					66.147
Autres dettes financières	3.880					3.880
Instruments financiers dérivés non-courants	50.397					50.397
Autres dettes	26.761					26.761
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	655.168					655.168
Banques - dépôts des établissements de crédit	0					0
Banques - dépôts des clients	607.368					607.368
Banques - titres de créances, y compris les obligations	0					0
Banques - dettes subordonnées	47.800					47.800
III. Passifs à court terme	6.796.455	0	0	0	18.627	6.815.082
Provisions	59.166					59.166
Obligations en matière de pensions	289					289
Dettes financières	499.467					499.467
Emprunts bancaires	163.833					163.833
Emprunts obligataires	99.959					99.959
Contrats de location-financement	15.230					15.230
Autres dettes financières	220.445					220.445
Instruments financiers dérivés courants	8.405					8.405
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	235.704					235.704
Autres dettes à un an au plus	1.641.461	0	0	0	18.627	1.660.088
Dettes commerciales	1.352.745				18.627	1.371.371
Avances reçues	2.505					2.505
Dettes salariales et sociales	186.022					186.022
Autres dettes	100.189					100.189
Impôts	64.691					64.691
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	4.191.182					4.191.182
Banques - dépôts des établissements de crédit	27.458					27.458
Banques - dépôts des clients	3.898.145					3.898.145
Banques - titres de créances, y compris les obligations	253.114					253.114
Banques - dettes subordonnées	12.465					12.465
Comptes de régularisation	96.089					96.089
IV. Passifs détenus en vue de la vente	0					0
Total des capitaux propres et passifs	13.469.013	0	-2.851	-12.000	0	13.454.162

Note 2 : note complémentaire – IFRS 9

IFRS 9 – Banque J.Van breda & C°

1.1 Classification et évaluation

L'IFRS 9 prévoit, pour la classification des actifs financiers, 3 catégories qui se rapportent à la manière dont les actifs sont évalués : 'amortised cost', 'FVOCI' (fair value through other comprehensive income) et 'FVTPL' (fair value through profit & loss). Les catégories IAS 39 'held to maturity', 'loans & receivables' et 'available for sale' cessent d'exister.

En ce qui concerne la classification et l'évaluation des passifs financiers, l'IFRS 9 est, dans une large mesure, semblable à l'IAS 39.

La nouvelle classification sous l'IFRS 9 est le résultat d'une série d'évaluations que la Banque J.Van Breda & C° a effectuées pour les différents groupes d'instruments financiers.

L'évaluation du business model (BM) est menée pour chaque groupe d'actifs financiers porteurs d'intérêts qui sont gérés de la même manière en ce qui concerne la génération de flux de trésorerie :

- held-to-collect (HTC) : en recevant les flux de trésorerie contractuels sur la durée des actifs ;
- held-to-collect & sell (HTC&S) : à la fois en recevant les flux de trésorerie contractuels et en vendant régulièrement les actifs financiers eux-mêmes ;
- autres : par exemple le trading.

L'évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou test SPPI s'effectue par groupe de produits (actifs financiers porteurs d'intérêts avec des caractéristiques de flux de trésorerie similaires) ou, si nécessaire, sur une base individuelle. On examine si l'instrument génère, aux dates spécifiées, des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de capital et d'intérêts sur le capital en circulation (SPPI : solely payments of principal and interest).

Ce test peut par exemple échouer lorsque le taux de référence utilisé s'écarte fortement de la période de révision de taux (p. ex. une révision mensuelle avec un taux d'intérêt à 1 an), lorsqu'une indemnité de remploi excessive est prévue ou lorsque le montant ou le moment des flux de trésorerie peut être modifié unilatéralement par une contrepartie.

Les actions et fonds présents actuellement dans le portefeuille d'investissements ne sont pas détenus à des fins de transaction. La Banque J.Van Breda & C° choisit, lors de la première application de l'IFRS 9, de reprendre ces instruments dans la catégorie FVOCI. En cas de vente, les plus-values/moins-values éventuelles réalisées ne sont cependant pas transférées vers le compte de résultats (pas de 'recyclage').

Les dérivés sont toujours repris dans la catégorie FVTPL. Une petite partie de ceux-ci concerne des opérations de change à terme conclues avec des clients et leurs couvertures éventuelles auprès d'institutions de crédit. La plus grande partie concerne des swaps de taux d'intérêt détenus en vue de couvrir le risque de taux d'intérêt du portefeuille de crédits : ceux-ci continuent à être traités administrativement comme des couvertures de juste valeur sous l'IAS 39 jusqu'à ce qu'une nouvelle norme de macro hedging soit introduite.

Le tableau ci-dessous montre que la nouvelle classification des actifs et passifs financiers n'a aucun impact sur le bilan d'ouverture au 1/1/2018 de la Banque J.Van Breda & C°, sur la base des évaluations effectuées (ceci, il est vrai, sans l'impact des ECL - voir plus loin).

1.2 Impact de l'introduction d'un modèle pour les pertes attendues pour risques de crédit

Avec l'introduction de l'IFRS 9, on passe d'un modèle 'incurred loss' à un modèle 'expected loss'. Sous l'IFRS 9, une provision doit être constituée pour les pertes attendues au début du contrat. En règle générale, tous les actifs financiers porteront une provision pour risques de crédit (à quelques exceptions près).

Modélisation

Les différents portefeuilles d'actifs financiers sont subdivisés en 3 niveaux (phases) :

- Phase 1 : contrats pour lesquels une '1-year expected credit loss' est calculée : au début du contrat, une provision pour pertes de crédit attendues est constituée en fonction de la probabilité que surviennent, dans les 12 mois, des événements donnant lieu à une cessation de paiement.
- Phase 2 : crédits pour lesquels une 'lifetime expected credit loss' est calculée : dès qu'une augmentation significative du risque de crédit depuis le début du contrat est constatée, une provision pour pertes de crédit est constituée sur la durée de vie attendue du contrat.
- Phase 3 : contrats non performants pour lesquels les réductions de valeur sont toujours calculées individuellement.

Un modèle d'évaluation calcule les pertes de crédit pour la phase 1 et la phase 2 conformément à la littérature relative à la modélisation IFRS9 ECL. Pour les crédits non performants en phase 3 (incurred credit loss), rien ne change.

La '1-year expected credit loss' et la 'lifetime expected credit loss' sont calculées pour chaque contrat individuel sur la base du plan de remboursement et des paramètres de modélisation suivants :

- PD signifie 'Probability of Default', soit la probabilité d'un défaut dans une période déterminée. Le modèle PD est élaboré au moyen de matrices de migration sur la base des notations de crédit internes existantes.
- Le 'loss given default' (LGD) représente la perte attendue en cas de défaut. Le montant du LGD est obtenu à partir de l' 'exposure at default' et des garanties prises en gage.
- 'Survival Probability' est la probabilité qu'un contrat entre encore en considération pour des pertes de crédit. La 'Survival Probability' est calculée sur la base de :
 - la probabilité qu'un contrat n'ait pas disparu du bilan après un défaut antérieur, et
 - la probabilité qu'un contrat n'ait pas encore disparu du bilan à la suite d'un remboursement anticipé intégral.
- 'Effective Interest Rate' (EIR) est le taux d'intérêt effectif avec lequel les pertes sont actualisées. Pour les contrats à taux fixe, il s'agit du taux d'intérêt effectif contractuel ; pour les contrats à taux variable, on utilise le 'fixing' le plus récent.

Lors d'une augmentation (ou diminution) significative du risque de crédit, le 'staging' s'opère au niveau des contrats individuels ('bottom-up staging') sur la base d'une série de critères comme les arriérés de paiement, les renégociations et la catégorie de notation. Pour le 'staging' individuel, on utilise la notation de crédit interne. Étant donné qu'il s'agit d'un critère basé sur le passé, on applique aussi par ailleurs une logique de 'collective staging' pour prendre en compte les attentes macro-économiques.

L'IFRS 9 prévoit la possibilité d'accorder une exemption (low credit risk exemption) à un portefeuille à faible profil de risque (p. ex. obligations dans un portefeuille de liquidités). Pour un tel portefeuille, une méthode simplifiée est admise pour déterminer un risque accru. Il s'agit cependant d'une situation exceptionnelle où, sur la base du faible risque de crédit à la date de reporting, il peut être conclu qu'il ne s'est produit aucune hausse significative du risque de crédit.

La modélisation du portefeuille obligataire s'effectue selon les mêmes principes que pour le portefeuille de crédits (comme décrit ci-dessus). La modélisation PD est basée sur les matrices de migration fournies par le bureau de notation DBRS. Nous appliquons en outre, pour les obligations, la 'low credit risk exemption' : tant que ces obligations maintiennent leur catégorie de notation 'investment grade', elles restent en phase 1. Si toutefois une obligation migre vers une catégorie de notation 'non-investment grade', la Banque J.Van Breda & C° procédera comme suit :

- soit l'obligation sera vendue,
- soit l'obligation sera placée en phase 2, avec par conséquent la prise en compte d'une 'lifetime ECL'.

Impact quantitatif sur le bilan et les fonds propres de la Banque J.Van Breda & C°

Les tableaux ci-dessous montrent l'exposition totale (au bilan et hors bilan) et les pertes de crédit attendues pour les 'performing loans' dans le portefeuille de crédits, le portefeuille Van Breda Car Finance et le portefeuille obligataire (à l'exclusion des expositions interbancaires qui, selon notre modélisation, ne donnent pas lieu à des pertes de crédit attendues).

(€ 1.000)	Exposition totale (au bilan et hors bilan)	Perte de crédit estimée
Portefeuille de crédits	4.542.325	3.124
Portefeuille Van Breda Car Finance	390.457	1.194
Portefeuille obligataire	417.620	32
Total	5.350.403	4.350

Dans le tableau qui suit, les trois portefeuilles ci-dessus sont subdivisés en fonction du nombre de jours de retard.

(€ 1.000)	Exposition totale (au bilan et hors bilan)	Perte de crédit estimée
Pas de retard	5.165.683	3.743
1-30 jours de retard	167.936	345
31-60 jours de retard	15.381	242
61-90 jours de retard	1.370	20
Plus de 90 jours de retard	34	1
Total	5.350.403	4.350

Sur la base des calculs ci-dessus, l'impact net sur les fonds propres du bilan d'ouverture de la Banque J.Van Breda & C° au 1/1/2018 s'élève à -3.263 K€ par suite de pertes de crédit attendues sur les actifs financiers (phase 1 et phase 2).

Actif		Fonds propres	
Pertes de crédit attendues	- 4.350	Réserves	-3.263
Actif d'impôt différé	+1.087		

Fonds propres publiés au 31/12/2017 (y incl. minoritaires)	538.838
Impact de l'IFRS 9 ECL	-3.263
Fonds propres ajustés au bilan d'ouverture au 1/1/2018	535.575

IFRS 9 – Delen Private Bank**1.1 Classification et évaluation**

Delen Private Bank a vérifié les critères ci-dessus et conclut qu'en matière de classification et d'évaluation des passifs financiers et des actifs financiers, il n'y a aucun impact sur le bilan d'ouverture au 1/1/2018. L'organisation, les procédures et la gouvernance sont adaptés afin que les évaluations formelles et le review en continuité d'exploitation puissent être exécutés.

Les variations de juste valeur dans le portefeuille "titres disponibles à la vente" sont reprises dans le compte de résultats à partir du 1er janvier. Par conséquent, il est procédé (à l'intérieur des fonds propres) à un reclassement des plus-values latentes vers les réserves consolidées dans le bilan d'ouverture de 304 K€. Ensuite, pour chaque nouvelle acquisition, la classification (fluctuations de valeur via le compte de résultats ou via le résultat non réalisé) sera établie par instrument.

1.2 Pertes de crédit attendues (expected loss model)

Avec l'introduction de l'IFRS 9, on passe d'un modèle 'incurred loss' à un modèle 'expected loss' pour ce qui concerne les réductions de valeur. Sous l'IFRS 9, une provision doit être constituée pour les pertes attendues au début du contrat. Les pertes de crédit attendues (ECL) sont déterminées sur une base individuelle. Vu la qualité du portefeuille de crédits chez Delen Private Bank, l'impact sur les fonds propres du bilan d'ouverture est très limité (-61 K€).

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement

1. Filiales consolidées globalement

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2018	% d'intérêt 2017	% Minoritaires 2018	% Minoritaires 2017
Marine Engineering & Contracting						
CFE ^{(1) (2)}	0400.464.795	Belgique	60,45%	60,40%	39,55%	39,60%
DEME ^{(1) (2)}	0400.473.705	Belgique	60,45%	60,40%	39,55%	39,60%
Rent-A-Port ⁽²⁾	0885.565.854	Belgique	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
International Port Engineering and Management (IPEM)	0441.086.318	Belgique	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
Infra Asia Consultancy and Project Management	0891.321.320	Belgique	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
Rent-A-Port Green Energy	0648.717.687	Belgique	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
IPEM Holdings		Chypre	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
Port Management Development		Chypre	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
Infra Asia Consultancy Ltd.		Hong Kong	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
Rent-A-Port Reclamation		Hong Kong	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
OK SPM FTZ Enterprise		Nigéria	72,20%	72,18%	27,80%	27,82%
Société d'Investissement Portuaire de Guinée		Guinée	50,54%	50,53%	49,46%	49,47%
Infra Asia Investment Green Utilities Limited ⁽³⁾		Hong Kong	72,20%		27,80%	
Green Offshore ⁽²⁾	0832.273.757	Belgique	80,22%	80,20%	19,78%	19,80%
Private Banking						
Banque J.Van Breda & C°	0404.055.577	Belgique	78,75%	78,75%	21,25%	21,25%
Beherman Vehicle Supply	0473.162.535	Belgique	63,00%	63,00%	37,00%	37,00%
Finaxis ⁽⁴⁾	0462.955.363	Belgique		78,75%		21,25%
FinAx ⁽⁴⁾	0718.694.279	Belgique	100,00%			
Real Estate & Senior Care						
Extensa Group	0425.459.618	Belgique	100,00%	100,00%		
Extensa	0466.333.240	Belgique	100,00%	100,00%		
Extensa Development	0446.953.135	Belgique	100,00%	100,00%		
Extensa Istanbul	566454 / 514036	Turquie	100,00%	100,00%		
Extensa Romania	140.24053.2007	Roumanie	100,00%	100,00%		
Gare Maritime ⁽⁵⁾	0696.803.359	Belgique	100,00%			
Grossfeld Developments ⁽⁶⁾	2012.2448.267	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Grossfeld Immobilière	2001.2234.458	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Implant	0434.171.208	Belgique	100,00%	100,00%		
RFD	0405.767.232	Belgique	100,00%	100,00%		
RFD CEE Venture Capital	801.966.607	Pays-Bas	100,00%	100,00%		
Projet T&T	0476.392.437	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Entrepôt Public	0863.093.924	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Parking	0863.091.251	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Tréfonds	0807.286.854	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Services	0628.634.927	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Douanehotel	0406.211.155	Belgique	100,00%	100,00%		
Beekbaarimmo	19.992.223.718	Luxembourg	100,00%	100,00%		
UPO Invest	0473.705.438	Belgique	100,00%	100,00%		
Vilvlease	0456.964.525	Belgique	100,00%	100,00%		
Leasinvest Real Estate ⁽⁷⁾	0436.323.915	Belgique	30,01%	30,01%	69,99%	69,99%
Leasinvest Real Estate Management ⁽⁷⁾	0466.164.776	Belgique	100,00%	100,00%		

⁽¹⁾ Dans le rapport annuel de CFE, société cotée en bourse, figure la liste des filiales. DEME est une filiale à 100% de CFE.

⁽²⁾ L'achat fin décembre 2018 de 12.000 actions CFE (+0,05%) en bourse explique également la légère hausse du pourcentage d'intérêt dans DEME, Rent-A-Port et Green Offshore. Ces actions contribueront au résultat consolidé à partir de 2019.

⁽³⁾ Infra Asia Investment Green Utilities Limited : cette société nouvellement créée n'est pas encore opérationnelle.

⁽⁴⁾ A la demande de la Banque nationale de Belgique, la structure de l'actionariat de Delen Private Bank et de la Banque J.Van Breda & C° a été simplifiée, sans rien changer aux modalités du partenariat entre Ackermans & van Haaren et la famille Delen. AvH détient, par le biais de sa filiale à 100% FinAx, une participation directe de 78,75% dans les deux banques et non plus, comme auparavant, via une structure de holding commune, à savoir Finaxis. Promofi (famille Delen) participe directement à hauteur de 21,25% dans Delen Private Bank et la Banque J.Van Breda & C°. Nous renvoyons à la Note 6 Information sectorielle (p. 153) pour plus de détails.

⁽⁵⁾ Dans le cadre de la rénovation et de l'exploitation (future) de la Gare Maritime, une société distincte a été créée.

⁽⁶⁾ En vertu de la convention d'actionnaires, Extensa n'a droit, économiquement, qu'à 50% des résultats de cette société.

⁽⁷⁾ La direction de Leasinvest Real Estate SCA est assurée par son gérant statutaire Leasinvest Real Estate Management SA, une filiale à 100% d'Ackermans & van Haaren. Le conseil d'administration de Leasinvest Real Estate Management ne peut, conformément à l'article 12 des statuts, prendre une décision relative à la stratégie de la SIRP (société immobilière réglementée publique) Leasinvest Real Estate qu'avec l'approbation de la majorité des administrateurs nommés sur proposition d'Ackermans & van Haaren ou de ses sociétés liées. Pour un aperçu des participations détenues par Leasinvest Real Estate, société cotée en bourse, nous renvoyons au rapport annuel de LRE.

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

1. Filiales consolidées globalement (suite)

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise		Siège social	% d'intérêt 2018		% d'intérêt 2017		% Minoritaires 2018		% Minoritaires 2017	
Real Estate & Senior Care (suite)											
Anima Care ⁽¹⁾	0469.969.453		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Anima Care Vlaanderen	0698.940.725		Belgique	92,50%				7,50%			
Gilman	0870.238.171		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Anima Vera	0452.357.718		Belgique			92,50%				7,50%	
Engagement	0462.433.147		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Le Gui	0455.218.624		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Anima Care Wallonie (ex-Au Privilège)	0428.283.308		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Huize Philemon & Baucis	0462.432.652		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Anima Cura	0480.262.143		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Glamar	0430.378.904		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Zorgcentrum Lucia	0818.244.092		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Résidence Parc des Princes	0431.555.572		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Résidence St. James	0428.096.434		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Château d'Awans	0427.620.342		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Home Scheut	0458.643.516		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Le Birmingham	0428.227.284		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Duneroze (fusionnée avec Anima Cura)	0536.809.777		Belgique			92,50%				7,50%	
Zandsteen	0664.573.823		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Les Résidences de l'Eden	0455.832.197		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Résidence Arcade	0835.637.281		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
La Roseraie	0466.582.668		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Patrium	0675.568.178		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Elenchus Invest	0478.953.930		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Résidence Edelweiss	0439.605.582		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Résidence Neerveld	0427.883.628		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
HPA	0818.090.674		Belgique	71,72%		71,72%		28,28%		28,28%	
Exploitation / Immobilier résidences ⁽²⁾											
Residalya / Patrimoine & Santé Expansion	480.081.397	834.371.676	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Residalya Real Estate / P&S Real Estate	480.081.819	487.599.102	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Inova	450.720.883		France	36,01%		36,01%		63,99%		63,99%	
La Chenaie / Saint Ciers Invest	343.356.028	491.430.781	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Le Jardin Des Loges / Bonnet Invest	394.806.541	485.191.951	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Le Mont Des Landes / Saint Savest	401.600.481	491.485.371	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Les Alysés / Troyes Invest	527.799.811	503.163.123	France	71,72%	69,04%	71,72%	69,04%	28,28%	30,96%	28,28%	30,96%
Les Portes De Champagne	338.568.389		France	71,72%		71,72%		28,28%		28,28%	
Les Portes De Nîmes / Poulx Invest	423.582.055	491.006.300	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Les Portes Du Jardin / Tonny Invest	481.193.027	479.843.146	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Bésançon / Chazal Invest	509.668.950	505.407.221	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya BL	534.425.574		France	71,72%		71,72%		28,28%		28,28%	
Residalya Courchelettes / Courchelettes Invest	531.354.801	510.895.162	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Dijon / Dijon Invest	522.014.059	510.800.824	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Garons / Garons Invest	534.425.608	808.415.368	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Residalya Haute Goulaine / Goulaine Invest	492.700.885	495.191.918	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Le Lavandou / Grand Batailler Invest	534.860.036	510.895.337	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Le Rove / Marseille Le Rove Invest	490.173.614	499.376.457	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Les Rives D'Allier / Pont Du Château Invest	491.818.779	492.578.505	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Orléans / Orléans Invest	534.476.536	519.062.228	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya Résidence Automne / Champs Invest	501.535.371	534.103.262	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Residalya Séolanes / Seolanes Invest	501.479.638	387.965.502	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Residalya St. Marcel / Saint Marcel Invest	531.418.564	522.169.861	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Residalya Villers Semeuse / Villers Semeuse invest	527.736.441	510.800.808	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Residalya Projet 7	815.347.711		France	71,72%		71,72%		28,28%		28,28%	
Résidence Du Littoral / Saint Augustinvest	482 162 542	491.430.575	France	71,72%		71,72%	71,72%	28,28%		28,28%	28,28%
Résidence Marguerite	950.537.233		France	71,72%		71,72%		28,28%		28,28%	
Sogécom	343.296.760		France	71,72%		71,72%		28,28%		28,28%	
SRG / Saint Genis Invest	398.710.921	394.584.742	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Villa Charlotte	390.719.193		France	71,72%		71,72%		28,28%			

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

1. Filiales consolidées globalement (suite)

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise		Siège social	% d'intérêt 2018		% d'intérêt 2017		% Minoritaires 2018		% Minoritaires 2017	
Real Estate & Senior Care (suite)											
La Demeure Du Bois Ardent / Turquoise	399.793.173	394.597.488	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Sérénalto	344.503.545		France	43,03%		43,03%		56,97%		56,97%	
Ambroise Paré / Paradin	395.190.226	395.190.374	France	40,88%	43,03%	40,88%	43,03%	59,12%	56,97%	59,12%	56,97%
Cigma Holding / Cidevim	789.479.185	478 101 025	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Cigma De Laval / Cigma du Tertre	527.946.131	511 972 721	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Crèche du Tertre / Cigma du Tertre	528.379.001	511 972 721	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Villa Thalia / CMSR	348.210.196	322.409.442	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Résidence Le Pyla / Saphir	424.416.212	433.702.467	France	71,72%	71,72%	71,72%	71,72%	28,28%	28,28%	28,28%	28,28%
Assoc. Château Vacquay / CV Invest ⁽³⁾		821.435.310	France		71,72%				28,28%		
Assoc. Château Vacquay / PASA ⁽³⁾		800.412.025	France		71,72%				28,28%		
Saint Lo Développement		815.376.124	France		71,72%		71,72%		28,28%		28,28%
Taillan Invest		820.126.902	France		71,72%		71,72%		28,28%		28,28%
Salvagny Invest		824.058.184	France		71,72%		71,72%		28,28%		28,28%
Energy & Resources											
AvH Resources India	U74300DL2001 PTC111685		Inde	100,00%		100,00%					
AvH & Growth Capital											
Sofinim	0434.330.168		Belgique	100,00%		100,00%					
Sofinim Luxembourg	2003.2218.661		Luxembourg	100,00%		100,00%					
Agidens International	0468.070.629		Belgique	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens Life Sciences	0411.592.279		Belgique	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens Infra Automation	0630.982.030		Belgique	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens Proces Automation	0465.624.744		Belgique	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens Proces Automation BV	005469272B01		Pays-Bas	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens Life Sciences BV	850983411B01		Pays-Bas	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens Infra Automation BV	856220024B01		Pays-Bas	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens Inc			USA	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens SAS	10.813.818.424		France	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens GmbH	76301		Allemagne	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Agidens AG	539301		Suisse	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Argus Technologies ⁽⁴⁾	0844.260.284		Belgique	86,25%				13,75%			
Baarbeek Immo	651.662.133		Belgique	86,25%		86,25%		13,75%		13,75%	
Subholdings AvH											
Anfima	0426.265.213		Belgique	100,00%		100,00%					
AvH Coordination Center (liquidée)	0429.810.463		Belgique			99,99%				0,01%	
Brinvest	0431.697.411		Belgique	99,99%		99,99%		0,01%		0,01%	
Profimolux	1992.2213.650		Luxembourg	100,00%		100,00%					

⁽¹⁾ Anima Care a acquis en 2018 la maison de repos et de soins Ark van Noé (Bilzen) et a regroupé un certain nombre d'activités dans la société nouvellement créée Anima Care Vlaanderen. Anima Vera a disparu du périmètre de consolidation suite à la vente à Baltisse de l'immobilier de la maison de repos Kruienberg à Berlare.

⁽²⁾ Début juillet 2018, HPA a vendu l'immobilier de 14 de ses maisons de repos et de soins au groupe immobilier français Icade Santé. Residalya, filiale de HPA, reste le locataire et l'exploitant de ces maisons de repos et de soins. La vente a été structurée comme suit : l'immobilier qui ne faisait pas partie de la vente a été intégré dans Patrimoine & Santé Expansion, une société nouvellement créée. Ensuite, la société immobilière initiale Patrimoine & Santé (propriétaire de l'immobilier des 14 maisons de repos et de soins) a été vendue à Icade Santé.

⁽³⁾ HPA a réalisé, début 2018, l'acquisition d'une résidence à Salleboeuf (Gironde).

⁽⁴⁾ L'acquisition d'Argus Technologies, qui offre une plate-forme SaaS 'cloud-based' de contrôle de l'énergie, s'inscrit dans la stratégie d'innovation produit d'Agidens.

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

2. Entités contrôlées conjointement mises en équivalence - année 2018

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2018	% Minoritaires 2018	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port ⁽¹⁾								
Consortium Antwerp Port	0817.114.340	Belgique	43,32%	16,68%	3.888	1.052	1.217	41
Rent-A-Port Utilities	0846.410.221	Belgique	36,10%	13,90%	1.805	2.066	0	-154
C.A.P. Industrial Port Land	0556.724.768	Belgique	36,10%	13,90%	1.331	3	0	-10
Infra Asia Investment Fund	0648.714.620	Belgique	36,10%	13,90%	32.132	32.032	3	16
S Channel Management Limited		Chypre	36,10%	13,90%	0	91	0	-8
Infra Asia Investment - sous-consolidation (Dinh Vu) (USD 1.000)		Vietnam	43,33%	16,68%	182.432	103.719	30.380	15.420
Rent-A-Port Gulf for Operation and Maintenance WLL		Qatar	35,38%	13,62%	276	192	434	38
Private Banking								
Delen Investments sca ⁽²⁾	0423.804.777	Belgique						
Delen Private Bank ⁽²⁾	0453.076.211	Belgique	78,75%		3.200.465	2.457.538	384.262	112.390
Real Estate & Senior Care								
Extensa Group								
CBS Development	0831.191.317	Belgique	50,00%		18.570	18.070	0	-2.038
CBS-Invest	0879.569.868	Belgique	50,00%		16.818	9.783	700	-42
Delo 1 ⁽³⁾	2016.2450.523	Luxembourg	50,00%		208.785	155.414	0	19.677
Alto 1 ⁽³⁾	2016.2450.590	Luxembourg						
DPI ⁽⁴⁾	0890.090.410	Belgique						
Grossfeld PAP	2005.2205.809	Luxembourg	50,00%		72.653	74.749	3.032	-354
Les Jardins d'Oisquerq	0899.580.572	Belgique	50,00%		2.999	4.199	8	-273
Immobilière Du Cerf ⁽⁴⁾	0822.485.467	Belgique						
Top Development	35 899 140	Slovaquie	50,00%		6.039	1.617	1.744	2.588
TMT Energy (filiale de Top Development) ⁽⁴⁾	47 474 238	Slovaquie						
TMT RWP (filiale de Top Development)	47 144 513	Slovaquie	50,00%		5.982	5.028	818	-221
Energy & Resources								
SIPEF ⁽⁵⁾ (USD 1.000)	0404.491.285	Belgique	31,59%		938.368	293.859	275.270	30.089
AvH & Growth Capital								
Amsteldijk Beheer	33.080.456	Pays-Bas	50,00%		3.421	1.214	831	272
Distriplus ⁽⁶⁾	0890.091.202	Belgique						
Manuchar (USD 1.000)	0407.045.751	Belgique	30,00%		703.887	635.437	1.691.121	-10.609
Turbo's Hoet Groep	0881.774.936	Belgique	50,00%		313.914	206.760	532.647	10.136
Telemond Consortium ⁽⁷⁾		Belgique	50,00%		79.261	26.267	92.327	4.075
Subholdings AvH								
GIB sa	0404.869.783	Belgique	50,00%		3.690	55.907	0	-202

⁽¹⁾ L'achat fin décembre 2018 de 12.000 actions CFE (+0,05%) en bourse explique également la légère hausse du pourcentage d'intérêt dans DEME, Rent-A-Port et Green Offshore et leurs filiales. Ces actions contribueront au résultat consolidé à partir de 2019.

⁽²⁾ A la demande de la Banque nationale de Belgique, la structure de l'actionariat de Delen Private Bank et de la Banque J.Van Breda & C° a été simplifiée, sans rien changer aux modalités du partenariat entre Ackermans & van Haaren et la famille Delen. AvH détient, par le biais de sa filiale à 100% FinAx, une participation directe de 78,75% dans les deux banques et non plus, comme auparavant, via une structure de holding commune, à savoir Finaxis. Promofi (famille Delen) participe directement à hauteur de 21,25% dans Delen Private Bank et la Banque J.Van Breda & C°. Nous renvoyons à la Note 6 Information sectorielle (p. 153) pour plus de détails.

⁽³⁾ Ces sociétés ont été créées dans le cadre de la construction des immeubles préloqués à long terme à Deloitte Luxembourg (Delo 1) et Alter Domus (Alto 1). L'immeuble de bureaux loué à Alter Domus a été vendu en octobre 2018 à des investisseurs internationaux. Le nouveau siège de Deloitte Luxembourg a été réceptionné en janvier 2019 et vendu.

⁽⁴⁾ A Trnava, en Slovaquie, Top Development (Extensa 50%) a vendu son réseau énergétique en 2018. Un terrain à La Hulpe a également été vendu.

⁽⁵⁾ La convention d'actionnaires entre la famille Baron Bracht et AvH débouche sur un contrôle commun de SIPEF. En 2018, AvH a relevé son pourcentage de participation dans SIPEF à 31,59% fin 2018, contre 30,25% fin 2017.

⁽⁶⁾ En octobre, Sofinim a vendu sa participation de 50% dans Distriplus, propriétaire des marques Di et Planet Parfum, au Groupe Jacques Bogart.

⁽⁷⁾ Le consortium est constitué des 3 filiales communes Telemond Holding, Telehold & Henschel Engineering.

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

3. Entités contrôlées conjointement mises en équivalence - année 2017

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2017	% Minoritaires 2017	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port								
Consortium Antwerp Port	0817.114.340	Belgique	43,31%	16,69%	4.217	1.522	1.498	-46
Rent-A-Port Utilities	0846.410.221	Belgique	36,09%	13,91%	2.487	2.594	1.079	175
C.A.P. Industrial Port Land	0556.724.768	Belgique	36,09%	13,91%	1.341	3	0	-10
Infra Asia Investment Fund	0648.714.620	Belgique	36,09%	13,91%	32.076	31.991	-2	14
S Channel Management Limited		Chypre	36,09%	13,91%	0	82	0	-9
Infra Asia Investment -sous-consolidation (Dinh Vu) (USD 1.000)		Vietnam	43,32%	16,70%	138.319	51.397	22.306	447
Rent-A-Port Gulf for Operation and Maintenance WLL		Qatar	35,37%	13,63%	484	442	249	20
Private Banking								
Delen Investments sca	0423.804.777	Belgique	78,75%	21,25%	2.601.077	1.922.285	366.912	105.836
Real Estate & Senior Care								
Extensa Group								
CBS Development	0831.191.317	Belgique	50,00%		21.098	19.311	0	-1.048
CBS-Invest	0879.569.868	Belgique	50,00%		18.701	11.624	1.417	-283
Delo 1	2016.2450.523	Luxembourg	50,00%		134.247	100.553	0	23.393
Alto 1	2016.2450.590	Luxembourg	50,00%		40.504	32.874	0	5.339
DPI	0890.090.410	Belgique	50,00%		1.782	951	15	8
Grossfeld PAP	2005.2205.809	Luxembourg	50,00%		58.445	60.186	5.342	-433
Les Jardins d'Oisiercq	0899.580.572	Belgique	50,00%		2.866	3.758	14	-273
Immobilière Du Cerf	0822.485.467	Belgique	33,33%		508	-88	0	-67
Top Development	35 899 140	Slovaquie	50,00%		6.493	1.961	1.843	-2.277
TMT Energy (filiale de Top Development)	47 474 238	Slovaquie	50,00%		1.838	1.817	2.658	152
TMT RWP (filiale de Top Development)	47 144 513	Slovaquie	50,00%		6.563	5.388	905	-697
Energy & Resources								
SIPEF (USD 1.000)	0404.491.285	Belgique	30,25%		907.008	272.372	321.641	139.663
AvH & Growth Capital								
Amsteldijk Beheer	33.080.456	Pays-Bas	50,00%		3.319	1.385	708	200
Distriplus	0890.091.202	Belgique	50,00%		155.546	129.206	193.878	-24.523
Manuchar (USD 1.000)	0407.045.751	Belgique	30,00%		617.610	535.101	1.399.848	176
Turbo's Hoet Groep	0881.774.936	Belgique	50,00%		302.195	199.595	467.665	9.677
Telemond Consortium		Belgique	50,00%		74.944	22.698	75.814	2.474
Subholdings AvH								
GIB sa	0404.869.783	Belgique	50,00%		3.717	55.691	0	-13.676

4. Les principales filiales et entités contrôlées conjointement qui ne sont pas reprises dans le périmètre de consolidation

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2018	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Subholdings AvH								
BOS	0422.609.402	Belgique	100,00%	(1)	243	2	0	-4
Pribinvest	2005.2209.421	Luxembourg	78,75%	(1)	4.426	989	0	-146

(1) Investissement d'importance mineure (valorisé au prix d'achat).

Note 4 : entreprises associées

1. Entreprises associées mises en équivalence - année 2018

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2018	% Minoritaires 2018	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port								
Ontwikkelingsmaatschappij Zuiderzeehaven ⁽¹⁾		Pays-Bas						
Zuiderzeehaven ⁽¹⁾		Pays-Bas						
Port of Duqm (OMR 1.000)		Oman	21,66%	8,34%	44.431	40.838	15.172	-232
Duqm Industrial Land Company (OMR 1.000)		Oman	25,23%	9,72%	6.403	191	1.151	540
Green Offshore ⁽²⁾								
Otary RS	0833.507.538	Belgique	10,03%	2,47%	82.631	3.493	13.717	1.055
Rentel	0700.246.364	Belgique	10,03%	2,47%	1.124.555	1.027.345	66.366	25.495
Otary BIS	0842.251.889	Belgique	10,03%	2,47%	53.729	0	0	-26
Private Banking								
Banque J.Van Breda & C°								
Finauto (fusionnée avec la Banque J.Van Breda & C°)	0464.646.232	Belgique						
Antwerpse Financiële Handelsmaatschappij (fusionnée avec la Banque J.Van Breda & C°)	0418.759.886	Belgique						
Financieringsmaatschappij Definco (liquidée)	0415.155.644	Belgique						
Informatica J.Van Breda & C°	0427.908.174	Belgique	31,50%	8,50%	5.756	4.543	10.942	5
Energy & Resources								
Sagar Cements (INR millions) ⁽³⁾	L26942AP- 1981PLC002887	Inde	17,57%		17.507	9.803	11.466	-4
AvH & Growth Capital								
Atenor ⁽⁴⁾	0403.209.303	Belgique						
Axe Investments	0419.822.730	Belgique	48,34%		14.985	76	634	226
Financière EMG ⁽⁵⁾	801.720.343	France	22,51%		293.476	282.311	306.644	838
Mediahuis ^{(5) (6)}	439.849.666	Belgique	13,25%		851.898	540.423	819.176	28.301
Agidens International								
Keersluis Limmel Maintenance BV (MTC)	62058630	Pays-Bas	43,12%		94	94	279	0
SAS van Vreeswijk (MTC van Beatrix)	65067096	Pays-Bas	17,25%		604	604	1.011	0

⁽¹⁾ Rent-A-Port a vendu en 2018 sa participation dans Zuiderzeehaven.

⁽²⁾ Le parc éolien offshore de Rentel est devenu opérationnel au second semestre et a ensuite, pour la première fois, été consolidé (de même que les holdings intermédiaires Otary RS et Otary BIS). Via Green Offshore, un véhicule d'investissement 50/50 d'AvH et CFE, AvH détient une participation (transitoire) de 10,03% dans Rentel et de 7,02% dans SeaMade (en construction). Ce pourcentage ne tient pas compte de l'investissement de DEME dans ces parcs éoliens.

⁽³⁾ Le droit d'AvH d'avoir un représentant au Conseil d'Administration de Sagar Cements et un droit de veto en ce qui concerne, entre autres, les modifications de statuts et l'achat/vente d'activités expliquent pourquoi cette participation est reprise dans le périmètre de consolidation d'AvH.

⁽⁴⁾ Sofinim a vendu en avril 2018 la totalité de sa participation (10,53%) dans Atenor.

⁽⁵⁾ Au cours du premier semestre 2018, le pourcentage de participation d'AvH dans Financière EMG et Mediahuis Partners (ex-Corelio) a augmenté, passant respectivement de 22,24% à 22,51% et de 26,17% à 26,21%. Ces deux évolutions résultent de petits changements dans la structure d'actionnariat de ces entreprises et non d'investissements directs complémentaires par AvH.

⁽⁶⁾ Suite aux acquisitions (TMG) et aux apports successifs (par Mediahuis Partners et Concentra respectivement), AvH détient fin 2018 une participation de 49,9% dans Mediacore, l'actionnaire de contrôle (52,4%) de Mediahuis Partners. Mediahuis Partners détient une participation de contrôle de 50,57% dans Mediahuis. Le pourcentage de participation d'AvH dans Mediahuis s'élève ainsi à 13,3%.

Note 4 : entreprises associées (suite)

2. Entreprises associées non reprises selon la méthode de mise en équivalence - année 2018

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2017	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
AvH & Growth Capital								
Nivelinvest (exercice prolongé)	0430.636.943	Belgique	25,00%	(1)				
OncoDNA (31-12-2017)	0501.631.837	Belgique	15,00%	(1)	5.411	4.507	(2)	-3.743

(1) Investissement d'importance mineure (valorisé au prix d'achat).

(2) Schéma abrégé des comptes annuels.

3. Entreprises associées mises en équivalence - année 2017

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2017	% Minoritaires 2017	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port								
Ontwikkelingsmaatschappij Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%	4,64%	18	0	0	0
Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%	4,64%	11.656	4.411	0	0
Port of Duqm (OMR 1.000)		Oman	21,65%	8,35%	27.259	23.584	18.702	-173
Duqm Industrial Land Company (OMR 1.000)		Oman	25,23%	9,72%	6.037	584	902	438
Private Banking								
Banque J.Van Breda & C°								
Finauto	0464.646.232	Belgique	39,38%	10,63%	1.637	1.375	1.280	1
Antwerpse Financiële Handelsmaatschappij	0418.759.886	Belgique	39,38%	10,63%	1.348	411	1.437	687
Financieringsmaatschappij Definco	0415.155.644	Belgique	39,38%	10,63%	274	0	45	24
Informatica J.Van Breda & C°	0427.908.174	Belgique	31,50%	8,50%	5.871	4.664	11.064	5
Energy & Resources								
Sagar Cements (INR millions)	L26942AP- 1981PLC002887	Inde	17,57%		16.030	8.284	9.773	184
AvH & Growth Capital								
Atenor	0403.209.303	Belgique	10,53%		593.180	446.464	220.430	22.179
Axe Investments	0419.822.730	Belgique	48,34%		15.124	93	697	1.887
Financière EMG	801.720.343	France	22,24%		310.251	299.604	304.220	-4.566
Mediahuis	439.849.666	Belgique	13,24%		929.239	647.536	641.542	14.948
Agidens International								
Keersluis Limmel Maintenance BV (MTC)	62058630	Pays-Bas	43,12%		94	94	279	0
SAS van Vreeswijk (MTC van Beatrix)	65067096	Pays-Bas	17,25%		604	604	1.011	0

4. Entreprises associées non reprises selon la méthode de mise en équivalence - année 2017

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2017	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
AvH & Growth Capital								
Nivelinvest	0430.636.943	Belgique	25,00%	(1)	63.443	55.732	555	-2
OncoDNA (31-12-2016)	0501.631.837	Belgique	15,00%	(1)	5.206	2.951	(2)	-1.996

(1) Investissement d'importance mineure.

(2) Schéma abrégé des comptes annuels.

Note 5 : acquisitions et cessions d'entreprises

1. Traitement final A2Sea & G-TEC (2017)

(€ 1.000)	31-12-2017	31-12-2018	Différence
	A2Sea & G-TEC	A2Sea & G-TEC	
	Traitement provisoire	Traitement final	
Immobilisations corporelles	186.675	190.964	4.289
Valeurs disponibles	38.945	38.945	0
Autres actifs et passifs courants et non-courants	-23.474	-21.560	1.914
Actif net (100%)	202.146	208.349	6.203
Intérêts minoritaires non-repris	702	869	167
Actif net - part du groupe	202.848	209.218	6.370
Goodwill (après allocation)	7.410	704	-6.706
Prix d'achat	210.258	209.922	-336

Le 31 août 2017, GeoSea, filiale de DEME, a acquis 100% des parts de la société A2Sea, consolidée intégralement. Au quatrième trimestre 2017, Geo-Sea a aussi acquis 72,5% des parts de G-TEC, une société belge consolidée intégralement.

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des actifs et passifs identifiables des deux sociétés acquises a été déterminée provisoirement. Au premier semestre 2018, le traitement comptable des regroupements d'entreprises A2Sea et G-TEC a été finalisé et les ajustements ont été repris dans les états financiers consolidés.

Etant donné que l'impact net total de la différence entre le traitement provisoire et final du regroupement d'entreprises n'est pas significatif, les états financiers comparatifs de

2017 n'ont pas été retraités et l'effet a été repris dans le compte de résultats de 2018. Suite au traitement final du regroupement d'entreprises, le montant de goodwill restant s'élevait à (0,7 million d'euros) et a fait l'objet d'une réduction de valeur.

Les méthodes de valorisation suivantes ont été appliquées :

- Installations, machines et outillage (principalement la flotte) : la juste valeur a été déterminée sur la base d'un rapport d'évaluation établi par un expert indépendant.
- Carnet de commandes : la méthode 'multi-period excess earnings' a été appliquée.
- Autres actifs et passifs : la juste valeur a été déterminée sur la base de la valeur de marché à laquelle les actifs et passifs peuvent être cédés à un tiers, partie non liée.

2. Acquisitions d'entreprises - 2018

(€ 1.000)	MEDCO
Immobilisations corporelles	79.636
Trésorerie	72.454
Dettes financières courantes et non-courantes	-35.330
Autres postes d'actifs et passifs courants	-95.851
Autres postes d'actifs et passifs non-courants	-26.191
Actif net (part du groupe)	-5.282
Goodwill	5.282
Prix d'achat de l'intérêt additionnel de 50,9% + Revalorisation de l'intérêt de 44,1%	0

Le 3 septembre 2018, DEME a acquis des droits économique complémentaires de la société Middle East Dredging Company QSC "MEDCO", portant le pourcentage d'intérêts du groupe de 44,1% à 95%. Il en résulte un changement de méthode de consolidation de MEDCO : consolidée selon la méthode de mise en équivalence jusqu'au 3ème trimestre de l'exercice, par après consolidée par intégration globale.

Cette prise de contrôle répond à la définition d'un regroupement d'entreprises conformément à la norme IFRS 3 – Regroupement d'entreprises qui impose l'application de la "méthode de l'acquisition" :

- 1) Selon cette méthode, la participation historique de 44,1% doit être réévaluée à sa juste valeur, avec une contrepartie dans le compte de résultats. Suite à l'actif net négatif (non-revalorisé) au moment de la transaction, la réévaluation de la participation historique génère un gain de 10,6 millions d'euros.
- 2) Ensuite les actifs et passifs identifiables de MEDCO sont valorisés à leur juste valeur à la date d'acquisition dans les états financiers consolidés de DEME. Enfin, le goodwill total généré sur cette transaction résulte de la différence entre la contrepartie transférée et de la juste valeur des actifs et passifs identifiables de MEDCO.

Les travaux de valorisation des actifs et passifs identifiables à la juste valeur ont pu être menés à leur terme dans des délais compatibles avec ceux de la clôture annuelle. Cet exercice de valorisation, effectué selon les méthodes comptables du groupe AvH, revêt un caractère définitif au 31 décembre 2018.

Les méthodes d'évaluation suivantes ont été mises en œuvre pour déterminer la juste valeur des principaux actifs et passifs identifiables :

- immobilisations corporelles (principalement constituées de deux cutters Al Mahaar et Al Jarraf) : la juste valeur a été déterminée sur base d'un exercice de valorisation réalisé par un expert indépendant;
- autres actifs et passifs : la juste valeur a été basée sur la valeur de marché à laquelle ces actifs ou passifs peuvent être cédés à une partie tierce non liée.

Cette transaction n'a pas engendré de règlement en cash. Ainsi, à l'issue de l'opération, DEME a acquis la trésorerie de MEDCO engendrant un mouvement net de trésorerie positif à hauteur de 72,4 millions d'euros.

La réévaluation de la participation historique génère un gain de 10,6 millions d'euros. Le goodwill non-alloué total généré par la transaction s'élève à 5,3 millions d'euros et a fait l'objet d'une réduction de valeur au 31 décembre 2018.

Note 6 : information sectorielle

Secteur 1

Marine Engineering & Contracting

DEME (intégration globale 60,45%), CFE (intégration globale 60,45%), Rent-A-Port (intégration globale 72,20%) et Green Offshore (intégration globale 80,22%).

L'achat fin décembre 2018 de 12.000 actions CFE (+0,05%) en bourse explique également la légère hausse du pourcentage d'intérêt dans DEME, Rent-A-Port et Green Offshore. Ces actions contribueront au résultat consolidé à partir de 2019.

Secteur 2

Private Banking

Delen Investments CVA (méthode mise en équivalence 78,75% jusqu'au Q3 2018), Delen Private Bank (méthode mise en équivalence 78,75% à partir du Q4 2018), Banque J.Van Breda & C° (intégration globale 78,75%), Finaxis (intégration globale 78,75% jusqu'au Q3 2018) et FinAx (intégration globale 100% à partir du Q4 2018).

Au 31 décembre 2018, il a été procédé à une simplification de la structure du groupe Finaxis, comme suit:

- Delen Investments SCA a été absorbée par voie de fusion dans Finaxis SA ; par suite, Finaxis a repris tous les actifs de Delen Investments (y compris les parts dans Delen Private Bank SA) et Delen Investments a été dissoute; et
- Finaxis a ensuite fait l'objet d'une scission mixte ; suite à cette scission, les actifs de Finaxis (y compris les parts dans la Banque J.Van Breda & C° et dans Delen Private Bank) ont été répartis entre une société nouvellement créée faisant partie du groupe AvH, FinAx SA (pour 78,75%), et une société de la famille Jacques Delen, Promofi SA (21,25%), et Finaxis a été dissoute.

Tant la fusion que la scission ont été approuvées avec rétroactivité comptable au 1er octobre 2018, 0h00.

Cette restructuration interne a été opérée à la demande de la Banque Nationale de Belgique afin de garantir une structure de surveillance appropriée pour Delen Private Bank et la Banque J.Van Breda & C°.

La restructuration interne implique un changement au niveau de l'actionnariat des deux établissements de crédit, sans que la structure de contrôle ultime ait été modifiée et en maintenant les accords préexistants entre les deux groupes d'actionnaires, à savoir Ackermans & van Haaren et la famille Jacques Delen. Le groupe AvH conserve, en substance, une participation de 78,75% dans les deux établissements de crédit, laquelle est détenue directement par une société nouvellement créée, ceci allant de pair avec des accords au niveau des actionnaires. Cette structure est alignée sur la structure d'actionnariat préexistante des établissements de crédit et sur les accords contractuels et la structure de contrôle qui existaient auparavant entre Ackermans & van Haaren et la famille Jacques Delen, et implique donc la poursuite de la collaboration fructueuse entre les deux partenaires.

Par rapport à la fin de l'année 2017, la composition de ce segment est pour le reste restée inchangée. Au bilan consolidé de 2017, la participation dans BDM-Asco avait déjà été transférée vers les "Actifs détenus en vue de la vente" suite à l'annonce de la vente à l'assureur américain Navigators Group, Inc. Cette transaction a été finalisée au premier semestre 2018.

Secteur 3

Real Estate & Senior Care

Extensa (intégration globale 100%), Leasinvest Real Estate (intégration globale 30%), Leasinvest Real Estate Management (intégration globale 100%), Anima Care (intégration globale 92,5%) et HPA (intégration globale 71,7%). HPA est la structure qui détient 100% de Residalya (exploitation de maisons de repos) et 100% de Patrimoine & Santé Expansion (propriétaire d'immobilier exploité par Residalya). Tant Residalya que Patrimoine & Santé Expansion sont consolidées intégralement par HPA.

La composition de ce segment n'a pas changé en 2018.

Secteur 4

Energy & Resources

SIPEF (méthode mise en équivalence 31,6%), AvH India Resources (intégration globale 100%) et Sagar Cements (méthode mise en équivalence 17,6%).

La participation d'AvH dans SIPEF a légèrement augmenté en 2018, passant de 30,25% à 31,59%.

Secteur 5

AvH & Growth Capital

- AvH, Sofinim & subholdings (intégration globale 100%)
- Participations intégrées globalement : Agidens (86,2%)
- Participations reprises selon la méthode de mise en équivalence : Axe Investments (48,3%), Amsteldijk Beheer (50%), Mediahuis Partners (ex-Corelio) (26,2%), Mediahuis (13,2%), MediaCore (49,9%), Financière EMG (22,5%), Manuchar (30,0%), Turbo's Hoet Groep (50%), Consortium Telemond (50%) et GIB (50%)
- Participation non-consolidée : OncoDNA (15%)

Sofinim (100% AvH) a vendu en avril 2018 la totalité de sa participation (10,53%) dans Atenor et en octobre 2018 sa participation de 50% dans Distriplus.

Au cours du premier semestre 2018, le pourcentage de participation d'AvH dans Financière EMG et Mediahuis Partners a augmenté, passant respectivement de 22,24% à 22,51% et de 26,17% à 26,21%. Ces deux évolutions résultent de petits changements dans la structure d'actionnariat de ces entreprises et non d'investissements directs complémentaires par AvH.

Note 6 : information sectorielle - compte de résultats 2018

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2018
Produits	3.757.557	167.429	448.113	13	87.057	-1.989	4.458.181
Prestations de services	3.180		204.574		1.833	-1.843	207.745
Produits provenant des leasings		8.656	1.583				10.239
Produits immobiliers	94.696		221.880				316.576
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		95.126					95.126
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		61.224					61.224
Produits provenant des contrats de construction	3.543.530				82.550		3.626.080
Autres produits des activités ordinaires	116.151	2.423	20.076	13	2.674	-146	141.192
Autres produits opérationnels	7.670	701	4.402	0	2.712	-1.194	14.290
Intérêts sur créances immobilisations financières	7.619		110		1.254	-1.124	7.858
Dividendes	50	701	4.293		634		5.677
Subventions de l'état							0
Autres produits opérationnels					824	-70	754
Charges opérationnelles (-)	-3.537.890	-116.061	-358.598	-74	-117.308	2.059	-4.127.873
Matières premières et consommables utilisées (-)	-2.078.801		-150.385		-43.720		-2.272.906
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)	-27.361		10.836		38		-16.488
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-24.841					-24.841
Frais de personnel (-)	-637.476	-42.857	-124.631		-37.106		-842.070
Amortissements (-)	-272.495	-4.446	-17.131		-2.972		-297.044
Réductions de valeur (-)	-19.802	-3.011	-4.438		-13.283		-40.533
Autres charges opérationnelles (-)	-528.755	-37.102	-74.007	-74	-20.261	2.059	-658.139
Provisions	26.799	-3.804	1.158		-4		24.149
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	0	6.285	0	-2.581	0	3.704
Actifs financiers - Fair value through P/L (FVPL)			5.555		-2.581		2.974
Immeubles de placement			730				730
Profit (perte) sur cessions d'actifs	7.879	482	30.692	0	11.368	0	50.421
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7.530		-29		9		7.510
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement							0
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières	349	-27	30.721		11.125		42.168
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs		509			234		743
Résultat opérationnel	235.215	52.551	130.894	-61	-18.752	-1.124	398.723
Produits financiers	55.233	8	4.375	0	339	-88	59.867
Revenus d'intérêt	7.501	8	2.661		332	-88	10.414
Autres produits financiers	47.732		1.714		8		49.454
Charges financières (-)	-71.945	0	-26.951	-6	-1.616	1.212	-99.305
Charges d'intérêt (-)	-20.638		-16.482		-388	1.212	-36.295
Autres charges financières (-)	-51.307		-10.469	-6	-1.228		-63.010
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	-10	124	0	0		114
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	21.910	107.089	18.860	8.040	-2.047		153.853
Autres produits non-opérationnels	0	716	0	0	0		716
Autres charges non-opérationnelles (-)	0	0	0	0	0		0
Résultat avant impôts	240.413	160.355	127.302	7.973	-22.075	0	513.968
Impôts sur le résultat	-49.769	-11.465	-9.618	0	-1.343	0	-72.195
Impôts différés	91	916	5.774		-328		6.452
Impôts	-49.860	-12.381	-15.392		-1.015		-78.647
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies	190.644	148.890	117.685	7.973	-23.418	0	441.773
Résultat après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0		0
Résultat de l'exercice	190.644	148.890	117.685	7.973	-23.418	0	441.773
Part des tiers	72.563	27.589	52.405	266	-689		152.134
Part du groupe	118.081	121.300	65.279	7.707	-22.729		289.639

Commentaire sur l'information sectorielle - compte de résultats 2018

Les **produits d'exploitation** consolidés augmentent de 507,6 millions d'euros (+12,8%) en 2018 par rapport à l'exercice précédent et s'établissent à 4.458,2 millions d'euros.

Cette progression est réalisée en grande partie dans le segment 'Marine Engineering & Contracting' et reflète le haut niveau d'activité tant chez DEME que chez CFE. Mais aussi les ventes réalisées avec succès par Extensa dans le cadre de ses développements immobiliers résidentiels et l'expansion continue des groupes de maisons de repos Anima Care en Belgique et Residalya en France contribuent également à cette progression du chiffre d'affaires, tout comme Agidens (dans le segment 'AvH & Growth Capital'). Dans le segment 'Private Banking', les produits d'exploitation sont en hausse de 2,6%. Etant donné que la participation dans Delen Private Bank est intégrée par la méthode de mise en équivalence, ces produits (tout comme les charges qui y correspondent) portent exclusivement sur la Banque J. Van Breda & C^o. Cette dernière a une nouvelle fois réussi, en 2018, à compenser la pression sur la marge d'intérêt par une augmentation des commissions et des revenus provenant des financements auto. Dans le segment 'Energy & Resources', après la vente de la participation dans la Société Nationale de Transport par Canalisations (SNTC) fin 2017, toutes les participations sont désormais intégrées par la méthode de mise en équivalence.

Parallèlement à l'augmentation des produits d'exploitation, les **charges opérationnelles** augmentent également, avec une hausse de 473,0 millions d'euros (+12,9%). Conformément à l'évolution des produits d'exploitation, les charges augmentent dans tous les segments, excepté 'Energy & Resources' compte tenu du fait, comme indiqué ci-dessus, que la participation dans la SNTC est sortie du périmètre de consolidation.

Des **réductions de valeur** pour un total de 40,5 millions d'euros ont été imputées au résultat opérationnel en 2018. Ceci inclut notamment 13,3 millions d'euros de réductions de valeur supplémentaires sur Distriplus, 8,4 millions d'euros de réductions de valeur nettes chez CFE (dont 10 millions d'euros supplémentaires d'Expected Credit Loss'), 6,0 millions d'euros de réductions de valeur sur goodwill enregistrés par DEME lors de la comptabilisation finale du prix d'achat de MEDCO, G-Tec et A2Sea, et 3,0 millions d'euros ('Expected Credit Loss' incl.) portant sur des financements en cours accordés à des clients de la Banque J. Van Breda & C^o.

En regard des réductions de valeur, des **provisions** ont aussi été reprises : 11,4 millions d'euros de provisions qui avaient été constituées dans le passé par CFE et 15,4 millions d'euros sur le passif éventuel pour risques potentiels comptabilisés par AvH lors de l'acquisition de CFE en 2013, étant donné que les risques sous-jacents ont été réduits entre-temps ou ont été couverts par CFE même.

Le **résultat sur les actifs/passifs évalués à la juste valeur via le compte de résultats** reste essentiellement limité, en 2018, à la variation positive de la valeur (cours boursier) des 1.192.418 actions Retail Estates dans le portefeuille de Leasinvest Real Estate, à l'évolution nette positive de la valeur de marché des immeubles de placement chez Leasinvest Real Estate et Extensa et enfin, à l'évolution négative des investissements de portefeuille chez AvH.

Des **plus(moins)-values** ont été réalisées en 2018, entre autres sur la vente d'équipements divers chez DEME et CFE (7,5 millions d'euros au total), pour un montant de 29,8 millions d'euros sur la vente par HPA d'une société qui est propriétaire de l'immobilier de 14 maisons de repos exploitées par Residalya et, dans le segment 'AvH & Growth Capital', pour 11,1 millions d'euros (dont 8,7 millions d'euros de plus-value sur la vente de la participation dans Atenor, 6,1 millions d'euros de plus-value sur la vente de BDM-Asco et 4,5 millions d'euros de perte additionnelle sur la vente de la participation de 50% dans Distriplus au 4e trimestre 2018). Le 'profit (perte) sur cession d'actifs' s'établit à 50,4 millions d'euros au total en 2018. Cela reste inférieur de 33,4 millions d'euros aux plus-values réalisées en 2017, celles-ci ayant été influencées positivement, entre autres, par les plus-values sur les (entreprises qui étaient propriétaires des) développements immobiliers Kons et Oosteroever chez CFE et sur la vente des participations dans la SNTC et Ogeda.

La légère baisse du **résultat opérationnel** par rapport à l'année précédente s'explique dès lors exclusivement par la diminution des plus-values réalisées en 2018.

En 2018, les **charges financières** dépassent les produits financiers de 39,4 millions d'euros, si bien que le solde est moins négatif qu'en 2017 à raison de 17,8 millions d'euros.

Le **quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 153,9 millions d'euros, contre 140,9 millions d'euros en 2017.

- Le segment 'Marine Engineering & Contracting' apporte une contribution sensiblement plus élevée en 2018 grâce à l'amélioration significative des résultats des activités de Rent-A-Port au Vietnam, à la première consolidation de la participation dans le parc éolien offshore Rentel par Green Offshore et aux contributions positives de DEME et CFE.
- Dans le segment 'Private Banking', la contribution est influencée par des changements dans le périmètre de consolidation : BDM-Asco a été vendue au 1er semestre 2018 et ne contribue donc plus par mise en équivalence, mais surtout, la participation dans Delen Private Bank est, depuis le 4e trimestre 2018, détenue directement à raison de 78,75% et non plus via la structure commune Finaxis (qui détenait 100% de Delen Private Bank), dans laquelle AvH avait une participation de 78,75%. Le pourcentage de participation économique dans Delen Private Bank reste donc inchangé, de même que la nature du partenariat avec la famille Jacques Delen. Depuis lors, la contribution des 78,75% est reprise directement dans le compte de résultats et non plus, comme dans les périodes précédentes (jusqu'au 30-09-2018), à 100% avec une correction de 21,25% au niveau des intérêts de tiers.
- L'augmentation de la contribution à ce poste provenant du segment 'Real Estate & Senior Care' s'explique par la progression des résultats de développement dans les projets de bureaux Deloitte Luxembourg et Alter Domus sur le site Cloche d'Or au Luxembourg (Extensa 50%).
- La contribution du segment 'Energy & Resources' est en recul en raison d'une baisse des résultats sous-jacents de SIPEF et Sagar, ajoutée à la disparition de la participation dans la SNTC dans ce segment, suite à la vente de celle-ci. Il convient de rappeler à cet égard l'effet comptable de la réévaluation prise en compte dans le résultat 2017 de SIPEF suite à l'acquisition du contrôle exclusif sur Agro Muko. La part d'AvH dans cette réévaluation (purement comptable) qui était incluse, en 2017, dans la contribution provenant de la mise en équivalence, s'élevait à 19,8 millions d'euros.
- La contribution légèrement négative des mises en équivalence provenant du segment 'AvH & Growth Capital' s'explique par les contributions négatives de Manuchar, et surtout de Distriplus à raison de 12,9 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018, après quoi cette participation a été vendue et déconsolidée. De l'autre côté, on trouve les contributions positives de Mediahuis (5,4 millions d'euros), de Turbo's Hoet Groep (5,0 millions d'euros) et du groupe Telemond (2,2 millions).

L'**impôt sur le résultat** a augmenté de 15,2 millions d'euros en 2018, pour s'établir à 72,2 millions d'euros. Ce montant, corrigé pour tenir compte du bénéfice provenant des mises en équivalence, qui est intégré après impôts, représente une charge d'impôt de 20,0%.

Note 6 : information sectorielle - actifs 2018

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2018
I. Actifs non-courants	3.127.131	4.554.231	1.662.897	221.606	220.361	-17.405	9.768.821
Immobilisations incorporelles	89.603	1.528	85.197		475		176.802
Goodwill	177.127	134.247	28.363				339.738
Immobilisations corporelles	2.382.353	44.401	257.420		26.923		2.711.097
Immeubles de placement			1.137.531				1.137.531
Participations mises en équivalence	194.547	585.540	32.765	221.606	150.307		1.184.765
Immobilisations financières	181.135	1.054	95.159		36.524	-17.405	296.467
Actifs financiers : actions - Fair value through P/L (FVPL)	3.255		91.824		18.447		113.526
Créances et cautionnements	177.880	1.054	3.335		18.077	-17.405	182.941
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	9	1.295	696				2.000
Créances à plus d'un an	2.448	156.875	22.618		3.554		185.495
Créances commerciales							0
Créances location-financement		156.875	22.096				178.971
Autres créances	2.448		522		3.554		6.524
Impôts différés	99.909	2.663	3.147		2.578		108.297
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an		3.626.628					3.626.628
II. Actifs courants	1.875.800	1.992.452	362.626	412	150.736	-10.451	4.371.576
Stocks	181.451		150.415		519		332.385
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	50.943		26.042		8.770		85.755
Placements de trésorerie	3	457.129	113		37.175		494.420
Actifs financiers : actions - Fair value through P/L (FVPL)	3		113		37.175		37.291
Actifs financiers : obligations - Fair value through OCI (FVOCI)		456.813					456.813
Actifs financiers : actions - Fair value through OCI (FVOCI)		316					316
Actifs financiers - at amortised cost							0
Instruments financiers dérivés à un an au plus	275	176					451
Créances à un an au plus	1.200.042	93.266	114.678		50.150	-8.801	1.449.334
Créances commerciales	1.093.581		30.895		15.123	-1.116	1.138.482
Créances location-financement		63.682	685				64.367
Autres créances	106.461	29.584	83.097		35.028	-7.685	246.485
Impôts sur le résultat à récupérer	24.257	881	3.282	4	1.092		29.516
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus		1.424.040					1.424.040
Banques - créances sur les établissements de crédit		127.693					127.693
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		936.664					936.664
Banques - créances sur des banques centrales		359.683					359.683
Trésorerie et équivalents de trésorerie	390.746	9.355	62.785	409	50.293		513.588
Dépôts à terme à trois mois au plus	28.240	1	4.552		23.868		56.661
Valeurs disponibles	362.506	9.354	58.234	409	26.425		456.927
Comptes de régularisation	28.083	7.605	5.312		2.738	-1.649	42.088
III. Actifs détenus en vue de la vente			19.753		5.314		25.067
Total actifs	5.002.931	6.546.683	2.045.277	222.018	376.412	-27.856	14.165.464

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
Information sectorielle - chiffre d'affaires pro forma	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2018
Chiffre d'affaires pays-membre de l'Union européenne	2.764.016	547.334	427.574	38.024	691.980	-1.843	4.467.086
Autres pays en Europe	54.321	215	463	23.484	78.945		157.428
Pays en dehors de l'Europe	823.068	0	0	37.260	401.763		1.262.092
Total	3.641.406	547.549	428.037	98.769	1.172.688	-1.843	5.886.606

Le chiffre d'affaires pro forma comprend le chiffre d'affaires de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère, par conséquent, du chiffre d'affaires mentionné dans la consolidation IFRS légale, établie sur la base du périmètre de consolidation décrit à la p. 145-151. Dans cette présentation pro forma, toutes les participations de contrôle exclusif sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement.

Note 6 : information sectorielle - capitaux propres et passifs 2018

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2018
I. Capitaux propres	1.726.910	1.265.115	830.804	222.012	313.154		4.357.996
Capitaux propres - part du groupe	1.044.472	1.149.019	450.091	222.012	310.853		3.176.447
Capital souscrit					113.907		113.907
Capital					2.295		2.295
Prime d'émission					111.612		111.612
Réserves consolidées	1.071.973	1.147.315	457.491	212.576	235.486		3.124.841
Réserves de réévaluation	-27.501	1.704	-7.400	9.436	-10.429		-34.190
Actifs financiers : obligations - Fair value through OCI (FVOCI)		1.569					1.569
Actifs financiers : actions - Fair value through OCI (FVOCI)		228					228
Réserves de couverture	-3.501	-71	-10.281	117	208		-13.529
Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	-15.427	-145	-9	-871	1.455		-14.996
Ecart de conversion	-8.573	123	2.891	10.190	-12.092		-7.462
Actions propres (-)					-28.111		-28.111
Intérêts minoritaires	682.439	116.096	380.713		2.301		1.181.549
II. Passifs à long terme	962.984	707.047	773.470		9.118	-17.405	2.435.214
Provisions	66.913	8.874	2.836		1.425		80.048
Obligations en matière de pensions	57.553	4.528	823				62.904
Impôts différés	119.441		70.884		1.657		191.983
Dettes financières	703.997		647.804		5.808	-17.405	1.340.204
Emprunts bancaires	598.767		516.311		5.227		1.120.304
Emprunts obligataires	29.805		113.552				143.356
Emprunts subordonnés	18.902				14		18.916
Contrats de location-financement	37.997		15.363		567		53.927
Autres dettes financières	18.528		2.578			-17.405	3.700
Instruments financiers dérivés non-courants	9.354	14.048	35.801				59.203
Autres dettes	5.725	11.268	15.322		228		32.543
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		668.329					668.329
Banques - dépôts des établissements de crédit							0
Banques - dépôts des clients		594.294					594.294
Banques - titres de créances, y compris les obligations							0
Banques - dettes subordonnées		74.035					74.035
III. Passifs à court terme	2.313.036	4.574.521	440.950	6	54.139	-10.451	7.372.201
Provisions	44.205	18	6.536				50.760
Obligations en matière de pensions		358					358
Dettes financières	357.997		296.612		25.679	-7.367	672.919
Emprunts bancaires	137.010		76.480		1.374		214.864
Emprunts obligataires	200.137		75.689				275.826
Emprunts subordonnés	4.573				7		4.580
Contrats de location-financement	8.325		1.301		299		9.924
Autres dettes financières	7.952		143.141		23.999	-7.367	167.724
Instruments financiers dérivés courants	10.990	1.546	33				12.569
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	216.222		740		7.579		224.540
Autres dettes à un an au plus	1.601.027	13.764	101.105	2	19.490	-1.116	1.734.272
Dettes commerciales	1.412.207	15	66.434	2	9.689	-1.116	1.487.232
Avances reçues			1.270				1.270
Dettes salariales et sociales	150.717	9.892	20.221		8.381		189.210
Autres dettes	38.103	3.857	13.180		1.420		56.559
Impôts	43.666	75	11.569	4	899		56.212
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		4.551.832					4.551.832
Banques - dépôts des établissements de crédit		27.634					27.634
Banques - dépôts des clients		4.232.779					4.232.779
Banques - titres de créances, y compris les obligations		275.208					275.208
Banques - dettes subordonnées		16.211					16.211
Comptes de régularisation	38.930	6.928	24.355		493	-1.967	68.739
IV. Passifs détenus en vue de la vente			54				54
Total des capitaux propres et passifs	5.002.931	6.546.683	2.045.277	222.018	376.412	-27.856	14.165.464

Commentaire sur l'information sectorielle - bilan 2018

Le **total du bilan** consolidé d'AvH a encore augmenté en 2018, s'établissant à 14.165,5 millions d'euros au 31/12/2018, contre 13.469,0 millions d'euros un an auparavant.

Comme indiqué dans de précédents rapports financiers, la consolidation intégrale de la participation dans la Banque J.Van Breda & C° (78,75%) a un impact significatif à la fois sur la valeur totale du bilan consolidé d'AvH et sur sa composition. La Banque J.Van Breda & C°, du fait de son activité bancaire spécifique, présente en effet – comparativement aux autres sociétés du groupe – un total du bilan très important : sur un total du bilan de 14.165,5 millions d'euros pour le groupe, la consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° représente à elle seule 5.820,0 millions d'euros. En tant qu'institution bancaire, la Banque J.Van Breda & C° présente en outre une structure de bilan spécifique axée sur ses activités. Bien que la Banque J.Van Breda & C° figure parmi les institutions bancaires les mieux capitalisées en Belgique, elle présente clairement des ratios bilantaires différents de ceux des autres participations du groupe. Une série de postes provenant du bilan de la Banque J.Van Breda & C° sont regroupés sur des lignes séparées dans le bilan consolidé d'AvH afin de pouvoir les distinguer clairement.

L'excellente dynamique commerciale de la Banque J.Van Breda & C°, qui se traduit notamment par une nouvelle croissance à la fois du portefeuille de crédits (actif) et des dépôts reçus (passif), explique à elle seule près de la moitié de l'augmentation du total du bilan du groupe en 2018. Le reste de l'accroissement se répartit entre différents postes du bilan et illustre, de manière générale, la croissance des activités du groupe durant l'année écoulée.

La baisse limitée du poste '**goodwill**' (9,8 millions d'euros) résulte principalement de l'intégration définitive de l'achat par DEME des participations dans A2Sea et G-Tec, deux transactions qui, dans le bilan à fin 2017, n'étaient encore intégrées qu'à titre provisoire.

DEME a une nouvelle fois fortement **investi** dans la modernisation et l'extension de sa flotte en 2018, ceci pour un montant total de 441,3 millions d'euros. En 2018, l'Apollo et le Livingstone ont notamment été mis en service tandis que l'entreprise a poursuivi pleinement ses investissements dans le Spartacus et l'Orion, entre autres. Ce montant en investissements dépasse largement les amortissements comptabilisés, qui atteignaient 256,9 millions d'euros. DEME a en outre acquis, au 2e semestre 2018, le contrôle exclusif sur sa filiale MEDCO basée au Qatar, si bien que cette participation, qui était auparavant intégrée par mise en équivalence, est désormais consolidée intégralement. Il en résulte que les navires de MEDCO, parmi lesquels les cutters Al Mahaar et Al Jarraf, apparaissent au bilan de DEME (et donc d'AvH) pour un montant de 79,6 millions d'euros.

Malgré les investissements supplémentaires que Residalya et Anima Care ont consentis dans leurs maisons de repos, les immobilisations corporelles dans le segment 'Real Estate & Senior Care' diminuent de 121,1 millions d'euros. Ceci s'explique par la vente par HPA, au 3e trimestre 2018, de l'immobilier de 14 sites exploités par Residalya à Icade Santé, un investisseur spécialisé dans l'immobilier de santé. Cette transaction, dans laquelle l'immobilier sous-jacent a été évalué à 189 millions d'euros, a rapporté à HPA une plus-value nette de 29,8 millions d'euros et a fait disparaître 148,1 millions d'euros d'actifs immobiliers du bilan.

Avec l'appui des 84 millions de capitaux frais apportés par les actionnaires lors de l'augmentation de capital publique, Leasinvest Real Estate a investi pour 127,2 millions d'euros en actifs immobiliers en 2018, si bien que le portefeuille, en tenant compte d'une réévaluation de 1,6 million d'euros, s'établissait à 1.037,1 millions d'euros fin 2018 (leasing compris). Les investissements les plus importants de 2018 sont l'acquisition de 2 immeubles de bureaux dans le complexe EBBC au Luxembourg et les immeubles Hangar 26/27 à Anvers et Montoyer 14 à Bruxelles. Extensa détient également des immeubles de placement, notamment des bâtiments loués sur le site de Tour & Taxis à Bruxelles, pour un montant total de 133,3 millions d'euros.

Les **entreprises mises en équivalence** représentent une valeur au bilan de 1.184,8 millions d'euros au 31/12/2018. La diminution de ce poste par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par la simplification de la structure de l'actionariat de Delen Private Bank et de la Banque J. Van Breda & C°. AvH détient désormais une participation directe de 78,75% dans les deux banques par l'intermédiaire de sa filiale à 100% FinAx au lieu d'une structure de holding commune, Finaxis. Les accords de collaboration concernant les deux banques ainsi que les covenants entre actionnaires sont restés in-

changés de même, donc, que la méthode de consolidation. Toutefois une participation de 78,75% directe dans Delen Private Bank est intégrée par mise en équivalence depuis le 4e trimestre 2018, au lieu de 100% via Finaxis, en tenant compte des intérêts minoritaires de 21,25%.

La hausse des **immobilisations financières** résulte, dans le segment 'Marine Engineering & Contracting', d'investissements supplémentaires réalisés par DEME et Green Offshore dans des sociétés de projet d'énergie éolienne, dont Merkur (D) et Seamade (B). L'augmentation des immobilisations financières chez Leasinvest Real Estate résulte de la hausse du cours de l'action Retail Estates et de la participation, à concurrence de 12,9 millions d'euros, à l'augmentation de capital de Retail Estates au premier semestre 2018. Fin 2018, AvH a également acquis une participation de 2,45% dans EVS.

Les **placements de trésorerie** sont, à partir de 2018, subdivisés en plusieurs catégories, ceci en fonction du traitement comptable des résultats éventuels qui seront réalisés sur ces placements. Le portefeuille obligataire de la Banque J.Van Breda & C° a augmenté de 29,1 millions d'euros par rapport à l'année précédente, tandis que la composition du portefeuille de placements d'AvH dans 'AvH & Growth Capital' est restée pratiquement inchangée.

La **partie court terme des prêts aux clients** a légèrement diminué par rapport à l'année précédente à la Banque J.Van Breda & C°. Par contre, un plus grand volume de liquidités a été placé auprès des banques centrales et d'autres établissements de crédit.

Dans les autres participations consolidées intégralement, les **liquidités** restent à un niveau élevé et atteignent 513,6 millions d'euros au 31/12/2018.

Les **actifs détenus en vue de la vente** concernaient, fin 2018, l'immeuble Kennedy à Luxembourg, qui faisait partie du portefeuille de Leasinvest Real Estate, et un certain nombre de biens de moindre importance chez Extensa, Anima Care et HPA. AvH a conclu un contrat de vente, assorti il est vrai d'une condition suspensive, en ce qui concerne sa participation de 45% dans Transpalux.

L'évolution des **capitaux propres** consolidés est commentée à la page 131.

Les **dépôts** (y compris subordonnés) reçus de la clientèle de la Banque J.Van Breda & C° augmentent de 351,7 millions d'euros (+ 7,7%) avec, il est vrai, une croissance plus marquée dans la partie à court terme.

Les **dettes financières** des autres participations consolidées intégralement ont augmenté de 125,5 millions d'euros. La partie à long terme de cette dette a diminué de 48,0 millions d'euros. La partie à court terme affiche par contre une hausse de 173,5 millions d'euros. Cette évolution s'explique notamment par l'approche de l'échéance finale des emprunts obligataires de DEME (200 millions d'euros le 14 février 2019) et de Leasinvest Real Estate (75 millions d'euros le 9 octobre 2019) et leur transfert vers les dettes financières à court terme. L'augmentation des dettes financières est imputable à DEME à raison de 122,8 millions d'euros suite aux efforts d'investissement soutenus et aux évolutions dans le fonds de roulement.

Les **autres dettes à court terme** ont diminué de 43,6 millions d'euros, grâce notamment au paiement en septembre 2018 de la dernière tranche de 28 millions d'euros qui restait due à NPM Capital pour l'acquisition en 2016 de sa participation minoritaire de 26% dans Sofinim.

Evolution des dettes financières (cash & non-cash)

€ (1.000)	2018
Dettes financières fin 2017	1.887.644
Variation - tableau des flux de trésorerie (p. 159)	158.592
Variations sans effet de trésorerie :	
- Variation du périmètre de consolidation - acquisitions	35.508
- Variation du périmètre de consolidation - désinvestissements	-82.767
- Effets de taux de change	5
- 'Sale & lease back' (Anima Care)	15.537
- Autres	-1.397
Dettes financières fin 2018	2.013.122

Note 6 : information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2018

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2018
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	524.994	3.762	48.930	402	58.939		637.027
Résultat opérationnel	235.215	52.551	130.894	-61	-18.752	-1.124	398.723
Reclassement 'Profit (perte) sur cessions d'actifs' vers flux de trésorerie provenant des désinvestissements	-7.879	-482	-30.692		-11.368		-50.421
Dividendes des participations mises en équivalence	5.825	52.263	1.766	73	7.638		67.565
Autres produits (charges) non-opérationnels		716					716
Impôts sur le résultat	-55.685	-11.465	-9.618		-1.343		-78.111
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie							
Amortissements	272.495	4.446	17.131		2.972		297.044
Réductions de valeur	19.802	3.148	4.429		13.283		40.661
Paielements fondés sur des actions		-1.498	163		973		-362
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats			-6.285		2.581		-3.704
Augmentation (diminution) des provisions	-24.250	4.304	-1.126		-196		-21.268
Augmentation (diminution) des impôts différés	-91	-916	-5.774		328		-6.452
Autres charges (produits) non cash	-3.070	269	-120		830		-2.091
Cash-flow	442.363	103.336	100.768	12	-3.054	-1.124	642.299
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	-213.714	10.645	9.511	18	-26.446	6.165	-213.822
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	-64.473		10.631		-4.505		-58.347
Diminution (augmentation) des créances	-289.957	-28.245	-1.824	19	5.459	6.165	-308.384
Diminution (augmentation) des créances sur établ. de crédit et clients (banques)		-336.488					-336.488
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	134.724	-2.394	-9.905	-1	-26.304		96.120
Augmentation (diminution) des dettes envers établ. de crédit, clients & titres (banques)		379.047					379.047
Diminution (augmentation) autre	5.993	-1.275	10.608		-1.096		14.230
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	228.649	113.981	110.279	30	-29.500	5.041	428.478
Investissements	-450.192	-368.096	-239.731	-7.360	-39.780	1.937	-1.103.222
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-453.483	-5.867	-43.084		-3.482		-505.916
Acquisitions d'immeubles de placement			-182.707				-182.707
Acquisitions d'immobilisations financières	53.965	-289	-12.990	-7.360	-13.485		19.842
Nouveaux emprunts accordés	-50.674	-236	-950		-4.188	1.937	-54.112
Acquisitions de placements de trésorerie		-361.704			-18.625		-380.329
Désinvestissements	34.152	330.654	107.664	0	65.541		538.011
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	15.834		155		38		16.027
Cessions d'immeubles de placement			3.500				3.500
Cessions d'immobilisations financières	9.564		103.477		46.904		159.945
Remboursements d'emprunts accordés	8.755		486				9.241
Cessions de placements de trésorerie		330.654	45		18.598		349.297
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-416.039	-37.442	-132.067	-7.360	25.760	1.937	-565.211
Opérations financières							
Revenus d'intérêt	7.501	8	2.659		332	-88	10.412
Charges d'intérêt	-23.934		-17.234		-388	1.212	-40.343
Autres produits (charges) financiers	-3.605		-8.196	-6	-1.045		-12.852
Diminution (augmentation) des actions propres					768		768
Augmentation (diminution) des dettes financières	136.537		50.704		-20.548	-8.102	158.592
Répartition du bénéfice					-73.019		-73.019
Dividendes distribués intragroupe	-36.695	-55.913	-7.410		100.017		0
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-24.060	-15.161	-37.600				-76.820
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	55.745	-71.065	-17.076	-6	6.118	-6.977	-33.262
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-131.646	5.474	-38.865	-7.336	2.378		-169.995
Transferts entre secteurs				7.360	-7.360		0
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	-3.314	119	401				-2.794
Réduction de capital HPA (part des tiers)			-30.000		21.517		-8.483
Augmentation de capital Leasinvest Real Estate (part des tiers)			83.961		-25.193		58.767
Charges liées à l'augmentation de capital de LRE déduites des fonds propres			-1.644				-1.644
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	712		2	-17	12		709
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	390.746	9.355	62.785	409	50.293	0	513.588

Commentaire sur l'information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2018

Le **cash-flow** pour l'exercice 2018 s'établit à 642,3 millions d'euros, soit 31,0 millions d'euros de plus qu'en 2017. Le résultat opérationnel, après ajustement tenant compte du profit réalisé sur les désinvestissements, est pourtant comparable à l'année précédente et 31,0 millions d'euros d'impôts supplémentaires sur le résultat ont été payés.

Le résultat opérationnel est en diminution par rapport à 2017 dans tous les segments, sauf dans 'Real Estate & Senior Care' grâce à la réalisation de plus-values (notamment les 29,8 millions d'euros de plus-value réalisés par HPA sur la vente de l'immobilier de 14 maisons de repos exploitées par Residalya).

L'augmentation du cash-flow en 2018 s'explique donc principalement par la hausse des **éléments sans effet de trésorerie** qui sont repris dans le résultat opérationnel en 2018 : 27,7 millions d'euros d'amortissements en plus, 27,8 millions d'euros de réductions de valeur en plus, 28,3 millions d'euros en moins de contribution au résultat provenant des actifs/passifs valorisés à la juste valeur et 9,6 millions d'euros en moins de reprise d'impôts différés. Les provisions ont évolué en sens inverse : en 2018, le résultat opérationnel comportait pour 21,3 millions d'euros de reprise de provisions, alors qu'en 2017, des provisions supplémentaires avaient encore été constituées pour 11,2 millions d'euros.

- Les investissements continus de DEME dans le renouvellement et l'extension de sa flotte entraînent une augmentation de 31,9 millions d'euros de ses charges d'amortissement.
- En outre, des réductions de valeur ont été imputées aux résultats de 2018 pour un montant total de 40,7 millions d'euros (e.a. 13,3 millions d'euros de réductions de valeur supplémentaires sur Distriplus, 8,4 millions d'euros de réductions de valeur nettes chez CFE et 6,0 millions d'euros de réductions de valeur sur goodwill enregistrés par DEME lors de la comptabilisation finale du prix d'achat de MEDCO, G-Tec et A2Sea).
- Les actifs valorisés à la juste valeur ont apporté une contribution positive entre autres chez Leasinvest Real Estate (immeubles de placement et actions Retail Estates), contrairement à l'évolution de la valeur des placements de trésorerie chez AvH.
- A l'avantage du résultat de 2018, des provisions ont été reprises pour un total de 21,3 millions d'euros, dont une reprise de 15,4 millions d'euros sur les passifs éventuels comptabilisés par AvH lors de l'acquisition de CFE en 2013. Cette reprise fait suite à la disparition du risque sous-jacent, ou à la constitution de provisions dans les comptes de CFE même.

La croissance des activités, principalement chez DEME, a entraîné une augmentation de 213,8 millions d'euros du besoin en fonds de roulement, si bien que le **cash-flow opérationnel** affiche une diminution de 120,1 millions d'euros par rapport à 2017 et s'établit à 428,5 millions d'euros. Cette augmentation du besoin en fonds de roulement intervient alors qu'une hausse avait déjà été enregistrée en 2017, pour un montant toutefois inférieur de 151,1 millions d'euros à celui de 2018.

Au total, les **investissements** réalisés dans l'ensemble du groupe AvH dépassent de 565,2 millions d'euros les **désinvestissements**. En 2017, ce solde était de 441,0 millions d'euros.

DEME a réalisé au total pour 441,3 millions d'euros d'investissements supplémentaires en immobilisations corporelles et CFE pour 12,2 millions d'euros en 2018. DEME a en outre acquis, au 2e semestre 2018, le contrôle exclusif sur sa filiale MEDCO basée au Qatar (avec, en chiffres nets, un impact positif de 72,5 millions d'euros sur la trésorerie).

Anima Care et HPA ont consacré respectivement 22,2 millions d'euros et 18,7 millions

d'euros à l'expansion de leur réseau de maisons de repos mais ont, d'autre part, vendu des sociétés propriétaires de l'immobilier de maisons de repos Kruienberg d'Anima Care (vendu à Baltisse) et 14 résidences exploitées par Residalya (vendu à Icade Santé). HPA a ensuite rétrocédé 30 millions d'euros de ce montant à ses actionnaires (par le biais d'une réduction de capital).

Leasinvest Real Estate a élargi son portefeuille immobilier en 2018 avec l'acquisition de 2 immeubles de bureaux du complexe EBBC au Luxembourg, avec Hangar 26/27 à Anvers, avec Montoyer 14 à Bruxelles et avec des investissements dans d'autres projets qui étaient déjà en portefeuille au 31/12/2017. D'autre part, Leasinvest Real Estate a suivi, en proportion de sa participation, l'augmentation de capital de Retail Estates, ce qui représente un investissement supplémentaire de 12,9 millions d'euros. Ces investissements ont été financés par le biais d'une augmentation de capital de 84 millions d'euros réalisée au 4e trimestre.

Extensa a également poursuivi ses investissements sur le site de Tour & Taxis, lesquels ont été principalement consacrés, en 2018, à la construction d'un nouveau parking souterrain et à la rénovation de la Gare Maritime. Fin 2018, l'immeuble de bureaux sur le site de Cloche d'Or à Luxembourg loué à Alter Domus a été vendu à des investisseurs internationaux.

L'acquisition de placements de trésorerie doit être considérée en lien avec la cession de placements de trésorerie dans le cadre de la politique ALM de la Banque J. Van Breda & C°.

Les investissements dans le segment 'AvH & Growth Capital' concernent, outre l'augmentation de la participation dans SIPEF et notre part dans l'augmentation de capital de LRE (transferts entre secteurs), principalement l'acquisition d'une participation de 2,45% dans EVS fin 2018 et des investissements et/ou financements supplémentaires chez OncoDNA, Healthquad (un fonds indien qui se concentre sur le secteur de la santé) et Distriplus. Dans ce même segment, la vente des participations entre autres dans Ate-nor et BDM-Asco et d'une tranche supplémentaire de 3% de Cafés Rombouts a généré au total 46,9 millions d'euros.

Les charges d'intérêts payées du groupe ont diminué de 7,2 millions d'euros nets par rapport à l'année précédente et les charges d'intérêts nettes sont restées limitées à 29,9 millions d'euros en 2018. Malgré un endettement financier net en augmentation dans le segment 'Marine Engineering & Contracting' tout au long de l'année (surtout chez DEME), les intérêts payés ont diminué de 6,4 millions d'euros dans ce segment.

Pour financer ses activités et investissements, AvH a eu recours à des dettes financières supplémentaires pour un total de 158,6 millions d'euros. En 2017, le groupe avait encore réduit de 9,7 millions d'euros ses dettes financières, avec il est vrai un cash-flow d'investissement moins élevé. En concordance avec l'évolution positive des résultats de l'année 2017 dans la plupart des sociétés du groupe, 25,6 millions d'euros de dividendes en plus ont été distribués en dehors du groupe en 2018 par AvH et ses filiales. Le **cash-flow de financement** s'est dès lors soldé par un flux sortant net de 33,3 millions d'euros, contre 202,6 millions d'euros en 2017.

La distribution de dividendes à des tiers par des sociétés du groupe concerne principalement CFE, Finaxis, Leasinvest Real Estate, HPA et la filiale d'Extensa qui développe le projet résidentiel immobilier Cloche d'Or au Luxembourg.

La diminution du cash-flow opérationnel, allée à l'augmentation des investissements et à un flux de financement moins négatif, se traduit par une diminution de 170,0 millions d'euros de **trésorerie et équivalents de trésorerie**.

Evolution de la trésorerie du groupe AvH 2014-2018⁽¹⁾

€ millions	2018	2017	2016	2015	2014
Actions propres	34,7	35,5	29,0	28,4	24,5
Autres investissements					
- Actions en portefeuille	37,2	40,0	39,0	41,1	27,2
- Dépôts à terme	23,9	1,3	26,2	33,2	55,9
Liquidités	31,2	49,7	5,3	5,6	6,5
Dettes financières ('commercial paper')	-24,0	-46,2	-31,2	-32,0	-92,7
Position de trésorerie nette	102,9	80,2	68,3	76,3	21,3

⁽¹⁾ Comprend la trésorerie et les dettes financières envers des institutions de crédit et envers des marchés financiers, des subholdings consolidés incluses dans le secteur 'AvH & Growth Capital', ainsi que la trésorerie de GIB (50%) et de FinAx/Finaxis. Dans la mesure où les actions propres sont conservées pour la couverture des obligations en matière d'options, la valeur des actions propres est déterminée sur cette base.

Note 6 : information sectorielle - compte de résultats 2017

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2017
Produits	3.279.471	163.256	420.694	13.197	76.362	-2.405	3.950.575
Prestations de services	4.459		189.296	13.156	2.324	-2.262	206.973
Produits provenant des leasings		7.407	1.567				8.974
Produits immobiliers	10.900		216.997				227.897
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		97.563					97.563
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		55.637					55.637
Produits provenant des contrats de construction	3.191.328				71.255		3.262.584
Autres produits des activités ordinaires	72.783	2.649	12.834	41	2.783	-143	90.948
Autres produits opérationnels	7.093	2.637	3.405	-3	1.622	-271	14.484
Intérêts sur créances immobilisations financières	7.093		134		275	-201	7.301
Dividendes	1	2.637	3.271	-3	959		6.864
Subventions de l'état							0
Autres produits opérationnels					388	-70	318
Charges opérationnelles (-)	-3.083.651	-111.323	-344.696	-9.987	-107.684	2.475	-3.654.866
Matières premières et consommables utilisées (-)	-1.818.638		-148.606	-6.411	-31.471		-2.005.126
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)	13.306		9.466		161		22.932
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-25.869					-25.869
Frais de personnel (-)	-574.152	-43.981	-111.674	-1.059	-35.035		-765.902
Amortissements (-)	-240.747	-5.248	-18.644	-1.920	-2.755		-269.315
Réductions de valeur (-)	9.734	-1.660	-2.398		-18.400		-12.724
Autres charges opérationnelles (-)	-462.909	-33.581	-73.013	-596	-20.125	2.475	-587.750
Provisions	-10.245	-984	173		-57		-11.113
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	0	31.960	0	0	0	31.960
Actifs financiers détenus à des fins de trading							0
Immeubles de placement			31.960				31.960
Profit (perte) sur cessions d'actifs	47.657	1.484	-2.758	355	37.103	0	83.841
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	10.845			3	20		10.868
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement			-2.798				-2.798
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières	36.812	2	23	352	35.992		73.181
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs		1.483	17		1.090		2.591
Résultat opérationnel	250.570	56.054	108.605	3.562	7.403	-201	425.993
Produits financiers	51.106	13	3.615	13	1.660	-762	55.645
Revenus d'intérêt	7.906	13	2.664	9	1.000	-762	10.830
Autres produits financiers	43.199		951	4	661	0	44.815
Charges financières (-)	-83.653	0	-27.867	-88	-2.190	963	-112.836
Charges d'intérêt (-)	-25.198		-17.469	-88	-446	963	-42.237
Autres charges financières (-)	-58.456		-10.399		-1.744	0	-70.599
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	-85	718	0	0		633
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-13.639	106.921	10.979	37.560	-962		140.859
Autres produits non-opérationnels	1.231	1.154	0	0	0		2.385
Autres charges non-opérationnelles (-)	0	0	0	0	0		0
Résultat avant impôts	205.614	164.057	96.050	41.047	5.911	0	512.680
Impôts sur le résultat	-45.067	-19.526	8.689	-1.035	-83	0	-57.022
Impôts différés	5.112	-3.281	13.882	-10	379		16.082
Impôts	-50.179	-16.245	-5.194	-1.024	-462		-73.104
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies	160.547	144.531	104.739	40.013	5.828	0	455.657
Résultat après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0		0
Résultat de l'exercice	160.547	144.531	104.739	40.013	5.828	0	455.657
Part des tiers	69.959	30.608	50.392	2.087	82		153.128
Part du groupe	90.588	113.923	54.347	37.925	5.746		302.530

Note 6 : information sectorielle - actifs 2017

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2017
I. Actifs non-courants	2.839.219	4.410.084	1.565.916	204.048	242.594	-6.385	9.255.476
Immobilisations incorporelles	91.363	2.930	84.670		605		179.567
Goodwill	186.821	134.247	28.455				349.523
Immobilisations corporelles	2.126.568	41.578	378.527		26.204		2.572.877
Immeubles de placement			945.488				945.488
Participations mises en équivalence	154.177	679.973	28.204	204.048	174.344		1.240.746
Immobilisations financières	167.868	818	75.144		29.740	-6.385	267.186
Participations disponibles à la vente	18.003		74.550		9.781		102.335
Créances et cautionnements	149.865	818	594		19.959	-6.385	164.851
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	921	3.662	1.066				5.649
Créances à plus d'un an	7.737	138.029	23.024		8.319		177.109
Créances commerciales	2.418				4.540		6.958
Créances location-financement		138.029	22.736				160.765
Autres créances	5.320		288		3.779		9.386
Impôts différés	103.763	735	1.338		3.382		109.219
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an		3.408.112					3.408.112
II. Actifs courants	1.843.121	1.828.829	371.492	424	169.859	-21.347	4.192.378
Stocks	148.260		180.744		396		329.400
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	46.077		20.359		7.856		74.292
Placements de trésorerie	3	427.712	153		40.013		467.882
Actifs financiers disponibles à la vente		427.712	153		40.013		467.879
Actifs financiers détenus à des fins de trading	3						3
Instruments financiers dérivés à un an au plus	4.154	399					4.553
Créances à un an au plus	1.082.719	84.743	114.901		59.907	-20.857	1.321.413
Créances commerciales	1.007.332		46.560		14.750	-2.490	1.066.152
Créances location-financement		54.568	571				55.139
Autres créances	75.387	30.175	67.770		45.156	-18.367	200.122
Impôts sur le résultat à récupérer	13.783		4.411	22	813		19.030
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus		1.304.957					1.304.957
Banques - créances sur les établissements de crédit		88.863					88.863
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		908.056					908.056
Banques - créances sur des banques centrales		308.038					308.038
Trésorerie et équivalents de trésorerie	524.994	3.762	48.930	402	58.939		637.027
Dépôts à terme à trois mois au plus	35.107	1	3		41		35.152
Valeurs disponibles	489.887	3.761	48.927	402	58.898		601.875
Comptes de régularisation	23.131	7.256	1.993		1.935	-491	33.824
III. Actifs détenus en vue de la vente		11.686	3.613		5.860		21.159
Total actifs	4.682.340	6.250.598	1.941.021	204.472	418.314	-27.732	13.469.013

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
Information sectorielle - chiffre d'affaires pro forma	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2017
Chiffre d'affaires pays-membre de l'Union européenne	2.449.186	535.490	404.068	59.422	661.099	-2.262	4.107.003
Autres pays en Europe	39.925	309	3.792	18.897	69.074		131.997
Pays en dehors de l'Europe	727.242			45.911	351.175		1.124.328
Total	3.216.352	535.800	407.860	124.230	1.081.349	-2.262	5.363.329

Le chiffre d'affaires pro forma comprend le chiffre d'affaires de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère, par conséquent, du chiffre d'affaires mentionné dans la consolidation IFRS légale, établie sur la base du périmètre de consolidation décrit à la p.145-151. Dans cette présentation pro forma, toutes les participations de contrôle exclusif sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement.

Note 6 : information sectorielle - capitaux propres et passifs 2017

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2017
I. Capitaux propres	1.626.817	1.351.777	707.868	204.466	304.344		4.195.272
Capitaux propres - part du groupe	981.360	1.095.291	389.692	204.466	301.400		2.972.208
Capital souscrit					113.907		113.907
Capital					2.295		2.295
Prime d'émission					111.612		111.612
Réserves consolidées	1.006.643	1.093.851	387.336	202.778	215.003		2.905.611
Réserves de réévaluation	-25.283	1.439	2.356	1.688	2.317		-17.482
Titres disponibles à la vente		1.860	8.804		12.916		23.579
Réserves de couverture	-743	-183	-9.302	20	4		-10.204
Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	-15.262	33	-21	-644	810		-15.083
Ecart de conversion	-9.278	-271	2.876	2.312	-11.412		-15.774
Actions propres (-)					-29.828		-29.828
Intérêts minoritaires	645.457	256.487	318.176		2.944		1.223.064
II. Passifs à long terme	928.196	684.166	867.427		3.882	-6.385	2.477.286
Provisions	76.843	4.572	3.545		1.421		86.381
Obligations en matière de pensions	53.149	3.995	790		200		58.134
Impôts différés	129.641	704	80.410		1.513		212.268
Dettes financières	656.857		737.232		474	-6.385	1.388.177
Emprunts bancaires	366.402		511.068				877.470
Emprunts obligataires	231.378		203.948				435.327
Emprunts subordonnés	5.354						5.354
Contrats de location-financement	45.427		20.247		474		66.147
Autres dettes financières	8.296		1.969			-6.385	3.880
Instruments financiers dérivés non-courants	7.209	8.572	34.616				50.397
Autres dettes	4.497	11.155	10.834		274		26.761
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		655.168					655.168
Banques - dépôts des établissements de crédit							0
Banques - dépôts des clients		607.368					607.368
Banques - titres de créances, y compris les obligations							0
Banques - dettes subordonnées		47.800					47.800
III. Passifs à court terme	2.127.327	4.214.655	365.726	7	110.087	-21.347	6.796.455
Provisions	59.047	12	108				59.166
Obligations en matière de pensions		289					289
Dettes financières	235.162		223.352		51.560	-10.607	499.467
Emprunts bancaires	116.042		47.791				163.833
Emprunts obligataires	99.959						99.959
Contrats de location-financement	7.921		2.342		4.967		15.230
Autres dettes financières	11.241		173.218		46.593	-10.607	220.445
Instruments financiers dérivés courants	7.445	800	160				8.405
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	224.657				11.047		235.704
Autres dettes à un an au plus	1.491.839	13.252	100.206	3	46.411	-10.250	1.641.461
Dettes commerciales	1.277.741	10	68.028	3	8.177	-1.213	1.352.745
Avances reçues			2.505				2.505
Dettes salariales et sociales	152.612	8.177	17.565		7.669		186.022
Autres dettes	61.487	5.065	12.108		30.565	-9.036	100.189
Impôts	42.538	3.437	18.429	4	283		64.691
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		4.191.182					4.191.182
Banques - dépôts des établissements de crédit		27.458					27.458
Banques - dépôts des clients		3.898.145					3.898.145
Banques - titres de créances, y compris les obligations		253.114					253.114
Banques - dettes subordonnées		12.465					12.465
Comptes de régularisation	66.639	5.683	23.472		786	-491	96.089
IV. Passifs détenus en vue de la vente							0
Total des capitaux propres et passifs	4.682.340	6.250.598	1.941.021	204.472	418.314	-27.732	13.469.013

Note 6 : information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2017

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2017
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	639.458	5.857	63.191	6.046	39.762		754.315
Résultat opérationnel	250.570	56.054	108.605	3.562	7.403	-201	425.993
Reclassement 'Profit (perte) sur cessions d'actifs' vers flux de trésorerie provenant des désinvestissements	-47.657	-1.484	2.758	-355	-37.103		-83.841
Dividendes des participations mises en équivalence	7.863	46.594		375	7.561		62.392
Autres produits (charges) non-opérationnels	1.231	1.154					2.385
Impôts sur le résultat	-35.180	-19.526	8.689	-1.035	-83		-47.135
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie							
Amortissements	240.747	5.248	18.644	1.920	2.755		269.315
Réductions de valeur	-9.734	1.751	2.463		18.400		12.881
Paielements fondés sur des actions		1.057	57		801		1.915
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats			-31.960				-31.960
Augmentation (diminution) des provisions	9.641	1.615	-87		57		11.226
Augmentation (diminution) des impôts différés	-5.112	3.281	-13.882	10	-379		-16.082
Autres charges (produits) non cash	-938	5.220	3	2	-101		4.186
Cashflow	411.431	100.964	95.291	4.480	-689	-201	611.275
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	152.296	-179.168	-6.217	22.657	-31.097	-21.163	-62.693
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	-34.321		1.790		805		-31.726
Diminution (augmentation) des créances	158.341	-45.296	-17.233	22.645	1.114	-25.611	93.961
Diminution (augmentation) des créances sur établ. de crédit et clients (banques)		-553.818	281				-553.537
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	29.543	3.260	5.071	-294	-32.407	4.448	9.621
Augmentation (diminution) des dettes envers établ. de crédit, clients & titres (banques)		419.257					419.257
Diminution (augmentation) autre	-1.267	-2.571	3.874	305	-610		-268
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	563.727	-78.203	89.074	27.137	-31.787	-21.364	548.583
Investissements	-687.533	-219.797	-204.727	-44.261	-8.779		-1.165.097
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-459.968	-4.531	-21.596	-3.837	-1.909		-491.841
Acquisitions d'immeubles de placement			-126.121				-126.121
Acquisitions d'immobilisations financières	-205.814		-51.286	-40.425	-6.488		-304.012
Nouveaux emprunts accordés	-21.751	-195	-5.724		-150		-27.820
Acquisitions de placements de trésorerie		-215.071			-231		-215.302
Désinvestissements	92.430	357.989	213.067	10.578	50.039		724.102
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	19.402	6	1.001	3	47		20.459
Cessions d'immeubles de placement	1.500		112.002				113.502
Cessions d'immobilisations financières	58.528	4	97.574	10.574	48.308		214.987
Remboursements d'emprunts accordés	13.001		95		248		13.344
Cessions de placements de trésorerie		357.979	2.395		1.435		361.809
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-595.103	138.192	8.340	-33.683	41.260		-440.994
Opérations financières							
Revenus d'intérêt	7.878	13	2.681	9	1.000	-762	10.820
Charges d'intérêt	-30.330		-18.044	-88	-446	963	-47.945
Autres produits (charges) financiers	-13.354		-10.140	4	-1.029		-24.519
Diminution (augmentation) des actions propres					-6.993		-6.993
Augmentation (diminution) des dettes financières	32.413		-54.150	-1.440	-7.730	21.163	-9.743
Répartition du bénéfice					-67.638		-67.638
Dividendes distribués intragroupe	-43.932	-48.825	-166.544	-13.678	272.979		0
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-21.554	-13.253	-17.073	-4.559	-109		-56.548
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-68.879	-62.066	-263.269	-19.752	190.035	21.364	-202.566
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-100.255	-2.078	-165.855	-26.299	199.508		-94.978
Transferts entre secteurs	-11.334		151.218	40.425	-180.309		0
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	-234	-18	-1.894	-19.744			-21.890
Augmentations de capital (part des tiers)			150				150
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-2.642		2.120	-25	-22		-570
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	524.994	3.762	48.930	402	58.939		637.027

Note 7 : immobilisations incorporelles

(€ 1.000)	Frais de développement	Concessions, brevets et licences	Goodwill	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Acomptes versés	Total
Mouvements des immobilisations incorporelles - exercice 2017							
Immobilisations incorporelles, solde d'ouverture	5	57.664	15.351	6.233	86.418	1.161	166.832
Valeur brute	3.347	73.607	17.802	29.056	93.443	1.161	218.416
Amortissements cumulés (-)	-3.342	-15.943	-2.451	-22.822	-7.025	0	-51.584
Investissements	275	519	910	673	507	605	3.490
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		10.573	6.465		727	6	17.772
Cessions et mises hors service (-)		-214		-8			-222
Cessions d'entreprises (-)							0
Amortissements (-)	-70	-4.333		-3.107	-1.095		-8.604
Réductions de valeur (-)					-507		-507
Ecart de conversion		-12		5	1		-7
Transferts (vers) d'autres rubriques	651	9		783	154	-785	812
Autres augmentations (diminutions)				1		-1	0
Immobilisations incorporelles, solde de clôture	861	64.207	22.726	4.581	86.206	986	179.567
Valeur brute	4.207	85.814	22.726	30.200	94.992	986	238.925
Amortissements cumulés (-)	-3.346	-21.607	0	-25.618	-8.317	0	-58.889
Réductions de valeur cumulées (-)	0	0	0	0	-469	0	-469
Mouvements des immobilisations incorporelles - exercice 2018							
Immobilisations incorporelles, solde d'ouverture	861	64.207	22.726	4.581	86.206	986	179.567
Valeur brute	4.207	85.814	22.726	30.200	94.992	986	238.925
Amortissements cumulés (-)	-3.346	-21.607	0	-25.618	-8.317	0	-58.889
Réductions de valeur cumulées (-)	0	0	0	0	-469	0	-469
Investissements	285	1.126	184	809	66	576	3.039
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises							0
Cessions et mises hors service (-)		-9		-3			-3
Cessions d'entreprises (-)		-82					-82
Amortissements (-)	-573	-3.084		-2.311	-223		-6.191
Réductions de valeur (-)							0
Ecart de conversion		-42		-3			-45
Transferts (vers) d'autres rubriques	139	176		1.319	19	-1.131	521
Autres augmentations (diminutions)	-2						-2
Immobilisations incorporelles, solde de clôture	709	62.293	22.911	4.393	86.067	430	176.802
Valeur brute	4.546	85.852	22.911	32.220	94.627	430	240.586
Amortissements cumulés (-)	-3.836	-23.560	0	-27.827	-8.561	0	-63.784
Réductions de valeur cumulées (-)	0	0	0	0	0	0	0

Les immobilisations incorporelles ont diminué de 2,8 millions d'euros en raison des charges d'amortissement, supérieures aux investissements (limités) de 2018.

Ensuite, une grande partie de ce poste est constituée d'immobilisations incorporelles (15,2 millions d'euros de 'trade names' et 69,3 millions d'euros de 'databases') qui, fin 2013, étaient inscrites dans le bilan consolidé suite à l'acquisition du contrôle sur DEME, d'immobilisations incorporelles résultant des acquisitions des exercices précédents d'Anima Care et d'HPA et de développements logiciels à la Banque J.Van Breda & C°.

Note 8 : goodwill

(€ 1.000)	2018	2017
Mouvements du goodwill		
Goodwill, solde d'ouverture	349.523	342.539
Valeur brute - filiales consolidées globalement	370.213	361.870
Cumul des réductions de valeur - filiales consolidées globalement (-)	-20.690	-19.331
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises ⁽¹⁾	5.987	14.270
Réductions de valeur (-)	-5.987	-4.536
Autres augmentations (diminutions)	-9.785	-2.750
Goodwill, solde de clôture	339.738	349.523
Valeur brute - filiales consolidées globalement	361.634	370.213
Cumul des réductions de valeur - filiales consolidées globalement (-)	-21.897	-20.690

⁽¹⁾ Nous renvoyons à la Note 5 Acquisitions d'entreprises pour plus de détails.

L'acquisition par voie de regroupement d'entreprises concerne uniquement les acquisitions effectuées par DEME :

- Le 3 septembre 2018, DEME a acquis des droits économiques supplémentaires dans Middle East Dredging Company QSC "MEDCO", portant ainsi sa participation de 44,1% à 95%. Le goodwill non attribué généré par la transaction s'élève au total à 5,3 millions d'euros et a été amorti au 31 décembre 2018.
- Le traitement comptable final pour A2Sea et G-TEC (acquisitions d'entreprises de 2017) a donné lieu à un goodwill de 0,7 million d'euros qui a ensuite été amorti.

L'annulation du goodwill initial de 7,4 millions d'euros du traitement provisoire de fin 2017 (A2Sea & G-TEC) est incluse dans la ligne 'autres diminutions'.

Pour d'autres précisions concernant ces deux opérations, nous renvoyons à la Note 5. Acquisitions d'entreprises.

Au total, le goodwill est principalement attribuable à FinAx, à DEME (suite à l'acquisition du contrôle fin 2013) et aux filiales détenues par DEME, CFE, Anima Care et HPA. Il est à noter que ceci n'inclut pas le goodwill (clientèle) de 228,8 millions d'euros dans le bilan consolidé de Delen Private Bank, étant donné que Delen Private Bank est reprise selon la méthode de mise en équivalence. Ce goodwill provient pour l'essentiel de la reprise de Capital & Finance en 2007, de JM Finn en 2011 et, dans une moindre mesure, d'Oyens & Van Eeghen (fin 2015).

En cas d'indications d'une réduction de valeur éventuelle et au moins une fois par an, AvH soumet le goodwill figurant à son bilan à une analyse d'impairment. Sont visés ici à la fois le goodwill imputé comme tel sous le poste 'goodwill' dans le bilan consolidé et le goodwill qui est contenu dans le poste d'actif 'participations mises en équivalence'. Chaque participation d'AvH est considérée, à cet égard, comme une 'cash generating unit' (CGU) distincte. Ensuite, dans le cadre du test d'impairment, une juste valeur est déterminée pour chaque CGU sur la base des valorisations de marché disponibles publiquement (broker reports / cours boursier pour les entreprises cotées). S'il apparaît après cette première étape, sur la base d'une approche 'juste valeur', qu'un élément de soutien supplémentaire est nécessaire, une valeur d'utilité sera également déterminée selon la perspective propre à AvH sur la base d'un modèle 'discounted cash flow' (DCF) ou 'market multiples'. Si, au terme de cette deuxième étape, le goodwill dans le bilan n'est pas encore suffisamment étayé, on procède à une réduction de valeur exceptionnelle ou 'impairment'.

En ce qui concerne le test obligatoire de dépréciation du goodwill, dans un seul cas incorporel, la valeur d'utilisation a été calculée selon une méthode DCF basée sur des hypothèses raisonnables. Dans les autres cas, la valeur réalisable a été évaluée par rapport à la juste valeur.

Note 9 : immobilisations corporelles

L'évolution des immobilisations corporelles, qui augmentent de 138,2 millions d'euros pour s'établir à 2.711,1 millions d'euros, s'explique par des investissements significatifs (580,3 millions d'euros, y inclus l'impact via les regroupements d'entreprises), des charges d'amortissement de 290,9 millions d'euros et la vente par HPA de l'immobilier de 14 résidences (-148,1 millions d'euros).

DEME a une nouvelle fois fortement investi dans la modernisation et l'extension de sa flotte en 2018, ceci pour un montant total de 441,3 millions d'euros. En 2018, l'Apollo et le Living Stone ont notamment été mis en service tandis que l'entreprise a poursuivi pleinement ses investissements dans le Spartacus et l'Orion, entre autres. Ce montant en investissements dépasse largement les amortissements comptabilisés, qui atteignaient 256,9 millions d'euros.

DEME a en outre acquis, au 2e semestre 2018, le contrôle exclusif sur sa filiale MEDCO basée au Qatar, si bien que cette participation, qui était auparavant intégrée par mise en équivalence, est désormais consolidée intégralement. Il en résulte que les navires de MEDCO, parmi lesquels les cutters Al Mahaar et Al Jarraf, apparaissent au bilan de DEME (et donc d'AvH) pour un montant de 79,6 millions d'euros.

Le solde sur la ligne 'acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises' s'explique par le traitement final de A2Sea & G-TEC, avec une valorisation des immobilisations corporelles plus élevée de 4,3 millions d'euros.

Anima Care et HPA ont consacré respectivement 22,2 millions d'euros et 18,7 millions d'euros à l'expansion de leur réseau de maisons de repos mais ont, d'autre part, vendu des sociétés propriétaires de l'immobilier de maisons de repos Kruienberg d'Anima Care (vendu à Baltisse) et 14 résidences exploitées par Residalya (vendu à Icade Santé) :

- Au 3e trimestre 2018, HPA a procédé à la vente de l'immobilier de 14 sites exploités par Residalya à Icade Santé, un investisseur spécialisé dans l'immobilier de santé. Cette transaction, dans laquelle l'immobilier sous-jacent a été évalué à 189 millions d'euros, a rapporté à HPA une plus-value nette de 29,8 millions d'euros et a fait disparaître 148,1 millions d'euros d'actifs immobiliers du bilan de HPA.
- En 2018, Anima Care a – pour la première fois – vendu ('cession') l'immobilier d'une maison de repos pleinement opérationnelle (Kruienberg) et l'a loué à long terme ('autre augmentation'). Cette transaction n'a eu qu'un impact limité sur les résultats de 2018 étant donné que la plus-value réalisée de 7,5 millions d'euros sera comptabilisée sur 25 ans.
- Les deux ont aussi transféré un bâtiment vers la rubrique 'actifs détenus en vue de la vente'.

Note 9 : immobilisations corporelles

(€ 1.000)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Locations simples en tant que bailleur (IAS 17)	Total 2017
I. Mouvements des immobilisations corporelles - exercice 2017							
Immobilisations corporelles, solde d'ouverture	475.433	1.488.867	31.411	4.364	134.301	263	2.134.639
Valeur brute	599.583	3.213.697	120.799	12.782	134.301	1.381	4.082.542
Amortissements cumulés (-)	-121.663	-1.724.829	-88.652	-8.418		-1.118	-1.944.681
Cumul des réductions de valeur (-)	-2.487		-736				-3.223
Investissements	13.273	108.266	8.763	1.050	390.732	76	522.161
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	20.360	188.563	825	281			210.028
Cessions et mises hors service (-)	-4.123	-4.420	-229	-7	-683		-9.462
Cessions d'entreprises (-)	-5.371	-7.462	-136		-4.071		-17.041
Amortissements (-)	-21.261	-227.936	-10.454	-1.005		-56	-260.711
Réductions de valeur (-)	-220						-220
Ecart de conversion	-97	-3.217	-364		-81		-3.758
Transferts (vers) d'autres rubriques	1.728	73.144	-985	-7	-75.306		-1.426
Autres augmentations (diminutions)	-36	10	-9	37	-1.334		-1.332
Immobilisations corporelles, solde de clôture	479.686	1.615.815	28.822	4.713	443.558	283	2.572.877
Valeur brute	614.612	3.452.446	128.765	14.547	443.558	1.457	4.655.385
Amortissements cumulés (-)	-132.227	-1.836.631	-99.207	-9.834		-1.174	-2.079.073
Cumul des réductions de valeur (-)	-2.699		-736				-3.435
II. Autres informations							
Contrats de location-financement							
Valeur nette des immobilisations corporelles sous contrat de location-financement	72.701	55.548	3.275				131.525
Immobilisations corporelles acquises par un contrat de location-financement		5.103	597				5.700

(€ 1.000)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Locations simples en tant que bailleur (IAS 17)	Total 2018
I. Mouvements des immobilisations corporelles - exercice 2018							
Immobilisations corporelles, solde d'ouverture	479.686	1.615.815	28.822	4.713	443.558	283	2.572.877
Valeur brute	614.612	3.452.446	128.765	14.547	443.558	1.457	4.655.385
Amortissements cumulés (-)	-132.227	-1.836.631	-99.207	-9.834		-1.174	-2.079.073
Cumul des réductions de valeur (-)	-2.699		-736				-3.435
Investissements	16.505	184.661	12.189	959	282.098		496.413
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		83.421	424				83.845
Cessions et mises hors service (-)	-7.479	-1.568	-613		-5.725		-15.385
Cessions d'entreprises (-)	-143.160	-196	-571		-4.436		-148.364
Amortissements (-)	-19.163	-259.221	-11.300	-1.162		-7	-290.853
Réductions de valeur (-)	-2.924						-2.924
Ecart de conversion	-303	856	7		24	-49	534
Transferts (vers) d'autres rubriques	7.095	240.721	412	8	-252.884	-227	-4.874
Autres augmentations (diminutions)	18.336	1.492	2				19.830
Immobilisations corporelles, solde de clôture	348.592	1.865.980	29.372	4.518	462.635	0	2.711.097
Valeur brute	481.405	3.934.812	125.865	15.258	462.635		5.019.975
Amortissements cumulés (-)	-129.313	-2.068.832	-95.759	-10.740			-2.304.644
Cumul des réductions de valeur (-)	-3.499	0	-734				-4.234
II. Autres informations							
Contrats de location-financement							
Valeur nette des immobilisations corporelles sous contrat de location-financement	26.590	49.416	2.157				78.163
Immobilisations corporelles acquises par un contrat de location-financement	75	2.825	711				3.611

Note 10 : immeubles de placement évalués à leur juste valeur

(€ 1.000)	Immeubles loués	Contrats de location simple en tant que bailleur - IAS 40	Projets de développement	Actifs détenus en vue de la vente	Total
I. Mouvements des immeubles de placement évalués à leur juste valeur - exercice 2017					
Immeubles de placement, solde d'ouverture	806.432	0	204.322	56.466	1.067.220
Valeur brute	806.432	0	204.322	56.466	1.067.220
Investissements	107.464		17.215	1.441	126.121
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises				113	113
Cessions et mises hors service (-)			-174.849	-117.141	-291.990
Profits (pertes) résultant d'ajustements de la juste valeur	16.342		19.108	-1.658	33.792
Transferts (vers) d'autres rubriques	-52.849			64.392	11.543
Autres augmentations (diminutions)	2.303				2.303
Immeubles de placement, solde de clôture	879.691	0	65.796	3.613	949.100
Valeur brute	879.691	0	65.796	3.613	949.100
I. Mouvements des immeubles de placement évalués à leur juste valeur - exercice 2018					
Immeubles de placement, solde d'ouverture	879.691	0	65.796	3.613	949.100
Valeur brute	879.691	0	65.796	3.613	949.100
Investissements	115.597		67.111		182.707
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises					0
Cessions et mises hors service (-)				-3.613	-3.613
Profits (pertes) résultant d'ajustements de la juste valeur	-700		152	1.278	730
Transferts (vers) d'autres rubriques	37.206		-32.617	18.489	23.078
Autres augmentations (diminutions)	5.296			-14	5.282
Immeubles de placement, solde de clôture	1.037.089	0	100.442	19.753	1.157.285
Valeur brute	1.037.089	0	100.442	19.753	1.157.285

(€ 1.000)	Total 2018	Total 2017
Subdivision des produits immobiliers dans le compte de résultats		
Ventes de terrains	5.350	70
Produits locatifs	61.349	61.912
Autres produits immobiliers (e.a. produits de promotion)	249.877	165.915
	316.576	227.897
Chiffres clés - immeubles en portefeuille de LRE (hors projets de développement)		
Rendement locatif (%)	6,45%	6,44%
Taux d'occupation (%)	94,26%	94,80%
Durée moyenne pondérée jusqu'à la première possibilité de résiliation (# années)	4,34	4,74

Avec un portefeuille immobilier (hors leasing) de 1.019,3 millions d'euros, Leasinvest Real Estate représente 88% de ce poste de bilan. Le solde provient d'Extensa (133,3 millions d'euros d'immeubles de placement, avec notamment des immeubles loués sur le site de Tour & Taxis à Bruxelles) et de deux bâtiments détenus en vue de la vente venant du pôle 'maisons de repos'.

Avec l'appui des 84 millions de capitaux frais apportés par les actionnaires lors de l'augmentation de capital publique, **Leasinvest Real Estate (LRE)** a investi en 2018 pour

127,2 millions d'euros en actifs immobiliers, dont les investissements les plus importants étaient l'acquisition de 2 immeubles de bureaux dans le complexe EBBC au Luxembourg et les immeubles Hangar 26/27 à Anvers et Montoyer 14 à Bruxelles.

Extensa a également poursuivi ses investissements sur le site de Tour & Taxis, lesquels ont été principalement consacrés, en 2018, à la construction d'un nouveau parking sous-terrain et à la rénovation de la Gare Maritime.

Valorisation des immeubles de placement

Leasinvest Real Estate utilise les méthodes suivantes pour définir la juste valeur conformément à IFRS 13 :

• Actualisation des revenus locatifs estimés

La juste valeur est la résultante du rendement appliqué sur la valeur locative estimée (méthode de capitalisation ou approche de marché) corrigé en actualisant (NPV) la différence entre le loyer actuel et la valeur locative estimée à la date de l'évaluation, et ceci pour la période jusqu'à la prochaine possibilité de résiliation des contrats locatifs en cours.

• Méthode d'actualisation des flux de trésorerie disponibles (Discounted cash flow method)

La méthode d'actualisation des flux de trésorerie disponibles (DCF) consiste dans la définition de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. Les futurs revenus locatifs sont estimés sur base des loyers contractuels existants et les prévisions du marché immobilier pour chaque immeuble au cours des périodes suivantes. En outre, les futurs frais d'entretien sont estimés et pris en compte. Le taux d'actualisation appliqué tient compte de la prime de risque pour l'objet fixée par le marché. La valeur obtenue est en plus comparée au marché sur base de la définition de la valeur résiduelle du terrain.

• Evaluation résiduelle

Des immeubles à rénover ou en rénovation, ou des projets planifiés sont évalués sur

base de la valeur après rénovation, moins le montant du solde des travaux, y inclus les frais, les intérêts, la vacance locative et un prime de risque.

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale, peuvent être présentés sous trois niveaux (1-3) qui correspondent chacun à un niveau de données observables de la juste valeur:

- Les évaluations de la juste valeur du **Niveau 1** sont définies sur base des cours (non ajustés) observables sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques.
- Les évaluations de la juste valeur du **Niveau 2** sont définies sur base des données observables concernant l'actif ou le passif évalué autres que les données de niveau 1, tant directement (c.à.d. comme de prix) qu'indirectement (c.à.d. qui découlent des prix).
- Les évaluations de la juste valeur du **Niveau 3** sont définies sur base de techniques d'évaluation qui comprennent des données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données d'entrée observables (données non observables).

Les immeubles de placement relèvent du niveau 3. Les évaluations à fin 2018 ont été effectuées par des experts externes (notamment Cushman & Wakefield, Stadim, de Crombrughe&Partners et Oerag).

Le tableau en dessous donne un aperçu des techniques d'évaluation appliquées par actif.

Classe d'actifs	Juste valeur 2018 (€ 1.000)	Juste valeur 2017 (€ 1.000)	Technique d'évaluation	Données d'entrée importantes	31/12/2018 Min-Max (moyenne pondérée)	31/12/2017 Min-Max (moyenne pondérée)
Retail Grand-duché de Luxembourg & Belgique	343.076	334.150	Actualisation des revenus locatifs estimés	a) Fourchette valeur locative estimée b) Moyenne pondérée de la valeur locative estimée c) Fourchette taux de capitalisation d) Moyenne pondérée taux de cap. e) Durée restante f) Nombre de m ²	a) [9,34 €/m ² - 18,77 €/m ²] b) [12,85 €/m ²] c) [5,70% - 7,02%] d) [6,59%] e) 3,74 ans f) 153 245 m ²	a) [8,35 €/m ² - 19,93 €/m ²] b) [13,17 €/m ²] c) [5,60% - 7,15%] d) [6,22%] e) 5,50 ans f) 153 245 m ²
Retail Autriche	106.530	102.650	DCF (discounted cash flow)	a) Moyenne pondérée de la valeur locative estimée b) Fourchette taux de capitalisation c) Taux de capitalisation calcul valeur terminale après 10 ans d) Durée restante e) Nombre de m ²	a) [11,18 €/m ²] b) [4,97% - 5,67%] c) [5,26%] d) 6,37 ans e) 43 404 m ²	a) [9,88 €/m ²] b) [5,02% - 5,72%] c) [5,36%] d) 6,00 ans e) 42 600 m ²
Bureaux Grand-duché de Luxembourg	241.860	205.350	Actualisation des revenus locatifs estimés	a) Fourchette valeur locative estimée b) Moyenne pondérée de la valeur locative estimée c) Fourchette taux de capitalisation d) Moyenne pondérée taux de cap. e) Durée restante f) Nombre de m ²	a) [11,54 €/m ² - 48,25 €/m ²] b) [27,64 €/m ²] c) [5,00% - 8,65%] d) [6,27%] e) 3,63 ans f) 48 657 m ²	a) [23,42 €/m ² - 39,99 €/m ²] b) [29,93 €/m ²] c) [5,15% - 8,65%] d) [6,6%] e) 2,70 ans f) 32 061 m ²
Bureaux Belgique	268.467	218.272	Actualisation des revenus locatifs estimés	a) Fourchette valeur locative estimée b) Moyenne pondérée de la valeur locative estimée c) Fourchette taux de capitalisation d) Moyenne pondérée taux de cap. e) Durée restante f) Nombre de m ²	a) [8,42 €/m ² - 22,02 €/m ²] b) [10,64 €/m ²] c) [4,10% - 9,35%] d) [6,05%] e) 6,71 ans f) 130 013 m ²	a) [9,77 €/m ² - 11,76 €/m ²] b) [10,83 €/m ²] c) [5,60% - 9,00%] d) [7,22%] e) 4,50 ans f) 113 870 m ²
Logistique	62.100	42.570	DCF (discounted cash flow ou actualisation des flux de trésorerie)	a) Fourchette valeur locative estimée b) Moyenne pondérée de la valeur locative estimée c) Taux d'escompte moyen d) Durée de vie économique e) Durée restante f) Nombre de m ²	a) [4,79 €/m ² - 7,64 €/m ²] b) [6,06 €/m ²] c) 7,83% d) 30 ans e) 3,25 ans f) 33 979 m ²	a) [3,35 €/m ² - 16,88 €/m ²] b) [4,82 €/m ²] c) 7,32% d) 30 ans e) 9,65 ans f) 26 084 m ²
Total ⁽¹⁾	1.022.033	902.992				

⁽¹⁾ Immeubles de placement, y inclus la location-financement (Archives de l'Etat à Bruges - Note 16), mais exclus les actifs détenus en vue de la vente.

Valorisation des immeubles de placement (suite)

Les bâtiments loués d'**Extensa** (Hôtel de la Poste, Hôtel des Douanes, Entrepôt public

et parking souterrain) sont, par analogie, évalués à la juste valeur sur la base de l'actualisation des revenus locatifs estimés et de la méthode 'discounted cash-flow' (niveau 3).

(€ 1.000)	Pays	2018	2017
Immeubles de placement d'Extensa			
Événements (Hôtel de la Poste, Entrepôt public, panneaux solaires)	Belgique	32.720	27.688
Parkings Tour&Taxis	Belgique	21.800	21.800
Développements (Hôtel des Douanes, Gare Maritime, Parking Maritime)	Belgique	77.615	8.669
Semi-industriel & autres immeubles de placement	Belgique	1.159	2.180
Total		133.295	60.336

Note 11 : participations mises en équivalence

(€ 1.000)	2018	2017
Participations mises en équivalence		
Marine Engineering & Contracting	194.547	154.177
Private Banking	585.540	679.973
Real Estate & Senior Care	32.765	28.204
Energy & Resources	221.606	204.048
AvH & Growth Capital	150.307	174.344
Total	1.184.765	1.240.746

(€ 1.000)	Méthode de mise en équivalence	Goodwill incorporé dans la valeur comptable	Total 2018	Total 2017
Mouvements des participations mises en équivalence				
Participations mises en équivalence : solde d'ouverture	1.172.147	68.599	1.240.746	1.153.300
Acquisitions	26.494	232	26.726	68.751
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises			0	0
Cessions (-)	-35.211	-3.015	-38.226	-5.164
Cessions d'entreprises (-)			0	-1.304
Quote-part du bénéfice (perte) des entreprises mises en équivalence	153.853		153.853	140.859
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)			0	-4.017
Augmentation (diminution) par variations de taux de change	4.796		4.796	-24.978
Impact de la distribution des dividendes par les participations (-)	-67.565		-67.565	-62.392
Transferts (vers) d'autres rubriques	-138.013		-138.013	-12.998
Autres augmentations (diminutions)	2.550	-101	2.449	-11.309
Participations mises en équivalence : solde de clôture	1.119.050	65.715	1.184.765	1.240.746

Evolution générale

Les entreprises mises en équivalence représentent une valeur au bilan de 1.184,8 millions d'euros au 31/12/2018. La diminution de ce poste par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par la simplification de la structure de l'actionnariat de Delen Private Bank et de la Banque J. Van Breda & C°. AvH détient désormais une participation directe de 78,75% dans les deux banques par l'intermédiaire de sa filiale à 100% FinAx au lieu d'une structure de holding commune, Finaxis. Les accords de collaboration concernant les deux banques ainsi que les covenants entre actionnaires sont restés inchangés de même, donc, que la méthode de consolidation. Toutefois une participation de 78,75% directe dans Delen Private Bank est intégrée par mise en équivalence depuis le 4e trimestre 2018, au lieu de 100% via Finaxis, en tenant compte des intérêts minoritaires de 21,25%.

En 2018, DEME et Green Offshore ont opéré des **investissements** supplémentaires dans des sociétés de projet d'énergie éolienne (entre autres Merkur (D) et Seamade (B)) et AvH a relevé sa participation dans SIPEF (31,6%). De l'autre côté, on trouve la **vente** par AvH de sa participation dans Atenor (10,53%) et la vente par Extensa de

l'immeuble de bureaux loué à Alter Domus sur le site Cloche d'Or à Luxembourg à des investisseurs internationaux.

Le quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 153,9 millions d'euros, contre 140,9 millions d'euros en 2017.

- Le segment 'Marine Engineering & Contracting' apporte une contribution sensiblement plus élevée en 2018 grâce à l'amélioration significative des résultats des activités de Rent-A-Port au Vietnam, à la première consolidation de la participation dans le parc éolien offshore Rentel par Green Offshore et aux contributions positives de DEME et CFE.
- Dans le segment 'Private Banking', la contribution est influencée par des changements dans le périmètre de consolidation : BDM-Asco a été vendue au 1er semestre 2018 et ne contribue donc plus par mise en équivalence, mais surtout, la participation dans Delen Private Bank est, depuis le 4e trimestre 2018, détenue directement à raison de 78,75%. Depuis lors, la contribution des 78,75% est reprise directement dans le compte de résultats et non plus, comme dans les périodes précédentes (jusqu'au 30-09-2018), à 100% avec une correction de 21,25% au niveau des intérêts de tiers.

- L'augmentation de la contribution à ce poste provenant du segment 'Real Estate & Senior Care' s'explique par la progression des résultats de développement dans les projets de bureaux Deloitte Luxembourg et Alter Domus sur le site Cloche d'Or au Luxembourg (Extensa 50%).
- La contribution du segment 'Energy & Resources' est en recul en raison d'une baisse des résultats sous-jacents de SIPEF et Sagar, ajoutée à la disparition de la participation dans la SNTC dans ce segment, suite à la vente de celle-ci. Il convient de rappeler à cet égard l'effet comptable de la réévaluation prise en compte dans le résultat 2017 de SIPEF suite à l'acquisition du contrôle exclusif sur Agro Muko. La part d'AvH dans cette réévaluation (purement comptable) qui était incluse, en 2017, dans la contribution provenant de la mise en équivalence, s'élevait à 19,8 millions d'euros.
- La contribution légèrement négative des mises en équivalence provenant du segment 'AvH & Growth Capital' s'explique par les contributions négatives de Manuchar, et surtout de Distriplus à raison de 12,9 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018, après quoi cette participation a été vendue et déconsolidée. De l'autre côté, on trouve les contributions positives de Mediahuis (5,4 millions d'euros), de Turbo's Hoet Groep (5,0 millions d'euros) et du groupe Telemond (2,2 millions).

Par ailleurs, en 2018, les contributions au bénéfice des participations ont largement dépassé les dividendes distribués par elles. La diminution de la valeur de l'euro par rapport à l'USD, entre autres, se traduit par un effet de change positif à raison de 4,8 millions d'euros.

Le poste 'Autres augmentations (diminutions)' reflète des variations dans les fonds propres des participations, notamment les éliminations de résultats sur les ventes d'actions propres, l'impact du rachat d'intérêts minoritaires, ainsi que l'impact de la valorisation de l'obligation d'achat qui repose sur certaines actions.

Participations détenues directement, reprises selon la méthode de mise en équivalence

AvH applique la méthode de mise en équivalence aux entités contrôlées conjointement Delen Private Bank (78,75%), SIPEF (31,6%), Amsteldijk Beheer (50%), Manuchar (30,0%), Turbo's Hoet Groep (50%), Consortium Telemond (50%) et le groupe GIB (50%). Dans ce poste du bilan sont également repris les participations associées dans Sagar Cements (17,6%), Axe Investments (48,3%), Financière EMG (22,5%) et Mediahuis (13,3%). Pour une description plus détaillée des changements intervenus dans le périmètre, nous renvoyons à la p. 153 'Information sectorielle'.

Plusieurs des participations susmentionnées sont cotées en bourse. Si les participations dans SIPEF et Sagar Cements étaient valorisées sur la base du cours boursier de fin 2018, ces participations représenteraient respectivement, en valeur boursière, 163,1 millions d'euros et 30,7 millions d'euros. Dans le cas où la valeur boursière est inférieure à la valeur de mise en équivalence en fin d'année, on vérifie sur la base d'autres éléments si une dépréciation est nécessaire. Ce n'était pas le cas fin 2018.

Participations détenues indirectement, reprises selon la méthode de mise en équivalence

La consolidation intégrale de CFE, DEME, Rent-A-Port et Green Offshore entraîne l'intégration de leurs entités contrôlées conjointement et de leurs participations associées pour un montant total de 194,5 millions d'euros. Les participations dans C-Power (6,5%), Rentel (18,9%) et GEM/EMW sont les plus importantes chez DEME, de même que les projets immobiliers et PPP mis sur pied avec des partenaires chez CFE et le développement de la zone industrielle de Dinh Vu (Vietnam) par Rent-A-Port.

Note 12 : actifs financiers

1. Actifs et passifs financiers par catégorie

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2018	2017	2018	2017
Actifs financiers				
Actifs financiers disponibles à la vente		570.213		570.213
Actifs financiers du portefeuille trading		3		3
Actifs financiers : actions - Fair value through P/L (FVPL)	150.817		150.817	
Actifs financiers : obligations - Fair value through OCI (FVOCI)	456.813		456.813	
Actifs financiers : actions - Fair value through OCI (FVOCI)	316		316	
Actifs financiers - at amortised cost	0		0	
Créances et liquidités				
Immobilisations financières - créances et cautionnements	182.941	164.851	182.941	164.851
Créances de location-financement	259.573	231.389	243.339	215.904
Autres créances	253.008	209.508	253.008	209.508
Créances commerciales	1.138.482	1.073.110	1.138.482	1.073.110
Dépôts à terme à trois mois au plus	56.661	35.152	56.661	35.152
Liquidités	456.927	601.875	456.927	601.875
Banques - créances sur établissements de crédit et clients	5.367.928	5.030.849	5.050.668	4.713.069
Instruments financiers dérivés	2.451	10.202	2.451	10.202

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2018	2017	2018	2017
Passifs financiers				
Passifs financiers évalués à leur coût amorti				
Dettes financières				
Emprunts bancaires	1.349.576	1.055.117	1.335.169	1.041.303
Emprunts obligataires	419.759	544.537	419.182	535.285
Emprunts subordonnés	23.934	5.354	23.497	5.354
Contrats de location-financement	66.585	84.481	63.851	81.377
Autres dettes financières	171.424	224.325	171.424	224.325
Autres dettes				
Dettes commerciales	1.487.232	1.352.745	1.487.232	1.352.745
Avances reçues	1.270	2.505	1.270	2.505
Dettes salariales et sociales	189.210	186.022	189.210	186.022
Autres dettes	89.102	126.950	89.102	126.950
Dettes envers établissements de crédit, clients & titres	5.256.744	4.874.548	5.220.161	4.846.350
Instruments financiers dérivés	71.772	58.802	71.772	58.802

(€ 1.000)	2018			2017		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Actifs financiers disponibles à la vente				538.264		31.949
Actifs financiers du portefeuille trading						3
Actifs financiers : actions - Fair value through P/L (FVPL)	136.960		13.857			
Actifs financiers : obligations - Fair value through OCI (FVOCI)	456.813					
Actifs financiers : actions - Fair value through OCI (FVOCI)			316			
Actifs financiers - at amortised cost						
Créances et liquidités						
Créances de location-financement			259.573			231.389
Banques - créances sur établissements de crédit et clients		487.511	4.880.417		396.918	4.633.931
Instruments financiers dérivés		2.451			10.202	
Passifs financiers						
Dettes financières						
Emprunts bancaires		1.349.576			1.055.117	
Emprunts obligataires	350.761	68.998		490.352	54.185	
Emprunts subordonnés		23.934			5.354	
Contrats de location-financement		66.585			84.481	
Dettes envers établissements de crédit, clients & titres		5.256.744			4.874.548	
Instruments financiers dérivés		71.772			58.802	

Les justes valeurs doivent, selon la hiérarchie de valorisation de l'IFRS 13, être réparties en trois niveaux en fonction du type de données qui est utilisé pour la valorisation des instruments financiers. Ceci entraîne, spécifiquement pour la **Banque J. Van Breda & C°**, les effets suivants :

- Les paramètres pour **les instruments de niveau 1** sont des prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques. Aucune technique (modèle) de valorisation n'est utilisée.
Au niveau 1, nous trouvons tous les actifs financiers évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans les résultats non-réalisés ('titres disponibles à la vente' jusque fin 2017) avec une cotation publique sur un marché actif.
- Les paramètres pour **les instruments de niveau 2** sont des prix cotés pour des actifs et passifs similaires sur des marchés actifs ou des données basées sur ou étayées par des données de marché observables. Il est fait usage d'une technique (modèle) de valorisation sur la base de paramètres observables, notamment :
 - la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (discounted cashflow model) ;
 - la comparaison avec la juste valeur actuelle ou récente d'un autre instrument similaire ;
 - le prix déterminé par des tiers, pour autant que le prix soit conforme aux paramètres observables alternatifs.
 Au niveau 2, nous trouvons les actifs et passifs financiers suivants :
 - Valeurs disponibles et avoirs auprès de banques centrales : ces actifs ayant une

durée très courte, la juste valeur est assimilée à la valeur comptable.

- Créances sur établissements de crédit et passifs financiers valorisés au coût amorti : la juste valeur des instruments financiers susmentionnés est déterminée comme étant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs sur la base du taux swap en vigueur et des hypothèses suivantes :
 - il est tenu compte des marges commerciales lors de la réévaluation ;
 - il n'est pas tenu compte d'un pourcentage de pertes de crédit.
- Produits dérivés détenus à des fins commerciales et comme couverture : pour ces instruments également, la juste valeur est déterminée comme étant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs sur la base du taux swap en vigueur.
- Les paramètres pour **les instruments de niveau 3** sont les données non observables pour la détermination de la juste valeur d'un actif ou d'un passif. Dans ce cas, il est fait usage d'une technique (modèle) de valorisation avec des paramètres (partiellement) non observables.

Au niveau 3, nous trouvons les actifs financiers suivants :

- Quelques actifs financiers évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur dans les résultats non-réalisés ('titres disponibles à la vente' jusque fin 2017) pour lesquels aucune cotation publique n'est disponible.
- Prêts et avances aux clients, valorisés au coût amorti : la juste valeur de ces actifs est déterminée comme étant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs sur la base du taux swap en vigueur et des hypothèses suivantes :

- il est tenu compte des marges commerciales lors de la réévaluation ;
- il est tenu compte d'un pourcentage de remboursements anticipés et d'options call ;
- il n'est pas tenu compte d'un pourcentage de pertes de crédit.

La juste valeur des titres dans les **autres portefeuilles de placements** du Groupe est déterminée sur la base de la cotation sur le marché public (niveau 1). Ceci vaut également pour les **obligations publiques** émises par DEME, CFE, Leasinvest Real Estate et Extensa. Les obligations **privées** de LRE et BPI sont classées en niveau 2.

(€ 1.000)	Plus- (moins-) valeurs réalisées	Produits (charges) d'intérêts	Plus- (moins-) valeurs réalisées	Produits (charges) d'intérêts
	2018		2017	
Actifs financiers disponibles à la vente			16.564	1.869
Actifs financiers - Fair value or at amortised cost	1.365	1.146		
Autres actifs financiers	41.545		59.207	
Créances et liquidités		28.511		27.105
Instruments financiers dérivés		30		30
Banques - créances sur établissements de crédit et clients		93.950		95.664
Passifs financiers évalués à leur coût amorti		-36.295		-42.237
Instruments financiers dérivés		-8.508		-6.115
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		-16.333		-19.754

2. Risque de crédit

Tant **CFE** que **DEME** ont établi des procédures afin de limiter le risque de leurs créances clients. En outre, une partie du chiffre d'affaires consolidé est réalisée avec des services publics ou des clients liés à des administrations publiques. D'autre part, la concentration du risque de contrepartie est limitée en raison du grand nombre de clients. Pour limiter le risque, les participations concernées surveillent en permanence les créances commerciales et ajustent, le cas échéant, leurs dispositions. C'est ainsi que DEME, dans le cadre d'importants contrats à l'étranger, fait régulièrement appel au Credendo Group (l'ancien Office national du Ducroire), pour autant que le pays en question entre en ligne de compte et que le risque puisse être couvert par une assurance crédit. Pour les grands travaux, DEME dépend de la capacité des clients d'obtenir le financement requis et peut, le cas échéant, aider à organiser le financement du projet. Le risque de crédit, bien qu'il soit limité, ne peut néanmoins jamais être totalement exclu. En tant qu'acteur mondial, DEME est en outre exposé aux risques politiques et aux développements négatifs qui peuvent se manifester sur le plan macroéconomique. Fin 2017, le groupe CFE avait encore, au Tchad, une créance nette d'environ 60 millions d'euros sur l'Etat. Suite aux encaissements intervenus en juillet 2018, le montant des créances ouvertes a été réduit de 7,5 millions d'euros. Aucun nouvel encaissement n'est intervenu depuis juillet 2018. Par ailleurs, les sommes encaissées localement n'ont pas encore été converties en euros. Les termes et conditions du refinancement des créances du Grand Hôtel ont été formellement approuvés par les autorités tchadiennes. Ceux-ci doivent maintenant être entérinés par le conseil d'administration de l'Afreximbank.

Rent-A-Port, compte tenu du type d'activités dans lesquelles le groupe est actif, a un nombre limité de clients et de contreparties. Il court, de ce fait, un risque accru en matière de concentration de crédit. Le groupe parvient à réduire ce risque en s'assurant une couverture contractuelle adéquate. Rent-A-Port étant actif dans des pays comme Oman, le Qatar, le Vietnam et le Nigéria, est aussi exposé aux risques politiques. Un solide réseau local constitue un principal facteur de gestion du risque.

Pour les risques de crédit liés au portefeuille de leasing de la **Banque J. Van Breda & C°** nous renvoyons à la politique de gestion de risque de crédit telle que décrite dans la note 13.

Leasinvest Real Estate tend à veiller à une bonne diversification du nombre de locataires et des secteurs dans lesquels ces locataires sont actifs en vue de limiter le défaut de paiement et la faillite des locataires. La solvabilité des locataires est également analysée régulièrement avec l'aide d'un bureau de notation externe. La durabilité du flux de revenus locatifs est assurée par le biais de contrats de bail à long terme.

Extensa Group est une société essentiellement active dans le développement de projets immobiliers. Préalablement à la signature d'un nouveau projet, une analyse approfondie des risques techniques, juridiques et financiers est effectuée.

Chez **Anima Care** et **HPA**, le risque de crédit est limité. La plupart des résidents paient par domiciliation. En outre, le loyer est facturé à l'avance et les débiteurs sont suivis attentivement. Les subventions de l'état constituent une importante source de revenus.

Chez **Agidens**, la maîtrise du risque débiteurs passe par l'application de la politique, des procédures et des contrôles établis par le groupe en la matière. Les créances commerciales font l'objet d'un suivi périodique et les grands projets sont généralement couverts par des garanties bancaires ou similaires.

Dans le secteur **AvH & Growth Capital** le groupe investit à long terme dans un nombre restreint d'entreprises au potentiel de croissance internationale. Le caractère diversifié de ces investissements contribue à un étalement équilibré des risques économiques et financiers. AvH finance en outre généralement ces investissements au moyen de fonds propres.

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5			
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2017	
Immobilisations financières - créances et cautionnements	149.865	818	594		19.959	-6.385	164.851	
Créances de location-financement		192.597	23.307				215.904	
Autres créances	80.707	30.175	68.058		48.935	-18.367	209.508	
Créances commerciales	1.009.749		46.560		19.290	-2.490	1.073.110	
Total (net - réductions de valeur cumulées incluses)	1.240.321	223.590	138.520	0	88.184	-27.242	1.663.373	
%	75%	13%	8%	0%	5%	-1%	100%	
Non échu	909.362	216.580	123.779		85.501	-27.242	1.307.980	79%
Echu < 30 jours	47.436	4.824	8.769		1.989		63.018	4%
Echu < 60 jours	33.794	1.643	516		398		36.351	2%
Echu < 120 jours	13.422	230	504		163		14.320	1%
Echu > 120 jours	236.306	313	4.952		134		241.705	15%
Total (net - réductions de valeur cumulées incluses)	1.240.321	223.590	138.520	0	88.184	-27.242	1.663.373	100%
%	75%	13%	8%	0%	5%	-1%	100%	
Réductions de valeurs cumulées (RV)								
Immobilisations financières - créances et cautionnements - RV	-4.819				-5.000		-9.819	
Créances de location-financement - RV		-3.641					-3.641	
Autres créances - RV	-152		-521		-8.711		-9.383	
Créances commerciales - RV	-15.498		-1.496				-16.994	
	-20.468	-3.641	-2.017	0	-13.711	0	-39.837	
(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5			
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2018	
Immobilisations financières - créances et cautionnements	177.880	1.054	3.335		18.077	-17.405	182.941	
Créances de location-financement		220.557	22.782				243.339	
Autres créances	108.909	29.584	83.619		38.581	-7.685	253.008	
Créances commerciales	1.093.581		30.895		15.123	-1.116	1.138.482	
Total (net - réductions de valeur cumulées incluses)	1.380.370	251.195	140.631	0	71.781	-26.207	1.817.770	
%	76%	14%	8%	0%	4%	-2%	100%	
Non échu	1.053.414	244.024	134.680		69.800	-26.207	1.475.711	81%
Echu < 30 jours	65.934	5.477	2.798		1.288		75.497	4%
Echu < 60 jours	31.796	1.178	959		526		34.459	2%
Echu < 120 jours	96.317	117	988		129		97.550	5%
Echu > 120 jours	132.909	399	1.206		38		134.553	7%
Total (net - réductions de valeur cumulées incluses)	1.380.370	251.195	140.631	0	71.781	-26.207	1.817.770	100%
%	76%	14%	8%	0%	4%	-2%	100%	
Réductions de valeurs cumulées (RV)								
Immobilisations financières - créances et cautionnements - RV	-4.819						-4.819	
Créances de location-financement - RV		-4.683					-4.683	
Autres créances - RV	-152		-37		-8.711		-8.900	
Créances commerciales - RV	-44.602		-1.865				-46.467	
	-49.573	-4.683	-1.902	0	-8.711	0	-64.870	

Les réductions de valeur enregistrées en 2017 sont conformes à l'IAS 39 (incurred loss), tandis qu'en 2018, les réductions de valeur sont évaluées conformément à l'IFRS 9 (expected loss).

Marine Engineering & Contracting

- Les prêts octroyés à des participations concernent notamment des financements accordés par DEME et Green Offshore à leurs participations respectives actives dans le développement/l'exploitation des parcs éoliens Rentel, Merkur et Seamade et accordés par CFE à des sociétés de projet immobilier.
- Autres créances : TVA à récupérer, avances accordées par Rent-A-Port en lien avec ses activités vietnamiennes.
- Les créances commerciales dans ce segment représentent 96% du total des créances commerciales.

Dans l'activité contracting les arriérés de créances concernent pour l'essentiel des décomptes et des imputations supplémentaires qui font encore l'objet d'inscriptions budgétaires ou qui font partie d'un accord global. Chez CFE et DEME également, il y a un

nombre de négociations et/ou procédures en cours. Les pertes attendues sur les chantiers sont adéquatement prévues par le biais de réductions de valeur sur les chantiers, comptabilisées dans la rubrique du bilan 'Contrats de construction' (Note 14).

En application de la nouvelle norme comptable IFRS 9 - Expected Credit Loss, CFE a comptabilisé dans le bilan d'ouverture au 01/01/2018 une réduction de valeur de 12 millions d'euros concernant le Tchad et a encore ajouté une provision 'expected credit loss' supplémentaire de 10 millions d'euros à charge du compte de résultats de 2018. L'évaluation des actifs financiers de CFE sur base du modèle des pertes estimées requiert de prendre en considération la valeur actualisée des pertes estimées si le débiteur s'avère défaillant. Les pertes estimées sont calculées à partir de la moyenne pondérée des pertes à encourir lors de plusieurs scénarios de survénance.

Private Banking

- Le risque de crédit de l'activité de leasing de la Banque J. Van Breda & C° est abordé dans la Note 16 Location-financement.

Real Estate & Senior Care

- L'activité de location-financement comprend la location à long terme par Leasinvest Real Estate des Archives de l'Etat à Bruges à la Régie des Bâtiments et un nombre limité de leasings immobiliers chez Extensa.
- Les autres créances concernent les avances accordées par Extensa à ses sociétés de projet immobilier.
- En ce qui concerne la description de la gestion du risque de crédit ci-dessus, tant chez Leasinvest Real Estate que chez Extensa, les réductions de valeur sur créances commerciales sont limitées. L'application par Leasinvest Real Estate d'un modèle 'Expected credit loss' simplifié a donné lieu à la constitution d'une provision générale de quatre mille euros.
- Chez Anima Care et HPA, la plupart des résidents paient par domiciliation, ce qui justifie le non-recours à un modèle 'Expected credit loss' simplifié.

AvH & Growth Capital et éliminations inter-groupe

- la consolidation intégrale d'Agidens
- les financements accordés par AvH & subholdings, notamment à Green Offshore dans le cadre du développement des parcs éoliens Rentel et Seamade, sont éliminés dans la consolidation.

3. Risque de taux de change

En raison du caractère international de ses activités et de l'exécution de contrats en devises étrangères, **DEME** est exposée aux devises et aux fluctuations de valeur de ces devises. **DEME** couvre généralement ces risques en ayant recours à des couvertures financières et des contrats à terme. Chez **CFE**, la plupart des activités se déroulent à l'intérieur de la zone euro et on s'efforce néanmoins de limiter l'exposition aux fluctuations de devises étrangères.

Rent-A-Port est surtout actif dans des pays extérieurs à la zone euro et le groupe est principalement exposé à l'USD étant donné que la plupart des contrats commerciaux sont conclus dans cette devise.

Le risque de taux de change de **Extensa Group** est assez limité dans la mesure où la majeure partie des activités se situe dans le BeLux, à l'exception des activités réduites d'Extensa en Turquie (risque lié à la livre turque) et en Roumanie (risque lié au RON).

Leasinvest Real Estate est active en Belgique, au Luxembourg et en Autriche et n'est, dès lors, pas sujette aux risques de change.

Le risque de taux de change de la **Banque J. Van Breda & C°** est limité puisque la banque est uniquement active en Belgique et, par la nature de sa clientèle, n'a pas de positions propres significatives en devises.

Etant exposé, par sa présence au niveau mondial, à un risque de change (limité) par rapport au dollar US et au franc suisse, **Agidens** maîtrise son risque de change en faisant en sorte que les charges et produits des différentes sociétés du groupe se fassent autant que possible dans une seule et même monnaie (couverture naturelle). Le cas échéant, un swap de devises est conclu avec des contreparties reconnues et réputées.

La stratégie d'**AvH** de se tourner vers les marchés émergents a conduit aux investissements en roupies indiennes (participation de 17,6% dans Sagar Cements et une souscription au fonds indien Healthquad). Le risque de change n'a pas été couvert, les investissements ayant un caractère long terme.

Les autres participations consolidées intégralement ne sont pas sujettes au risque de change, étant essentiellement actives dans la zone euro.

Plusieurs participations non consolidées intégralement, comme Delen Private Bank et SIPEF, mais aussi Manuchar, le Groupe Telemond et Turbo's Hoet Groep, entre autres, sont dans une large mesure actives en dehors de la zone euro. Le risque de change est suivi et contrôlé au niveau de la participation elle-même.

Le risque de taux de change de **Delen Private Bank** se limite aux participations en devises (JM Finn et dans une moindre mesure Delen Suisse). Le risque net sur le Livre Sterling est limité étant donné que l'impact d'une variation du taux de change sur les fonds propres de JM Finn est neutralisé par l'impact opposé sur l'engagement de liquidité envers les actionnaires minoritaires (9% du capital) de JM Finn. Chez **SIPEF**, la majeure partie des coûts est réalisée à l'étranger (Indonésie et Papouasie-Nouvelle-Guinée) tandis que les ventes se font en USD. Ceci est un risque structurel qui n'est pas couvert par l'entreprise et qui est donc considéré comme un risque général d'exploitation. Les risques transactionnels sont en général couverts par des délais de paiement courts et les écarts de conversion sont limités en alignant autant que possible la devise fonctionnelle et la monnaie de présentation. **Manuchar** est exposée aux risques de change entre l'USD et les monnaies locales des pays dans lesquelles elle prévoit des activités de distribution. Pour couvrir ces risques, les positions sont surveillées et des couvertures sont constituées si nécessaire. Le **Groupe Telemond** produit en Pologne tandis que les ventes sont réalisées dans la zone euro. Le risque de change qui en résulte n'est pas couvert et est considéré comme un risque général d'exploitation. **Turbo's Hoet Groep** enfin, a développé au fil des ans une forte présence en Europe orientale, plus particulièrement en Bulgarie, Roumanie, Russie et Biélorussie. Le groupe réalise son chiffre d'affaires dans ces marchés sur la base de la monnaie locale. Bien que Turbo's Hoet Groep tente de faire en sorte que les baisses éventuelles de la monnaie locale soient supportées par le client final, les conditions du marché ne le permettent pas toujours.

Les cours mentionnés ci-dessous ont été utilisés pour recalculer les bilans et les résultats des entités étrangères en euro :

1 euro = x devise	Cours de clôture	Cours moyen
Dollar australien	1,62	1,58
Livre sterling	0,90	0,89
Lev bulgare	1,96	1,96
Franc CFA	655,96	655,96
Forint hongrois	320,98	318,89
Roupie indienne	80,00	80,65
Dirahm marocain	10,94	11,08
Naira du Nigéria	416,29	425,60
Zloty polonais	4,30	4,26

	Cours de clôture	Cours moyen
Rial du Qatar	4,17	4,30
Leu roumain	4,66	4,65
Rouble russe	79,37	73,53
Dollar Singapour	1,56	1,59
Dinar tunisien	3,43	3,11
Lire turque	6,06	5,71
Dollar US	1,15	1,18
Dong vietnamien	28.464,57	27.115,75

4. Actifs financiers : at fair value through OCI or through P/L

(€ 1.000)	Immobilisations financières	Placements de trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente - exercice 2017		
Actifs financiers : solde d'ouverture de la juste valeur	113.043	621.408
Actifs financiers - valeur comptable	81.170	598.036
Actifs financiers - ajustements de la juste valeur	31.873	18.598
Actifs financiers - intérêts à recevoir		4.775
Acquisitions	12.818	215.302
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		2.222
Rendement actuariel		-3.294
Cessions (-)	-5.826	-361.767
Augmentations (diminutions) résultant d'ajustements de la juste valeur	1.612	-431
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)	-375	
Réductions de valeur reprises dans le compte de résultats (-)		9
Ecart de conversion		-3.253
Transferts (vers) d'autres rubriques	-18.937	
Autres augmentations (diminutions)		-2.315
Actifs financiers : solde de clôture de la juste valeur	102.335	467.882
Actifs financiers - valeur comptable	79.268	449.705
Actifs financiers - ajustements de la juste valeur	23.067	15.717
Actifs financiers - intérêts à recevoir		2.460

(€ 1.000)	Immobilisations financières	Placements de trésorerie
Actifs financiers : at fair value through OCI or through P/L - exercice 2018		
Actifs financiers : solde d'ouverture de la juste valeur	102.335	467.882
Actifs financiers - valeur comptable (disponible à la vente)	79.268	449.705
Actifs financiers - ajustements de la juste valeur	23.067	15.717
Actifs financiers - intérêts à recevoir		2.460
Acquisitions	22.834	380.329
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		
Rendement actuariel		-1.568
Cessions (-)	-4.041	-349.106
Augmentations (diminutions) résultant d'ajustements de la juste valeur (FVPL)	6.077	-3.098
Augmentations (diminutions) résultant d'ajustements de la juste valeur (FVOCI)		487
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)		
Ecart de conversion		960
Transferts (vers) d'autres rubriques	-13.688	
Autres augmentations (diminutions)	9	-1.466
Actifs financiers : solde de clôture de la juste valeur	113.526	494.420
Actifs financiers - valeur comptable (y incl. les ajustements cumulés de la juste valeur FVPL)	113.526	490.665
Actifs financiers - ajustements de la juste valeur (FVOCI)		2.805
Actifs financiers - intérêts à recevoir		950

La participation de Leasinvest Real Estate à l'augmentation de capital de Retail Estates pour un montant de 12,9 millions d'euros et l'achat par AvH, fin 2018, d'une participation de 2,45% dans EVS (7,4 millions d'euros) ont été les principaux investissements dans des participations non consolidées.

La vente de certificats immobiliers (Axxess Business Park) par Leasinvest Real Estate et d'une tranche supplémentaire de 3% de Cafés Rombouts par AvH expliquent les désin-

vestissements.

La variation positive de la juste valeur est presque entièrement liée à la participation de 10% dans Retail Estates qui, avec une valeur boursière de 91,8 millions d'euros, représente environ 80% des participations non consolidées totales d'AvH.

Le poste 'transfert' résulte de la première consolidation de la participation dans le parc éolien offshore Rentel par Green Offshore.

Les placements de trésorerie comprennent (€ 1.000) :	Nombre d'actions	Juste valeur
Portefeuille de placements de la Banque J.Van Breda & C°		457.129
Fonds gérés par Delen Private Bank		25.447
Ageas	278.284	10.937
Autres		908
		494.420

Les acquisitions et les cessions doivent être attribuées en grande partie à la Banque J.Van Breda & C° et concernent des opérations réalisées dans le cadre de son Asset & Liability Management (ALM).

Par secteur, la juste valeur des placements de trésorerie se répartit comme suit (€ 1.000) :	Juste valeur
Private Banking (Banque J.Van Breda & C°)	457.129
AvH & Growth Capital	37.175
Real Estate & Senior Care	113
Marine Engineering & Contracting	3
Energy & Resources	0
	494.420

Risque de crédit du portefeuille de placements de la Banque J.Van Breda & C°

Le profil de risque du portefeuille de placements est délibérément maintenu très bas depuis des années. Au niveau consolidé, le portefeuille de placements contenait, fin 2018, 94% d'obligations d'Etat (dont des obligations avec garantie d'Etat) avec au minimum un rating Aa3 (Moody), 5% d'obligations industrielles (y compris commercial paper) et moins de 1% d'actions et de private equity. Le portefeuille de placements ne contient pas d'obligations d'Etat du Portugal, d'Italie, d'Irlande, de Grèce, d'Espagne ou de Turquie.

Le cadre global d'investissement, qui fixe les instruments et les limites de placement, est approuvé chaque année par le conseil d'administration de la Banque J.Van Breda & C°. Le tableau ci-après donne la composition du portefeuille de placements selon le rating et l'échéance finale.

Composition du portefeuille de placements au 31/12/2018	Selon le rating	Selon la durée restante	
Obligations d'Etat Aaa	42,5%	2019	15,1%
Obligations d'Etat Aa1	30,7%	2020	21,8%
Obligations d'Etat Aa2	12,6%	2021	10,5%
Obligations d'Etat Aa3	8,5%	2022	14,6%
Obligations d'entreprise, commercial paper et autre	5,7%	2023	17,4%
		>2024	20,4%
		indéfini	0,2%

Note 13 : banques - créances sur établissements de crédit et clients

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2018	2017	2018	2017
I. Créances sur établissements de crédit				
Banques nationales	50.397	44.355	50.296	44.338
Banques étrangères	77.431	44.525	77.397	44.525
Total établissements de crédit	127.828	88.880	127.693	88.863
II. Prêts et créances sur les clients				
Effets de commerce et acceptations propres	0	0	0	0
Crédits d'investissements et financements	2.446.104	2.367.784	2.262.000	2.176.117
Variation de la juste valeur du portefeuille couvert (FV hedge)	12.085	3.952	12.085	3.952
Prêts hypothécaires	2.019.029	1.863.902	1.887.991	1.739.078
Crédits de fonctionnement	394.151	385.637	392.176	384.371
Autres	9.048	12.656	9.040	12.650
Total clients	4.880.417	4.633.931	4.563.292	4.316.168
III. Créances sur des banques centrales				
Banques centrales	359.683	308.038	359.683	308.038
Total banques centrales	359.683	308.038	359.683	308.038
Total créances sur établissements de crédits et clients	5.367.928	5.030.849	5.050.668	4.713.069

La consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° a pour conséquence la reprise de certaines créances et dettes bancaires spécifiques au bilan d'AvH. Ces rubriques ont été centralisées à des fins de transparence maximale.

Les prêts et créances sur clients comprennent :

- des crédits accordés par la Banque J.Van Breda & C° à des entrepreneurs familiaux et des titulaires de professions libérales, ainsi par la division Bank de Kremer aux particuliers et indépendants. Les nombreux entrepreneurs et titulaires de professions libérales qui sont devenus clients au cours des années précédentes, confient à la banque une part toujours croissante de leurs affaires bancaires ;
- des financements de véhicules accordés par la division Van Breda Car Finance.

Les bonnes prestations de la banque expliquent l'augmentation des prêts et créances sur clients.

Risque de crédit

Le portefeuille de crédits de la Banque J.Van Breda & C° est largement réparti à l'inté-

rieur du tissu économique local d'entreprises familiales et de professions libérales. La division Bank de Kremer s'adresse aux particuliers. La banque applique à cet effet des limites de concentration par secteur et des plafonds de crédit par relation. Le portefeuille de crédits de la division Van Breda Car Finance se compose de financements auto et de leasings financiers automobiles et se caractérise par une répartition très large. En affinant constamment les critères d'acceptation et en assurant un suivi proactif des débiteurs, ce portefeuille bénéficie lui aussi d'un profil de risque bas.

Le portefeuille de crédits est subdivisé en catégories de risques, chacune suivie d'une manière spécifique. Les crédits de la plus haute catégorie de risque font l'objet d'un rapport périodique au conseil d'administration de la Banque J.Van Breda & C°.

Les créances douteuses sont transmises au service Contentieux. En fonction de certains critères, ce transfert a lieu automatiquement lorsque certains événements surviennent auprès de clients, débiteurs ou cautions. Pour les crédits qui figurent dans la catégorie de risque la plus élevée et pour les créances qui deviennent douteuses, on évalue si une réduction de valeur doit être actée.

Rating interne par catégorie - Prêts et créances sur clients

(€ 1.000)	Stage 1		Stage 2		Stage 3	Total 2018	Total 2017
	Individual	Collective	Individual	Collective			
Performing							
Low risk	1.515.561		27.820	4.611		1.547.992	1.447.552
Medium risk	1.908.896		313.221	12.898		2.235.015	2.101.857
High risk	355.159		321.546	2.090		678.795	676.938
Overdue	34.240		24.487			58.727	48.487
Non-performing							
Submitted to write off					42.763	42.763	41.334
Total	3.813.856	0	687.074	19.599	42.763	4.563.292	4.316.168

Prêts et créances sur les clients - évolution en 2018

(€ 1.000)	Stage 1		Stage 2		Stage 3	Total
	Individual	Collective	Individual	Collective		
01/01/18	3.571.815	5.463	687.451	10.105	41.334	4.316.168
Recognition	1.135.046		148.571	4.384	6.095	1.294.096
Derecognition	-608.908	-217	-114.176		-8.680	-731.981
Repayments	-248.492		-56.801	-135	-9.289	-314.717
Transfers to stage 1	180.768		-180.600		-168	
Transfers to stage 2	-209.946	-5.246	211.578	5.246	-1.631	1
Transfers to stage 3	-6.408		-8.736		15.144	
Modifications	-18		-214		-43	-275
31/12/18	3.813.856	0	687.074	19.599	42.763	4.563.292

Réductions de valeur cumulées - prêts et créances sur les clients, hors bilan et FVOCI

(€ 1.000)	Stage 1		Stage 2		Stage 3	Total		
	Individual	Collective	Individual	Collective		Créances sur clients	location-financement	Total
01/01/2018	2.079	5	1.664	58	23.867	27.673	4.186	31.859
Recognition	2.555	6	1.050		1.916	5.527	429	5.956
Derecognition	-1.667		-866		-1.787	-4.320	-603	-4.923
Repayments	-568	-2	-411	-4		-985	-191	-1.176
Transfers to Stage 1	1.009		-1.000		-8	1		1
Transfers to Stage 2	-143	-9	373	9	-229	1		1
Transfers to Stage 3	-11		-106		118	1		1
Impact ECL by Stage Transfer	-746		981	50	2.741	3.026	1.289	4.315
Other credit risk	-90		84	-11	-849	-866	-385	-1.251
Modifications					-80	-80		-80
Model changes	7		39			46	-42	4
Write-offs					-1.233	-1.233		-1.233
Other adjustments								0
31/12/2018	2.425	0	1.808	102	24.456	28.791	4.683	33.474

⁽¹⁾ L'impact limité de l'Expected credit loss' sur le hors bilan et le portefeuille de placements FVOCI de la Banque J.Van Breda & C° permet de les intégrer dans le tableau ci-dessus.

Réductions de valeur prises en charges dans le compte de résultats 2018 (y incl. location-financement)

(€ 1.000)	Stage 1		Stage 2		Stage 3	Total
	Individual	Collective	Individual	Collective		
Placements de trésorerie (FVOCI)	3					3
Prêts et créances sur les clients et Location-financement	-488	5	-100	-34	-2.365	-2.982
Hors bilan	2		-18	-10	-5	-31
Total	-483	5	-118	-44	-2.370	-3.011

Note 14 : stocks et contrats de construction en cours

(€ 1.000)	2018	2017
I. Stocks, montant net	332.385	329.400
Valeurs comptables brutes	335.694	334.859
Matières premières et approvisionnements	42.443	41.423
Produits finis	0	0
Marchandises	558	454
Biens immobiliers destinés à la vente	240.132	280.157
Avances payées	52.562	12.824
Amortissements et autres pertes de valeur (-)	-3.310	-5.458
Réductions de valeur comptabilisées sur les stocks dans le compte de résultats au cours de l'exercice	-1.756	-401
Reprise de réductions de valeur comptabilisées sur les stocks dans le compte de résultats au cours de l'exercice	166	731
II. Contrats de construction		
Montant dû par les (aux) clients pour des contrats de construction, net	175.083	102.003
Montant dû par les clients pour des contrats de construction (y incl. créances commerciales)	465.516	290.058
Montant dû aux clients pour des contrats de construction (y incl. dettes commerciales) (-)	-290.433	-188.055
Contrats de construction à la date de clôture		
Montant des frais encourus plus les bénéfices moins les pertes comptabilisés	6.558.239	6.105.590
Montant des produits des contrats de construction	-6.383.157	-6.003.586
Avances reçues (CFE-DEME)	-179.358	-122.064
Montants retenus (CFE-DEME)	3.320	3.156

La rubrique 'Biens immobiliers destinés à la vente' est constituée principalement du portefeuille foncier d'Extensa et des projets de promotion immobilière de CFE.

Les contrats de construction de CFE, de DEME et d'Agidens sont évalués selon la méthode de 'Percentage of Completion', aboutissant à une reconnaissance de résultat au fur et à mesure de l'évolution des travaux. Les pertes prévues, par contre, sont immédiatement déduites des résultats. Les contrats de construction en cours de CFE-DEME vont générer dans les années à venir un chiffre d'affaires de 2.611 millions d'euros.

Les projets de promotion immobilière d'Extensa (principalement Tour&Taxis et Cloche d'Or Luxembourg) sont également repris dans cette rubrique, étant donné que la reconnaissance du résultat des entités vendues encore en cours de construction s'effectue aussi selon la méthode 'Percentage of Completion'.

La progression des travaux est déterminée sur base des coûts par rapport au coût total estimé du projet.

Note 15 : Intérêts minoritaires

(€ 1.000)	Intérêts minoritaires %		Intérêts minoritaires au bilan d'AvH		Part des tiers au résultat de l'exercice	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
I. Marine Engineering & Contracting						
CFE - DEME ⁽¹⁾	39,55%	39,60%	676.810	642.595	69.849	71.686
II. Private Banking						
Finaxis ⁽²⁾		21,25%		54.517		-252
Banque J.Van Breda & C°	21,25%	21,25%	116.096	81.215	9.055	8.378
Delen Investments (jusqu'au 30-09-2018) ⁽²⁾	21,25%	21,25%		120.755	18.578	24.879
III. Real Estate & Senior Care						
Leasinvest Real Estate	69,99%	69,99%	333.035	267.518	26.734	33.278
HPA	28,28%	28,28%	25.648	26.506	7.789	2.347
IV. AvH & Growth Capital						
Agidens	13,75%	13,75%	2.300	2.942	-689	-57
Autres ⁽³⁾			27.659	27.016	20.818	12.868
Total			1.181.549	1.223.064	152.134	153.128

⁽¹⁾ L'achat fin décembre 2018 de 12.000 actions CFE (0,05%) en bourse explique la légère baisse de l'intérêt minoritaire dans CFE - DEME. La part des tiers au résultat de l'exercice est calculée sur la base d'un intérêt minoritaire de 39,60%, alors qu'au niveau du bilan, un intérêt minoritaire de 39,55% au 31 décembre 2018 est appliqué.

⁽²⁾ En 2018 la structure de l'actionariat de Delen Private Bank et de la Banque J.Van Breda & C° a été simplifiée. AvH détient désormais une participation directe de 78,75% dans Delen Private Bank, reprise à partir de T4 2018 selon la méthode de mise en équivalence par l'intermédiaire de la filiale à 100% FinAx, au lieu d'une structure de holding commune, Finaxis, corrigé d'un intérêt minoritaire de 21,25%.

⁽³⁾ Le projet de développement résidentiel à Cloche d'Or Luxembourg (Extensa 50%), mené à bien avec succès, explique le solde de la part des tiers au résultat, qui a été en grande partie distribué en 2018.

Compte de résultats résumé - 2018

(€ 1.000)	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Chiffre d'affaires	3.640.627	143.759		56.209	120.284	82.550
Résultat opérationnel	213.075	53.004		43.147	36.066	-4.169
Résultat financier	-8.488			-4.634	-4.273	-462
Résultat avant impôts	218.756	53.724		38.513	31.792	-4.631
Résultat de l'exercice	169.207	42.260		38.194	29.278	-5.012
Au niveau de l'entreprise	169.207	42.260		38.194	29.278	-5.012
- Part des tiers	-2.323	95			-682	
- Part du groupe	171.530	42.165		38.194	29.960	-5.012
Au niveau d'AvH ⁽¹⁾	179.921	42.260		38.606	29.278	-5.012
- Part des tiers	69.849	9.055		26.734	7.789	-689
- Part du groupe	110.072	33.205		11.873	21.489	-4.323

⁽¹⁾ Y compris un nombre limité de retraitements de consolidation

Compte de résultats résumé - 2017

(€ 1.000)	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Chiffre d'affaires	3.066.525	141.380	366.912	56.892	114.114	71.255
Résultat opérationnel	267.157	56.128	152.478	60.115	9.047	-160
Résultat financier	-22.266			-11.963	-5.627	-360
Résultat avant impôts	227.181	57.640	152.478	48.152	3.421	-520
Résultat de l'exercice	178.751	39.154	108.220	47.545	7.445	-414
Au niveau de l'entreprise	178.751	39.154	108.220	47.545	7.445	-414
- Part des tiers	-1.691	73	2.384		395	
- Part du groupe	180.442	39.081	105.836	47.545	7.051	-414
Au niveau d'AvH ⁽¹⁾	183.599	39.154	108.220	48.168	7.445	-414
- Part des tiers	71.686	8.378	24.879	33.278	2.347	-57
- Part du groupe	111.913	30.776	83.341	14.889	5.098	-357

⁽¹⁾ Y compris un nombre limité de retraitements de consolidation

Etat résumé des résultats réalisés et non-réalisés - 2018

(€ 1.000)	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Au niveau de l'entreprise	164.768	42.265		35.981	28.854	-4.664
Résultat de l'exercice	169.207	42.260		38.194	29.278	-5.012
- Part des tiers	-2.323	95		0	-682	0
- Part du groupe	171.530	42.165		38.194	29.960	-5.012
Résultat non-réalisés	-4.439	5		-2.213	-424	348
- Part des tiers	-188				0	
- Part du groupe	-4.251	5		-2.213	-424	348
Au niveau d'AvH	175.482	42.265		36.393	28.854	-4.664
Résultat de l'exercice	179.921	42.260		38.606	29.278	-5.012
- Part des tiers	69.849	9.055		26.734	7.789	-689
- Part du groupe	110.072	33.205		11.873	21.489	-4.323
Résultat non-réalisés	-4.439	5		-2.213	-424	348
- Part des tiers	-1.849	1		-1.549	-120	48
- Part du groupe	-2.590	4		-664	-304	300

Etat résumé des résultats réalisés et non-réalisés - 2017

(€ 1.000)	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Au niveau de l'entreprise	173.268	36.671	106.570	51.344	7.717	-742
Résultat de l'exercice	178.751	39.154	108.220	47.545	7.445	-414
- Part des tiers	-1.691	73	2.384	0	395	0
- Part du groupe	180.442	39.081	105.836	47.545	7.051	-414
Résultat non-réalisés	-5.483	-2.483	-1.650	3.799	272	-328
- Part des tiers	188				0	
- Part du groupe	-5.671	-2.483	-1.650	3.799	272	-328
Au niveau d'AvH	178.116	36.671	106.570	51.967	7.717	-742
Résultat de l'exercice	183.599	39.154	108.220	48.168	7.445	-414
- Part des tiers	71.686	8.378	24.879	33.278	2.347	-57
- Part du groupe	111.913	30.776	83.341	14.889	5.098	-357
Résultat non-réalisés	-5.483	-2.483	-1.650	3.799	272	-328
- Part des tiers	-2.053	-528	-351	2.662	76	-45
- Part du groupe	-3.430	-1.955	-1.300	1.138	196	-283

Bilan résumé - 2018

(€ 1.000)	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Actifs non-courants	3.089.849	3.834.929		1.116.270	189.304	20.188
Actifs courants	1.859.102	1.985.090		39.837	50.781	27.751
Passifs à long terme	913.562	695.779		385.013	110.496	7.026
Passifs à court terme	2.300.538	4.574.298		295.283	46.541	24.189
Capitaux propres	1.734.851	549.942		475.811	83.048	16.725
- Part du groupe	1.720.878	549.800		475.811	80.029	16.725
- Intérêts minoritaires	13.973	142		0	3.019	
Dividende distribué aux intérêts minoritaires	-24.060	-5.815		-17.284	-298	0

Bilan résumé - 2017

(€ 1.000)	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Actifs non-courants	2.815.451	3.597.084	325.167	979.104	331.884	19.114
Actifs courants	1.831.442	1.827.555	2.275.910	20.189	20.775	32.779
Passifs à long terme	875.532	672.307	114.475	384.626	225.755	1.820
Passifs à court terme	2.115.036	4.213.494	1.806.919	232.461	42.964	28.594
Capitaux propres	1.656.325	538.838	679.683	382.206	83.940	21.480
- Part du groupe	1.641.904	538.718	678.792	382.206	80.076	21.480
- Intérêts minoritaires	14.421	120	891	0	3.864	
Dividende distribué aux intérêts minoritaires	-21.554	-3.729	-9.860	-16.938	-135	-109

Note 16 : location-financement et location simple

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2018	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2017
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
I. Bailleur - location-financement								
Investissements bruts dans les contrats de location	69.965	174.410	32.684	277.059	60.470	155.537	38.101	254.107
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	62.311	160.199	18.773	241.283	53.411	141.275	19.490	214.176
Produits financiers non acquis				35.776				39.931
Valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables				4.028				3.641
Débiteurs de location-financement	2.056			2.056	1.728			1.728

Via sa division Van Breda Car Finance, la Banque J.Van Breda & C° est active dans le secteur du financement et du leasing financier automobile. Conformément à l'IFRS 9 Instruments financiers, vous trouverez ci-dessous des informations complémentaires sur

l'Expected credit loss. D'autre part, Extensa détient en portefeuille un nombre limité de leasings immobiliers et la location à long terme par Leasinvest Real Estate des Archives de l'Etat à Bruges à la Régie des Bâtiments est reprise dans ce poste du bilan.

Location-financement Banque J.Van Breda & C° - rating interne par catégorie

(€ 1.000)	Stage 1		Stage 2		Stage 3	Total 2018	Total 2017
	Individual	Collective	Individual	Collective			
Performing							
Low risk	211.854					211.854	184.571
Medium risk						0	0
High risk	970					970	708
Overdue	5.420		1.231			6.651	6.629
Non-performing							
Submitted to write off					1.082	1.082	689
Total	218.244	0	1.231	0	1.082	220.557	192.597

Location-financement Banque J.Van Breda & C° - évolution en 2018

(€ 1.000)	Stage 1		Stage 2		Stage 3	Total
	Individual	Collective	Individual	Collective		
01/01/18	190.043	0	1.865	0	689	192.597
Recognition	93.326		427		331	94.084
Derecognition	-24.830		-529		-243	-25.602
Repayments	-37.538		-304		-2.680	-40.522
Transfers to stage 1	664		-648		-16	0
Transfers to stage 2	-796		796			0
Transfers to stage 3	-2.624		-377		3.001	0
Modifications						0
31/12/18	218.244	0	1.231	0	1.082	220.557

Location-financement Banque J.Van Breda & C° - réductions de valeur cumulées

(€ 1.000)	Stage 1		Stage 2		Stage 3	Total
	Individual	Collective	Individual	Collective		
01/01/2018	440	0	105	0	3.641	4.186
Recognition	337		16		76	429
Derecognition	-32		-8		-563	-603
Repayments	-176		-15			-191
Transfers to Stage 1	199		-146		-53	0
Transfers to Stage 2	-9		9			0
Transfers to Stage 3	-7		-77		84	0
Impact ECL by Stage Transfer	-184		199		1.274	1.289
Other credit risk	45		1		-431	-385
Modifications			0			0
Model changes	-37		-5			-42
Write-offs						0
Other adjustments						0
31/12/2018	576	0	79	0	4.028	4.683

Nous renvoyons à la Note 13. Banques : créances sur établissements de crédit et clients et au tableau (p. 178-179) des réductions de valeur cumulées de la Banque J.Van Breda & C°, dans lequel

est repris le tableau susmentionné concernant la location-financement. Vous y trouverez également le lien avec les réductions de valeur imputées au compte de résultats en 2018.

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2018	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2017
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
II. Preneur - location-financement								
Paielements minimaux futurs au titre de la location - total	11.253	32.493	28.497	72.243	17.323	59.894	18.004	95.221
Paielements minimaux futurs au titre de la location - intérêts (-)	-1.328	-3.660	-3.403	-8.391	-2.093	-10.738	-1.013	-13.844
Paielements minimaux futurs au titre de la location - valeurs actualisées	9.925	28.833	25.094	63.851	15.230	49.156	16.991	81.377
Allocation des dettes de contrats de location-financement vers les actifs : terrains et constructions				24.654				35.092
Installations, machines & outillage				37.623				44.848
Mobilier et matériel roulant				1.575				1.438

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2018	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2017
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
III. Preneur - location simple								
Paielements futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables	27.126	52.729	53.027	132.882	12.689	15.487	10.326	38.502
Paielements de location et de sous-location comptabilisés dans les résultats				44.158				15.092

Les dettes de location-financement portent notamment sur des navires de DEME (Charlemagne et Victor Horta) et sur des bâtiments chez CFE et Patrimoine & Santé

Expansion. La baisse des dettes de location-financement résulte de la vente par HPA d'une partie de son immobilier.

Note 17 : provisions

(€ 1.000)	Provisions pour garanties	Provisions pour procédures juridiques	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructurations	Provisions pour obligations contractuelles	Autres provisions	
							Total
Provisions - exercice 2017							
Provisions, solde d'ouverture	19.801	14.182	0	3.952	245	105.674	143.854
Provisions supplémentaires	2.255	12.141		395		19.747	34.538
Augmentation des provisions existantes	598	1			120	869	1.588
Augmentation lors d'un regroupement d'entreprises		46				779	825
Montants utilisés (-)	-6.401	-7.318		-2.847		-12.207	-28.772
Montants non utilisés repris (-)	-41	10				-2.351	-2.382
Diminutions à la suite de cessions d'entreprises (-)							0
Ecart de conversion	-32	-89				132	11
Transferts (vers) d'autres rubriques	-126			-1.018		-3.339	-4.483
Autres augmentations (diminutions)	369						369
Provisions, solde de clôture	16.423	18.975	0	481	365	109.304	145.547

(€ 1.000)	Provisions pour garanties	Provisions pour procédures juridiques	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructurations	Provisions pour obligations contractuelles	Autres provisions	
							Total
Provisions - exercice 2018							
Provisions, solde d'ouverture	16.423	18.975	0	481	365	109.304	145.547
Provisions supplémentaires	2.521	1.727		27	2.278	623	7.176
Augmentation des provisions existantes	43	17		-220	99	720	659
Augmentation lors d'un regroupement d'entreprises						406	406
Montants utilisés (-)	-1.800	-9.561		-1.260	-192	-3.346	-16.158
Montants non utilisés repris (-)		-68			-173	-15.425	-15.665
Diminutions à la suite de cessions d'entreprises (-)		-50					-50
Ecart de conversion	-88	-139				-87	-313
Transferts (vers) d'autres rubriques	-2	-3.985		2.573	6.550	3.265	8.401
Autres augmentations (diminutions)	473					331	804
Provisions, solde de clôture	17.570	6.917	0	1.601	8.927	95.792	130.807

L'acquisition du contrôle sur CFE fin 2013 a entraîné l'inscription d'un passif éventuel pour risques potentiels de 60,3 millions d'euros en relation avec les activités de construction et de promotion immobilière de CFE. Au cours des années 2014-2017, 16,0 millions d'euros (part du groupe 9,7 millions d'euros) ont été repris dans la mesure où les risques correspondants chez CFE soit ont disparu, soit ont été exprimés dans les comptes de CFE elle-même. En 2018, ce montant a encore été réduit de 15,4 millions d'euros (part du groupe 9,3 millions d'euros).

Les autres évolutions sont attribuables pour l'essentiel à des variations dans les comptes de CFE.

Les 'Autres provisions' comprennent par ailleurs des provisions pour valeurs de mise en équivalence négatives à concurrence de 25,1 millions d'euros.

Note 18 : dettes financières

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 2018	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 2017
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
I. Dettes financières								
Emprunts bancaires	214.864	987.221	133.083	1.335.169	163.833	686.887	190.583	1.041.303
Emprunts obligataires	275.826	79.325	64.031	419.182	99.959	399.655	35.672	535.285
Emprunts subordonnés	4.580	18.916	0	23.497	0	5.354	0	5.354
Contrats de location-financement	9.924	31.085	22.842	63.851	15.230	38.297	27.850	81.377
Autres dettes financières	167.724	2.058	1.642	171.424	220.445	1.911	1.969	224.325
Total	672.919	1.118.606	221.598	2.013.123	499.467	1.132.103	256.074	1.887.644

Risque de liquidité

Les dettes financières, après élimination intragroupe, proviennent des secteurs suivants :

	CT	LT
Marine Engineering & Contracting	357.997	703.997
Real Estate & Senior Care	296.612	647.804
Energy & Resources	0	0
AvH & Growth Capital	25.679	5.808
Intragroupe	-7.367	-17.405
Total	672.919	1.340.204

Le risque de liquidité de **DEME** est limité en répartissant les financements entre différentes banques, et de préférence à long terme. DEME dispose d'importantes lignes de crédit et de garantie auprès d'un grand nombre de banques internationales. Dans les contrats de crédit auprès des banques concernées, des ratios (covenants) déterminés ont été convenus et doivent être respectés par DEME, ce qui était le cas à la fin de l'année 2018. Elle dispose en outre d'un programme 'commercial paper' pour les besoins financiers à court terme. Les investissements de DEME portent principalement sur du matériel qui a une longue durée de vie et qui est amorti sur plusieurs années. DEME veille par conséquent à structurer une partie importante de ses dettes sur le long terme. Par ailleurs, pour diversifier ses sources de financement, DEME a émis en janvier 2013 un emprunt obligataire pour 200 millions d'euros. Cet emprunt a été placé auprès d'un groupe diversifié d'investisseurs (principalement privés). DEME a remboursé cet emprunt obligataire à l'échéance, en février 2019.

CFE a également procédé, le 21 juin 2012, à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 100 millions d'euros. Le 21 juin 2018, CFE a procédé au remboursement de cet emprunt obligataire de 100 millions d'euros qui arrivait à échéance. Le refinancement a été réalisé par le biais de lignes de crédit bilatérales confirmées pour un montant global de 160 millions d'euros (échéance 2023) dont 130 millions d'euros ont été tirés au 31 décembre 2018. En fin d'exercice, CFE a également mis en place un programme de billets de trésorerie de 50 millions d'euros. Les premières émissions ont eu lieu début 2019.

Le groupe **Rent-A-Port** est principalement financé par des fonds propres et par des prêts d'actionnaires. Infra Asia Investment Fund, une participation de 50% de Rent-A-Port reprise par la méthode de mise en équivalence, a émis en 2016 une obligation ('non-recourse') d'une valeur de 29,2 millions d'euros + 1,8 million USD pour le financement des activités au Vietnam. Cette obligation est remboursable après 7 ans.

Leasinvest Real Estate et **Extensa Group** disposent auprès de leurs banques des facilités de crédit à long terme et des lignes de backup nécessaires pour leur commercial paper afin de couvrir les besoins d'investissement actuels et futurs. Du fait de ces facilités de crédit et lignes de backup, le risque de financement est couvert. Le risque de liquidité est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes contreparties financières et en faisant appel à diverses sources de financement, et d'autre part en diversifiant les dates d'échéance. Le recours à des sources de financement diverses s'est déjà concrétisé, en 2013, par le placement réussi d'un emprunt obligataire public et privé par **Leasinvest Real Estate** pour un montant, respectivement, de 75 millions d'euros et 20 millions d'euros, ceci pour une durée respective de 6 et 7 ans. La durée moyenne des financements chez Leasinvest Real Estate s'établissait fin 2018 à 3,1 ans (contre 3,3 ans fin 2017).

En 2017, **Extensa Group** a placé un emprunt obligataire de 75 millions d'euros échéant en 2020 et 2022, ce qui réduit la dépendance à l'égard du financement bancaire.

L'expansion d'**Anima Care** via l'acquisition de résidences existantes et la construction de nouvelles maisons de repos est financée via augmentations de capital et/ou par le fi-

nancement externe. Dans le financement des projets, il est tenu compte du "cash drain" pendant la phase de démarrage. **Residalya** dispose de lignes de crédit bilatérales pour le financement d'exploitations et d'investissements. Les activités immobilières de **Patrimoine & Santé Expansion** sont financées au moyen d'emprunts à long terme, avec des durées de 15 à 25 ans. La dette financière nette de HPA a été réduite de plus de moitié grâce à la vente de l'immobilier de 14 résidences à l'Acadé Santé et en dépit d'une réduction de capital de 30 millions d'euros.

Les dettes financières dans le segment AvH & Growth Capital doivent être imputées à la dette d'**Agidens** portant sur le bâtiment principal et aux dettes financières à court terme d'**AvH & subholdings**, principalement le commercial paper émis par AvH. AvH dispose de lignes de crédit confirmées, réparties entre différentes banques, qui dépassent largement le commercial paper émis.

Plusieurs sociétés intégralement consolidées ont convenu de certains ratios (covenants) dans leurs contrats de crédit et ceux-ci ont été respectés au 31 décembre 2018.

(€ 1.000)	2018	2017
II. Dettes (ou partie des dettes) garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs des entreprises comprises dans la consolidation		
Emprunts bancaires	273.123	343.392
Contrats de location-financement	0	0
Autres dettes financières	0	0
Total	273.123	343.392

Note 19 : banques - dettes envers des établissements de crédit, clients & titres

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2018	2017	2018	2017
I. Dettes envers des établissements de crédit				
Dépôts à vue	10.258	9.866	10.258	9.866
Dépôts à terme fixe	17.342	17.336	17.317	17.309
Contrats de rachat (repo)				
Autres dépôts		243		243
Intérêts à payer	59	40	59	40
Total	27.659	27.485	27.634	27.458
II. Dettes envers des clients				
Dépôts à vue	2.565.151	2.345.161	2.565.151	2.345.161
Dépôts à terme fixe	1.340.514	1.334.314	1.322.504	1.311.918
Dépôts spéciaux	46.529	44.915	46.529	44.915
Dépôts d'épargne réglementés	875.571	778.623	875.571	778.623
Autres dépôts	10.877	15.869	10.874	15.864
Système de protection des dépôts				
Intérêts à payer	6.445	9.032	6.445	9.032
Total	4.845.087	4.527.914	4.827.074	4.505.513
III. Dettes représentées par un titre				
Certificats de dépôts	275.467	253.324	275.208	253.114
Bons de caisse				
Emprunts obligataires non convertibles				
Intérêts à payer				
Total	275.467	253.324	275.208	253.114
IV. Dettes subordonnées				
Dettes subordonnées	107.351	64.675	89.065	59.115
Intérêts à payer	1.180	1.150	1.180	1.150
Total	108.531	65.825	90.245	60.265
Total des dettes envers des établissements de crédit, clients et titres	5.256.744	4.874.548	5.220.161	4.846.350

La consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° explique la reprise dans le bilan d'AvH des créances et dettes bancaires spécifiques. Ces rubriques sont regroupées à des fins de transparence maximale.

Risque de liquidité Banque J.Van Breda & C°

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne dispose pas des moyens suffisants ou ne puisse pas libérer assez rapidement et à un prix acceptable les moyens nécessaires pour satisfaire à ses engagements directs. Les activités de banque commerciale sont la principale source de risque de liquidité. Les sources de financement d'une banque ont, traditionnellement, une durée plus courte que les actifs financés, ce qui crée un décalage au niveau des échéances. La gestion des liquidités de la Banque J.Van Breda & C° assure le suivi de ce décalage et établit une stratégie de financement pour le réduire, dans le respect des directives qui sont fixées dans un cadre de contrôle des liquidités. Dans ce domaine également, la banque vise un profil de risque délibérément bas. La Banque J.Van Breda & C° conserve un matelas de liquidités conséquent et de qualité pour pouvoir faire face aux fluctuations dans la trésorerie. Ce matelas s'élève à 891 millions d'euros et se compose principalement des liquidités placées auprès de la BCE et d'un portefeuille obligataire très liquide.

Le mix de financement de la banque est très stable et la principale source de financement est constituée par les dépôts des clients du groupe-cible. Ces clients utilisent la banque pour leurs placements et pour leur fonctionnement quotidien. La banque surveille aussi de très près le ratio crédits/dépôts et applique des limites strictes pour ce rapport entre le portefeuille de crédits de clients et les dépôts de clients. Fin 2018, ce ratio était de

98,6%. La dépendance de financement institutionnel externe est limitée à un minimum et ne dépasse pas 5,9% du total du bilan en 2018. En novembre 2018, il a été procédé au placement d'une obligation subordonnée dans le cadre du programme EMTN de la banque. Un montant de 40 millions d'euros a été levé dans le but de diversifier les fonds propres prudentiels.

Dans la réglementation Bâle III et la directive CRR/CRD IV, deux nouveaux ratios de liquidité ont été introduits :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) est un critère pour la position de liquidité dans un scénario de crise aiguë pendant 30 jours. Les institutions doivent disposer à cet effet de liquidités suffisantes et de qualité. Le législateur impose une limite de 100% minimum.
- Le NSFR (Net Stable Funding Ratio) établit le rapport entre le financement stable disponible et le financement stable requis sur un horizon d'un an. Le législateur impose une limite de 100% minimum à partir de 2018. A l'heure actuelle, toutefois, il n'y a pas encore d'implémentation européenne.

Fin 2018, ces ratios étaient respectivement de 146% et 124%. Ces deux ratios dépassent largement le seuil de 100% qui est imposé par l'autorité de surveillance.

Le risque de liquidité est surveillé en permanence par une gestion de trésorerie proactive, à l'intérieur des lignes directrices du cadre "Asset & Liability Management" et du cadre d'investissement. Pour la gestion de ses liquidités, la banque a notamment recours à des rapports d'écart de liquidité, des analyses de ratios et des prévisions de volumes à court et long terme.

Le tableau ci-après illustre les éléments de l'actif et du passif regroupés par période d'échéances.

(€ 1.000)	≤ 1 mois	1-3 mois	3-12 mois	1-5 ans	5-10 ans	> 10 ans	Indéfini
31/12/2018							
Actifs	816.000	173.000	686.000	2.256.000	1.252.000	558.000	46.000
Passifs	-230.000	-189.000	-2.114.000	-2.650.000	-56.000	0	-51.000
Produits dérivés	-1.000	-1.000	-6.000	-15.000	8.000	2.000	0
Ecart de liquidité	585.000	-17.000	-1.434.000	-409.000	1.204.000	560.000	-5.000
31/12/2017							
Actifs	797.000	170.000	632.000	2.123.000	1.140.000	492.000	37.000
Passifs	-218.000	-263.000	-1.913.000	-2.449.000	-23.000	0	-50.000
Produits dérivés	-1.000	-1.000	-5.000	-9.000	8.000	2.000	0
Ecart de liquidité	578.000	-94.000	-1.286.000	-335.000	1.125.000	494.000	-13.000

Le tableau ci-dessus tient compte d'hypothèses internes pour les dépôts sans échéance.

Note 20 : instruments financiers

Risque de taux d'intérêt de la Banque J. Van Breda & C°

Le risque de taux d'intérêt peut être défini comme la mesure dans laquelle les résultats ou la valeur d'une transaction financière sont influencés par une variation des taux d'intérêt du marché. Appliqué à une institution financière, le risque de taux d'intérêt est la mesure dans laquelle les revenus (d'intérêts) et/ou la valeur de marché de cette institution courent le risque de subir des effets néfastes suite à une variation des taux d'intérêt du marché.

La banque choisit de maintenir le risque de taux d'intérêt à un niveau relativement bas :

- Pour corriger le décalage, la banque fait appel à des instruments de couverture. Ceci prend la forme d'une combinaison de swaps de taux d'intérêt (les engagements variables de taux d'intérêt étant convertis en engagements fixes) et d'options (offrant par exemple une protection contre une hausse des taux au-delà de certains niveaux).
- La sensibilité des capitaux propres est l'exposition de la valeur économique de l'entreprise aux variations de taux d'intérêt défavorables. La sensibilité des revenus est

(€ 1.000)	sensibilité des revenus	sensibilité patrimoniale
Dépôts à vue insensibles aux taux	60 mois	
Dépôts à vue sensibles aux taux	1 jour	
Dépôts à vue semi-sensibles aux taux	6 mois	2 ans
Dépôts d'épargne réglementés	6 mois	2 ans

Dans l'analyse de la répartition de l'actif et du passif par échéance, les produits financiers au bilan tout comme les produits financiers hors bilan sont répartis entre les différents

(€ 1.000)	≤ 1 mois	1-3 mois	3-12 mois	1-5 ans	5-10 ans	> 10 ans	Indéfini
31/12/2018							
Actifs	932.000	422.000	942.000	2.293.000	769.000	375.000	52.000
Passifs	-220.000	-188.000	-3.523.000	-1.291.000	-16.000	0	-39.000
Produits dérivés	280.000	520.000	-20.000	-215.000	-415.000	-150.000	0
Ecart	992.000	754.000	-2.601.000	787.000	338.000	225.000	13.000

31/12/2017							
Actifs	908.000	422.000	836.000	2.159.000	693.000	323.000	47.000
Passifs	-203.000	-261.000	-3.201.000	-1.167.000	-23.000	0	-42.000
Produits dérivés	232.000	409.000	-10.000	-185.000	-325.000	-120.000	0
Ecart	937.000	570.000	-2.375.000	807.000	345.000	203.000	5.000

Risque d'intérêt des autres participations intégralement consolidées

La gestion du risque de taux au sein du groupe **CFE** s'effectue en fonction de l'activité. Les activités de Contracting se caractérisent par un excédent de trésorerie, venant compenser partiellement les engagements immobiliers. La gestion en est majoritairement centralisée dans le cadre du cash pooling. **DEME** est confrontée à d'importants financements dans le cadre d'investissements dans sa flotte. Pour atteindre un équilibre optimal entre les coûts de financement et la volatilité des résultats financiers, DEME a recours aux swaps de taux d'intérêt.

Le groupe **Rent-A-Port** est principalement financé par des fonds propres et par des prêts d'actionnaires, si bien que le risque de taux n'a, par définition, aucun impact significatif sur les états financiers consolidés d'AvH. Infra Asia Investment Fund, une participation de 50% de Rent-A-Port reprise par la méthode de mise en équivalence, a émis en 2016 une obligation ('non-recourse') d'une valeur de 29,2 millions d'euros + 1,8 million USD pour le financement des activités au Vietnam. Cette obligation est remboursable après 7 ans et porte un taux d'intérêt fixe. En vue de couvrir le risque de change (USD) à la fois sur les flux de capitaux et d'intérêts, un swap de devises ayant qualité d'instrument de couverture de flux de trésorerie a été conclu.

l'exposition des revenus (d'intérêts) de l'institution à ces mêmes variations de taux d'intérêt défavorables. L'intensité de cette exposition s'exprime à travers le 'duration gap'. Nous entendons par là la différence entre la durée de tous les actifs et la durée de tous les passifs (décalage), la durée étant la moyenne pondérée des durées d'un ensemble de valeurs à rendement fixe.

La sensibilité aux taux d'intérêt des capitaux propres et des revenus d'intérêts est surveillée à l'aide d'analyses de scénarios avec des conditions de marchés variables, qui permettent d'évaluer l'impact de scénarios de crise. Cette sensibilité du capital et des revenus est calculée au moyen de la méthodologie 'basis-point-value' qui indique la variation de valeur du portefeuille en cas d'augmentation des taux d'intérêt sur l'ensemble de la courbe. Pour la sensibilité aux taux d'intérêt de produits sans date d'échéance, les hypothèses telles qu'elles sont décrites par la Banque Nationale de Belgique (BNB) sont retenues. Celles-ci sont vérifiées périodiquement. Les hypothèses n'ont pas changé par rapport à 2017.

Toutes les limites de risque de taux d'intérêt ont été largement respectées durant l'année 2018.

Impact d'une hausse du taux d'intérêt parallèle de 100 points de base (1%) :	2018	2017
Le résultat d'intérêt (sensibilité des revenus)	355	-680
La juste valeur des capitaux propres (sensibilité patrimoniale) (= BPV)	-17.600	-22.975

intervalles de temps en fonction de la date d'échéance. Ceci rend visible l'écart entre les échéances ('gap' ou 'mismatch') qui peut exister pour la banque.

La politique de couverture de **Leasinvest Real Estate** est destinée à garantir le risque de taux d'intérêt à raison d'environ 75% des dettes financières pour une période de 4 à 5 ans et d'environ 50% pour les 5 années suivantes. Etant donné que le financement de la dette de Leasinvest Real Estate fin 2018 est basé sur un taux d'intérêt flottant, le risque est réel qu'en cas de hausse des taux d'intérêt, les frais de financement augmentent. Ce risque d'intérêt est principalement couvert par des interest rate swaps. Les dates d'échéance des couvertures d'intérêts se situent entre 2019 et 2027. La durée s'élève à 5,35 ans fin 2018 (5,15 ans fin 2017).

La politique de couverture à 50% d'**Extensa** a été maintenue en 2018, grâce entre autres à l'obligation de 75 millions d'euros placée par Extensa (en 2017).

Anima Care couvre son risque de taux d'intérêt en contractant au maximum des emprunts avec un taux d'intérêt fixe. A la fin 2018, le solde des emprunts avec un taux d'intérêt variable s'élève à 12% de la dette financière totale. Les dettes financières de **Residalysa** sont, pour la majorité, à taux d'intérêt fixes ou couvertes. Celles de **Patrimoine et Santé Expansion**, sont constituées d'une part de taux fixe ou couverts, et d'autre part de taux liés au Livret A (fixé par l'Etat), donc d'une grande stabilité.

Les dettes financières du segment **AvH & Growth Capital** comprennent le 'commercial paper' émis par AvH (24,0 millions d'euros) et la dette contractée par Agidens pour l'acquisition du siège central. A la fin de l'année 2018, il n'y avait aucun instrument de couverture des taux d'intérêt en cours.

Analyse de sensibilité pour le risque d'intérêt

Une augmentation de l'Euribor de 50 points de base entraînerait une hausse des charges d'intérêt de 5,2 millions d'euros (CFE-DEME), de 0,3 million d'euros (Extensa), de 0,6 million d'euros (Leasinvest Real Estate), de 0,1 million d'euros (Anima Care), de 0,2 million d'euros (HPA) et de 0,1 million d'euros (AvH & subholdings). Ceci ne tient toutefois pas compte des impacts que l'on retrouverait à l'actif.

(€ 1.000)	Montant notionnel 2018	Valeur comptable 2018	Montant notionnel 2017	Valeur comptable 2017
I. Couverture du risque de taux d'intérêt				
Actifs				
Couverture de la juste valeur - Banque J.Van Breda & C°	50.000	1.281	275.000	3.650
Couverture du flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture qui ne répondent pas aux conditions pour la couverture de flux de trésorerie	35.000	696	95.000	1.078
Intérêts à recevoir	0	0	0	1
Total		1.977		4.729
Passifs				
Couverture de la juste valeur - Banque J.Van Breda & C°	760.000	-14.184	353.273	-8.625
Couverture du flux de trésorerie	1.229.860	-43.507	1.063.998	-43.115
Instruments de couverture qui ne répondent pas aux conditions pour la couverture de flux de trésorerie	273.700	-1.638	21.200	-363
Intérêts à payer	0	-787	0	-621
Total		-60.117		-52.724
II. Couverture du risque de change				
Actifs	87.439	474	58.135	5.370
Passifs	291.996	-5.350	211.949	-657
		-4.877		4.713
III. Risques liés aux matières premières				
Actifs		0		103
Passifs		-6.305		-5.421
		-6.305		-5.318
Réconciliation au bilan consolidé				
		A l'actif		A l'actif
Instruments financiers dérivés à plus d'un an		2.000		5.649
Instruments financiers dérivés à un an au plus		451		4.553
		2.451		10.202
		Au passif		Au passif
Instruments financiers dérivés à plus d'un an		-59.203		-50.397
Instruments financiers dérivés à un an au plus		-12.569		-8.405
		-71.772		-58.802

Le **risque de taux d'intérêt** de la Banque J.Van Breda & C° et des autres participations consolidées intégralement est décrit à la page 188.

Pour une description du **risque de change**, nous renvoyons à la page 175. Les instruments financiers visant à couvrir ce risque relèvent principalement des participations consolidées intégralement DEME et Banque J.Van Breda & C°. Les positions en devises prises par la

Banque J.Van Breda & C° via des opérations de change à terme découlent des activités de ses clients. La banque couvre les positions ouvertes de manière interbancaire, si bien qu'aucun risque de change significatif ne peut survenir.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des instruments financiers utilisés dans ce contexte chez DEME :

(€ 1.000)	Montant notionnel						Juste valeur					
	USD	SGD Singapour Dollar	AUD Dollar australien	PLN Zloty polonais	Autres	Total	USD	SGD Singapour Dollar	AUD Dollar australien	PLN Zloty polonais	Autres	Total
Achats à terme	44.551	16.275	12.953	0	7.599	81.378	-41	54	-34	0	-15	-36
Ventes à terme	169.927	19.682	0	72.293	7.755	269.657	-4.139	-329	0	-4	64	-4.408

Les **risques relatifs aux matières premières** sont également liés à DEME, qui se couvre contre les fluctuations des prix pétroliers en concluant des contrats forward.

Note 21 : impôts

1. Actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

(€ 1.000)	Actifs 2018	Passifs 2018	Net 2018	Actifs 2017	Passifs 2017	Net 2017
Immobilisations incorporelles	22	38.982	-38.960	38	39.028	-38.990
Immobilisations corporelles	22.675	77.180	-54.505	12.586	109.726	-97.140
Immeubles de placement	75	18.796	-18.721	22	6.882	-6.860
Placements de trésorerie	-766	0	-766	-713	0	-713
Avantages du personnel	13.570	709	12.861	11.824	539	11.284
Provisions	4.249	22.260	-18.011	-551	22.616	-23.167
Instruments financiers dérivés	2.752	5	2.747	2.823	423	2.401
Rubriques fonds de roulement	32.794	82.142	-49.348	43.592	73.926	-30.333
Pertes fiscales & crédits d'impôts / déduction pour investissement	79.828	-1.189	81.018	79.333	-1.136	80.469
Compensation	-46.902	-46.902	0	-39.736	-39.736	0
Total	108.297	191.983	-83.685	109.219	212.268	-103.050

Les impôts différés sont en grande partie dus à la réévaluation d'actifs et de passifs à la suite de regroupements d'entreprises. La rubrique 'Compensation' reflète la compensation entre les actifs et les passifs d'impôts différés par entité chez DEME.

2. Actifs d'impôts différés non-comptabilisés

(€ 1.000)	2018	2017
Créances non-comptabilisées en raison de pertes fiscales	108.207	95.281
Autres actifs d'impôts différés non-comptabilisés ⁽¹⁾	974	11.707
Total	109.181	106.988

⁽¹⁾ Les autres actifs d'impôts différés non-comptabilisés concernent principalement des montants dont la récupération est limitée dans le temps et dépend de l'importance du résultat imposable qui est comptabilisé au cours de cette période. Les créances qui résultent de la récupération d'excédents de RDT non-utilisés ne sont pas reprises dans ce relevé.

3. Charges (produits) d'impôt exigibles et différés

(€ 1.000)	2018	2017
Impôts exigibles, nets		
Impôts sur le résultat de l'exercice	-82.384	-73.469
Ajustements aux impôts exigibles des exercices antérieurs	3.736	365
Total	-78.647	-73.104
Impôts différés, nets		
Afférents à l'origine et à l'extourne des différences temporaires	6.925	13.861
Dotations pertes fiscales (utilisées)	12	3.448
Autres impôts différés	-485	-1.227
Total	6.452	16.082
Total des charges (produits) d'impôt exigibles et différés	-72.195	-57.022

4. Rapprochement entre le taux d'impôt applicable et le taux d'impôt effectif

Résultat avant impôts	513.968	512.680
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (-)	-153.853	-140.859
Résultat avant impôts, résultats des sociétés mises en équivalence exclus	360.115	371.820
Taux d'impôt applicable (%)	29,58%	33,99%
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt applicable	-106.522	-126.382
Impact des taux dans d'autres juridictions	2.737	20.969
Impact des revenus non-taxables	73.471	68.741
Impact des charges non-deductibles	-36.310	-20.070
Impact des pertes fiscales	-5.230	-16.082
Impact des sur- ou sous-estimations pendant les exercices antérieurs	8.920	-5.311
Autres augmentations (diminutions)	-9.261	21.113
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt effectif	-72.195	-57.022
Résultat avant impôts	513.968	512.680
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (-)	-153.853	-140.859
Résultat avant impôts, résultats des sociétés mises en équivalence exclus	360.115	371.820
Taux d'impôt effectif (%)	20,05%	15,34%

L'impôt sur le résultat a augmenté de 15,2 millions d'euros en 2018, pour s'établir à 72,2 millions d'euros. Ce montant, corrigé pour tenir compte du bénéfice provenant des mises en équivalence, qui est intégré après impôts, représente une charge d'impôt de 20,0%.

Les revenus non-taxables portent principalement sur les plus-values (exonérées) et les dividendes. Les charges non-deductibles concernent principalement des moins-values et réductions de valeur non-deductibles fiscalement.

Note 22 : paiement fondé sur des actions

1. Plan d'options d'AvH - réglé en instruments de capitaux propres au 31 décembre 2018

Année d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options exercées	Nombre d'options échues	Solde	Prix d'exercice (€)	Période d'exercice
2007	45.000	-33.500		11.500	62,12	01/01/2011 - 08/01/2015 + 5a
2008	46.500	-10.000	-2.000	34.500	66,05	01/01/2012 - 02/01/2016 + 5a
2009	49.500	-47.500	-2.000	0	37,02	01/01/2013 - 05/01/2017
2010	49.000	-47.000	-2.000	0	52,05	01/01/2014 - 04/01/2018
2011	49.000	-46.500	-2.500	0	60,81	01/01/2015 - 04/01/2019
2012	47.000	-25.000		22.000	56,11	01/01/2016 - 03/01/2020
2013	49.500	-15.000		34.500	61,71	01/01/2017 - 03/01/2021
2014	49.500	-1.000		48.500	82,32	01/01/2018 - 02/01/2022
2015	50.500			50.500	100,23	01/01/2019 - 05/01/2023
2016	40.500			40.500	130,95	01/01/2020 - 03/01/2024
2017	46.000			46.000	128,30	01/01/2021 - 12/01/2025
2018	46.000			46.000	148,64	01/01/2022 - 12/01/2026
	568.000	-225.500	-8.500	334.000		

Le plan d'options d'AvH, approuvé en mars 1999, vise la motivation à long terme des administrateurs exécutifs, des membres du comité exécutif et des cadres dont les activités sont essentielles au succès du groupe. Les options donnent droit à l'acquisition du nombre équivalent d'actions AvH.

Le comité des rémunérations est chargé du suivi de ce plan et de la sélection des bénéficiaires. Les options sont offertes gratuitement et ont une durée de 8 ans. La société a fait

usage de la possibilité de prolonger d'un maximum de 5 ans, sans charges supplémentaires, le délai d'exercice des options offertes par la société entre le 2 novembre 2002 et le 31 août 2008, ceci dans les limites fixées par la Loi de Relance économique du 27 mars 2009.

La juste valeur (basée sur la juste valeur au moment de l'attribution) des options accordées 2007-2018 s'élève à 6,5 millions d'euros et est calculée par une partie externe, à l'aide du modèle Black & Scholes modifié, dont les critères principaux sont :

Année d'attribution	Cours de bourse (€)	Rendement en dividende	Volatilité	Taux d'intérêt	Durée estimée	Valeur Black & Scholes (€)
2007	66,90	1,35%	22,05%	4,04%	5,75	21,74
2008	65,85	1,75%	20,24%	4,34%	5,90	17,78
2009	37,02	2,66%	42,84%	3,39%	6,50	15,47
2010	52,23	2,66%	34,34%	3,28%	7,29	16,53
2011	63,80	2,26%	23,42%	2,82%	7,22	15,77
2012	58,99	3,26%	31,65%	2,14%	7,40	15,13
2013	63,62	3,26%	25,00%	1,27%	7,84	11,26
2014	83,69	2,27%	21,00%	1,78%	7,79	15,35
2015	101,35	2,19%	19,00%	0,47%	7,79	13,76
2016	131,95	1,28%	23,00%	0,59%	7,79	27,72
2017	129,40	1,40%	23,00%	0,34%	7,79	25,70
2018	149,20	1,30%	20,00%	0,68%	7,79	27,32

En 2018, 46.000 nouvelles options ont été attribuées au prix d'exercice de 148,64 euros par action. La juste valeur lors de l'attribution a été fixée à 1,3 million d'euros et est prise en résultats sur la période 'vesting' de 4 ans. Pour la couverture de cet engagement, AvH avait au total 334.000 actions en portefeuille fin 2018.

des dettes représentent une charge ou un produit dans le compte de résultats.

La dette totale des plans d'options des entités consolidées intégralement au 31 décembre 2018 s'élève à 13,6 millions d'euros repris dans les autres dettes à long terme.

2. Plans d'options réglés en trésorerie des filiales consolidées d'AvH

Les bénéficiaires des plans d'options de Delen Private Bank, Banque J.Van Breda & C°, Anima Care, Agidens et Turbo's Hoet Groep disposent d'une option de vente à charge des sociétés-mère respectives FinAx/Promofi, AvH et Sofinim (qui disposent elles-mêmes d'une option d'achat et d'un droit de préemption afin d'empêcher le transfert des actions à des tiers).

Ces plans d'options concernent des actions non cotées, dont la valeur est fixée dans le plan d'options. La fixation du prix d'exercice des options de vente (dépendant du plan d'options) est basée sur la croissance des fonds propres, un multiple sur la croissance du bénéfice consolidé ou une définition de la valeur de marché de la société.

Conformément à l'IFRS 2 l'impact de ces plans d'options est incorporé dans les dettes, sur base des estimations les plus fiables. Ces dettes sont actualisées lors de l'exercice, la nouvelle attribution ou l'ajustement des paramètres. Ces augmentations ou diminutions

3. Actions propres

AvH n'a pas racheté, en 2018, d'actions propres en vue de couvrir les obligations en matière d'options sur actions au profit du personnel. Sur cette même période, des options ont été exercées sur 23.000 actions AvH par des bénéficiaires du plan d'options sur actions. Au 31 décembre 2018, un total de 334.000 options sur actions AvH ont été attribuées. Pour la couverture de cette obligation, AvH détient à cette même date exactement 334.000 actions propres.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat conclu par AvH avec Kepler Cheuvreux en vue de soutenir la liquidité de l'action AvH, 304.867 actions AvH ont également été achetées en 2018 et 300.709 ont été vendues. Ces transactions sont gérées en toute autonomie par Kepler Cheuvreux, mais étant donné qu'elles sont réalisées pour le compte d'AvH, l'achat net de 4.158 actions AvH dans ce cadre a un impact sur les fonds propres d'AvH. Cet achat net de 4.158 actions en 2018 porte à 9.415 le nombre total d'actions détenues par AvH dans le cadre de ce contrat de liquidité.

Actions propres détenues dans le cadre du plan d'options	2018	2017
Solde d'ouverture	357.000	352.000
Achat d'actions propres		71.000
Vente d'actions propres	-23.000	-66.000
Solde de clôture	334.000	357.000

Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité	2018	2017
Solde d'ouverture	5.257	2.278
Achat d'actions propres	304.867	120.338
Vente d'actions propres	-300.709	-117.359
Solde de clôture	9.415	5.257

Note 23 : droits et engagements hors bilan

1. Droits et engagements hors bilan, CFE-DEME exclus

(€ 1.000)	2018	2017
Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation pour sûreté de dettes ou d'engagements	194.951	169.516
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté des dettes et engagements d'entreprises comprises dans la consolidation	459.135	461.285
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise, s'ils ne sont pas portés au bilan	0	0
Engagements d'acquisition d'immobilisations	133.780	138.150
Engagements de cession d'immobilisations	135.058	131.537
Droits et engagements hors bilan des banques (Banque J.Van Breda & C°)		
- crédit d'engagement utilisés	391.011	420.947
- garanties bancaires	54.726	73.879
- mobilières et titres négociables prêtés + actifs grevés de sûretés réelles	22.850	57.970

En 2018, les garanties personnelles sont constituées de 22,0 millions d'euros de garanties concernant des projets immobiliers d'Extensa, de 4,7 millions d'euro de garanties liées aux projets d'Agidens et de 6,3 millions d'euros concernant de projets de développement de Rent-A-Port. Le solde de 161,9 millions d'euros concerne principalement des garanties constituées par AvH & subholdings dans le cadre de la vente de participations.

Les garanties réelles se composent à raison de 63,8 millions d'euros de sûretés constituées par Extensa dans le cadre de ses activités de promotion immobilière et de développement de projets. Par ailleurs, des sûretés ont été constituées pour 304,6 millions d'euros par Anima

Care et pour 76,8 millions d'euros par HPA (Patrimoine & Santé Expansion) dans le cadre du financement de l'immobilier et pour 5,6 millions d'euros par Agidens (acquisition du siège central). Green Offshore a constitué des sûretés réelles pour 8,3 millions d'euros dans le cadre du financement des parcs éoliens Rentel et Seamade.

Les engagements d'acquisition d'immobilisations comprennent des options dans le cadre de plans d'options sur actions ou des options dans le cadre de conventions d'actionnaires pour un total de 133,8 millions d'euros.

Les engagements de cession d'immobilisations représentent des options call (y incl. options conditionnelles) sur les actifs d'AvH & Growth Capital à hauteur de 135,1 millions d'euros.

2. Droits et engagements hors bilan de CFE-DEME

(€ 1.000)	2018	2017
Engagements		
Bonne exécution et performance bonds ⁽¹⁾	1.273.793	997.687
Soumissions ⁽²⁾	13.110	16.902
Restitution d'acomptes ⁽³⁾	1.206	2.683
Retenues de garanties ⁽⁴⁾	17.491	12.300
Païement à terme des sous-traitants et fournisseurs ⁽⁵⁾	64.999	51.317
Autres engagements donnés - dont 77.249 milliers d'euros de garanties corporate chez DEME	80.315	87.550
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté des dettes et engagements d'entreprises comprises dans la consolidation ⁽⁶⁾	51.319	88.112
Total	1.502.233	1.256.551
Droits		
Bonne exécution et performance bonds	512.354	393.592
Autres engagements reçus	3.154	2.515
Total	515.508	396.107

⁽¹⁾ Garanties données dans le cadre de la réalisation des marchés de travaux. En cas de défaillance du constructeur, la banque (ou la compagnie d'assurance) s'engage à indemniser le client à hauteur de la garantie.

⁽²⁾ Garanties données dans le cadre d'appels d'offres.

⁽³⁾ Garanties délivrées par la banque à un client garantissant la restitution des avances sur contrats (principalement chez DEME).

⁽⁴⁾ Garanties délivrées par la banque à un client se substituant à la retenue de garantie.

⁽⁵⁾ Garantie du paiement de la dette envers un fournisseur ou un sous-traitant.

⁽⁶⁾ Sûretés réelles de DEME pour 51,3 millions d'euros dans le cadre du financement de la flotte.

Note 24 : emploi

1. Effectifs moyens

	2018	2017
Employés	7.852	7.421
Ouvriers	4.602	4.931

2. Frais de personnel

(€ 1.000)	2018	2017
Rémunérations et charges sociales	-824.259	-746.546
Pensions (prestations définies et cotisations définies)	-17.160	-16.871
Païement fondé sur des actions	-652	-2.484
Total	-842.070	-765.902

L'augmentation de l'effectif est attribuable avant tout à DEME. Au siège social d'AvH 32 personnes sont employées. Dans la rubrique '2018 en un coup d'oeil' (page 9), il est fait mention d'un effectif pro forma de 22.709 collaborateurs. Ce calcul pro forma englobe le personnel de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère par conséquent

de l'effectif moyen ci-dessus, calculé sur la base de la consolidation IFRS, établie en fonction du périmètre de consolidation décrit aux pages 145 à 151. Dans la présentation pro forma, toutes les participations de contrôle (exclusif) sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement.

Note 25 : obligations en matière de pensions

(€ 1.000)	2018	2017
Régimes de pensions à prestations définies	-55.468	-52.309
Autres obligations en matière de pension (prépension)	-7.794	-6.114
Total obligations en matière de pension	-63.262	-58.423
Total actifs en matière de pension	2.809	2.253

1. Régimes à prestations définies

(€ 1.000)	2018	2017
1. Montants repris au bilan		
Actifs (obligations) nets résultant des régimes à prestations définies	-52.659	-50.056
<i>La valeur actualisée des obligations intégralement ou partiellement financées (-)</i>	<i>-277.659</i>	<i>-264.356</i>
<i>Juste valeur des actifs des régimes</i>	<i>225.000</i>	<i>214.300</i>
Actifs (obligations) nets résultant des régimes à prestations définies, total	-52.659	-50.056
Obligations (-)	-55.468	-52.309
Actifs	2.809	2.253

Variation des actifs (obligations) nets au bilan		
Actifs (obligations) repris au bilan, solde d'ouverture	-50.056	-48.424
Effets des regroupements/cessions d'entreprises	0	388
Charges prises en résultat	-13.881	-13.691
Charges comptabilisées en capitaux propres	-478	-2.812
Contributions aux actifs des régimes	14.163	14.455
Autres mouvements	-2.408	30
Actifs (obligations) repris au bilan, solde de clôture	-52.659	-50.056

2a. Charges nettes prises en résultat	-13.881	-13.691
Coût des services rendus	-13.316	-13.191
Charges d'intérêt	-4.296	-3.301
Revenus d'intérêt des actifs des régimes (-)	3.637	2.743
Coût des services passés non-reconnus	94	58

2b. Charges comptabilisées en résultats non-réalisés	-478	-2.812
Ecart actuariel repris dans les résultats non-réalisés	-2.113	6.263
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des revenus d'intérêt (-)	1.102	-8.591
Effet de la variation des taux de change	-39	0
Autres	572	-484

(€ 1.000)	2018	2017
3a. Mouvements des obligations résultant des régimes à prestations définies		
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture	-264.356	-262.347
Diminution à la suite d'une cession d'entreprise	0	1.493
Coût des services rendus	-13.316	-13.191
charges d'intérêt	-4.296	-3.301
Contributions aux actifs des régimes	-892	-956
Prestations versées aux bénéficiaires (-)	18.296	7.058
Ecart actuariels, net	-2.113	6.263
<i>Ecart actuariels découlant de variations dans les hypothèses démographiques</i>	0	0
<i>Ecart actuariels découlant de variations dans les hypothèses financières</i>	55	11.835
<i>Ecart actuariels découlant d'ajustement liés à l'expérience</i>	-2.168	-5.573
Coût des services passés non reconnus	0	-71
Autres mouvements	-10.983	697
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture	-277.659	-264.356
3b. Mouvements des actifs des régimes à prestations définies		
Juste valeur des actifs, solde d'ouverture	214.300	213.924
Diminution à la suite d'une cession d'entreprise	0	-1.106
Rendement des actifs des régimes (à l'exclusion des revenus d'intérêt)	1.102	-8.591
Revenus d'intérêt	3.637	2.743
Contributions aux actifs des régimes	14.715	14.888
Prestations versées aux bénéficiaires (-)	-18.296	-6.928
Autres mouvements	9.541	-630
Juste valeur des actifs, solde de clôture	225.000	214.300
4. Principales hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation	1,6%	1,5%
Taux attendus d'augmentation des salaires	3,2%	2,7%
Taux d'inflation	1,8%	1,8%
Tables de mortalité	MR/FR	MR/FR
5. Autres informations		
Duration (en années)	14,55	14,99
Rendement moyen réel des actifs des régimes	2,08%	-2,50%
Cotisations prévues de verser au régimes au cours de l'exercice prochain	12.767	12.806
6. Analyse de sensibilité		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 25 PB	-3,4%	-3,3%
Diminution de 25 PB	+4,4%	+3,7%
Taux de croissances des salaires		
Augmentation de 25 PB	+2,3%	+2,3%
Diminution de 25 PB	-1,4%	-1,8%

Des plans de pension tant à prestations définies qu'à cotisations définies sont conclus au sein d'AvH. Les plans sont souscrits auprès d'assureurs dans le cadre de la branche 21 (assurances vie avec taux garanti).

La législation belge exige qu'un employeur garantisse, sur les plans à cotisations définies, un rendement minimum de 3,25% sur ses propres cotisations aux plans, et cela pour tous les versements jusqu'au 31/12/2015 et jusqu'à l'âge de la pension. Le 1er janvier 2016 est entrée en vigueur la loi du 18 décembre 2015 qui stipule que la garantie de rendement de la LPC (loi sur les pensions complémentaires) dans le chef de l'employeur sera un taux d'intérêt "variable" couplé au rendement du marché obligataire qui sera établi le 1er janvier de chaque année selon une formule définie dans la LPC. Pour 2017 et 2018, cette garantie de rendement était de 1,75%.

La garantie fournie par l'employeur dans le cadre de la LPC est une garantie secondaire. Si

le rendement garanti par l'assureur sur les placements en fonds est inférieur au rendement garanti par la loi, et uniquement dans ce cas, l'employeur doit suppléer la différence.

Conformément à l'IAS 19R AvH a dès lors fait réaliser un calcul actuariel pour les plans à cotisations définies significatifs, comme elle le fait chaque année. Pour les plans à cotisations définies non matériels, on examine annuellement si les réserves (mathématiques) cumulées sont en ligne avec les réserves minimales légalement garanties. Les réserves accumulées étaient largement suffisantes fin 2018.

Pour les plans à prestations définies, un calcul actuariel est effectué selon la méthode Projected Unit Credit, conformément à l'IAS 19R. Les actifs sont valorisés à la valeur actualisée des réserves, compte tenu des garanties de taux des assureurs. Les gains et pertes actuariels sont repris comme résultats non-réalisés dans les capitaux propres (voir la rubrique 'écarts actuariels sur les plans à prestations définies' dans l'état des variations des capitaux propres).

Note 26 : parties liées

1. Parties liées, à l'exclusion de CFE - DEME

(€ 1.000)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	Filiales	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL 2018	Filiales	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL 2017

I. Actifs vers les parties liées - bilan

Immobilisations financières	0	30.654	0	30.654	13.281	18.722	0	32.003
Créances et cautionnements : valeur brute		30.654		30.654	18.281	18.722		37.003
Créances : réductions de valeur				0	-5.000			-5.000
Créances	74.000	14.199	0	88.198	68.401	10.894	0	79.295
Créances commerciales	486	305		792	603	541		1.144
Autres créances : valeur brute	80.243	15.874		96.117	74.529	12.333		86.862
Autres créances : réduction de valeur	-6.730	-1.981		-8.711	-6.730	-1.981		-8.711
Banques - créances sur instit. crédit et clients	4.274	1.403	0	5.677	2.633	1.734	0	4.367
Comptes de régularisation - actif	3.695	569	0	4.264	3.578	67	0	3.645
Total	81.969	46.824	0	128.793	87.893	31.417	0	119.310

II. Passifs vers les parties liées - bilan

Dettes financières	0	0	0	0	230	0	0	230
Dettes subordonnées				0				0
Autres dettes financières				0	230			230
Autres dettes	314	1.537	0	1.850	296	506	0	802
Dettes commerciales	314	140		454	296			296
Autres dettes		1.396		1.396		506		506
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	124.221	157	0	124.378	125.087	3.324	0	128.411
Comptes de régularisation - passif	0	4	0	4	6	37	0	43
Total	124.535	1.698	0	126.232	125.619	3.867	0	129.486

III. Transactions entre parties liées - compte de résultats

Produits	36.774	639	3	37.416	82.545	499	3	83.047
Prestations de services	805	512	3	1.320	1.605	370	3	1.978
Produits immobiliers	285			285	175			175
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		28		28	15	37		52
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires	35.684			35.684	31.430	-48		31.382
Produits provenant des contrats de construction		99		99	49.321	140		49.460
Autres produits des activités ordinaires				0				0
Autres produits opérationnels	120	1.896	0	2.016	111	1.874	0	1.985
Intérêts sur créances immobilisations financières	120	1.866		1.986	74	1.627		1.701
Dividendes				0				0
Autres produits opérationnels		30		31	38	247		284
Charges opérationnelles (-)	-13.863	-3.678	0	-17.541	-5.129	-4.491	0	-9.620
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)				0		-314		-314
Réductions de valeur (-)	-13.281			-13.281	-5.000			-5.000
Autres charges opérationnelles (-)	-582	-3.678		-4.260	-129	-4.177		-4.306
Produits financiers	2.824	614	0	3.438	3.189	78	0	3.267
Revenus d'intérêt	2.824	614		3.438	3.189	78		3.267
Autres produits financiers				0				0
Charges financières (-)	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges d'intérêt (-)				0				0

Les prêts accordés par AvH (& subholdings) à des participations non reprises par consolidation intégrale figurent dans ce tableau. Sur ces prêts intragroupes sont appliqués des intérêts conformes au marché. Ceci vaut également pour les financements accordés par Extensa, Rent-A-Port et Green Offshore à leurs filiales intégrées par mise en équivalence.

Compte tenu de la consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° et de l'intégration de Delen Private Bank par la méthode de mise en équivalence, le commercial paper de la

Banque J.Van Breda & C° qui est détenu par Delen Private Bank (120,1 millions d'euros) et le dépôt à terme (4,6 millions d'euros) sont inscrits en tant que dette de la Banque J.Van Breda & C° à l'égard d'une partie liée.

Les activités de construction de Van Laere (Produits provenant des contrats de construction) sont reprises, en 2018, dans la rubrique suivante 'Transactions avec des parties liées - CFE-DEME'.

2. Transactions avec des parties liées - CFE - DEME

- Ackermans & van Haaren (AvH) détient 15.301.521 actions de CFE, étant par conséquent l'actionnaire principal de CFE, à hauteur de 60,45% des actions.
- Dans le cadre des contrats de prestations de services que DEME et CFE ont conclus avec AvH (en 2001 et 2015 respectivement), des honoraires ont été versés à raison de 1,2 million d'euros et 0,7 million d'euros respectivement.

- Les transactions avec les parties liées concernent essentiellement les opérations avec les sociétés dans lesquelles CFE et DEME exercent une influence notable ou détiennent un contrôle conjoint. Ces transactions sont effectuées sur une base de prix de marché. CFE a ainsi mené en 2018 des activités de construction pour le compte d'Extensa (Tour & Taxis), de Leasinvest Real Estate (Treesquare, Bruxelles) et d'Anima Care (Erasmus, Anderlecht).
- Le chiffre d'affaires envers les parties liées a sensiblement diminué suite à la fin des travaux de développement des parcs éoliens offshore Merkur et Rentel.

(€ 1.000)	2018	2017
Actifs vers les parties liées CFE - DEME	237.937	445.634
Actifs financiers non courants	170.380	143.203
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	50.072	281.761
Autres actifs courants	17.485	20.670
Passifs vers les parties liées CFE - DEME	37.646	106.555
Autres passifs non courants	1.309	3.542
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	36.337	103.013

(€ 1.000)	2018	2017
Charges & produits envers les parties liées CFE - DEME	354.762	629.089
Chiffre d'affaires & produits des activités annexes	369.154	642.173
Achats & autres charges opérationnelles	-23.616	-23.441
Charges & produits financiers	9.224	10.357

3. Rémunération

(€ 1.000)	2018	2017
Rémunération des administrateurs		
Tantièmes à charge d'AvH	590	655
Rémunération des membres du comité exécutif		
Rémunération fixe	2.618	2.507
Rémunération variable	2.395	2.469
Options sur actions	609	505
Assurance groupe et assurance hospitalisation	474	469
Bénéfice en nature (voiture de société)	36	34

4. Le commissaire Ernst & Young a reçu les rémunérations suivantes liées aux :

(€ 1.000)	AvH	Filiales ⁽¹⁾	Total 2018	AvH	Filiales ⁽¹⁾	Total 2017
Mandat statutaire	62	1.258	1.320	56	1.261	1.317
Missions spéciales						
- Autres missions de contrôle	10	141	151		242	242
- Conseils fiscaux	5	273	278	5	301	306
- Autres missions hormis les missions de réviseur	2	10	12		290	290
Total	79	1.683	1.762	61	2.094	2.155

⁽¹⁾ Entités contrôlées conjointement reprises selon la méthode de mise en équivalence incluses.

Note 27 : résultat par action

1. Activités poursuivies et abandonnées

(€ 1.000)	2018	2017
Résultat consolidé net, part du groupe (€ 1.000)	289.639	302.530
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.144.068	33.138.637
Résultat de base par action (€)	8,74	9,13
Résultat consolidé net, part du groupe (€ 1.000)	289.639	302.530
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.144.068	33.138.637
Impact options sur actions	96.122	125.089
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions	33.240.190	33.263.725
Résultat dilué par action (€)	8,71	9,09

2. Activités poursuivies

(€ 1.000)	2018	2017
Résultat consolidé net des activités poursuivies, part du groupe (€ 1.000)	289.639	302.530
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.144.068	33.138.637
Résultat de base par action (€)	8,74	9,13
Résultat consolidé net des activités poursuivies, part du groupe (€ 1.000)	289.639	302.530
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.144.068	33.138.637
Impact options sur actions	96.122	125.089
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions	33.240.190	33.263.725
Résultat dilué par action (€)	8,71	9,09

⁽¹⁾ Sur base des actions émises, corrigée pour actions propres en portefeuille.

Note 28 : dividendes proposés et distribués

1. Déterminé et distribué durant l'année

(€ 1.000)	2018	2017
Dividendes sur actions ordinaires :		
- dividende final 2017 : 2,20 euro par action (2016 : 2,04 euro par action) ⁽¹⁾	-73.019	-67.638

2. A proposer pour l'approbation à l'assemblée générale du 27 mai 2019

(€ 1.000)	
Dividendes sur actions ordinaires :	
- dividende final 2018 : 2,32 euro par action ⁽¹⁾	-76.916

3. Dividende par action (€)

	2018	2017
Brut	2,3200	2,2000
Net (précompte mobilier de 30%)	1,6240	1,5400

⁽¹⁾ Dividendes distribués aux actions propres détenues par AvH & subholdings exclus.

Note 29: Evénements survenus après la date de clôture

Fin février 2019, AvH a pris une participation de 60% dans **Bioelectric** aux côtés du fondateur et CEO Philippe Jans. Bioelectric, fondée en 2011, est leader du marché de la production et de la vente d'installations biogaz compactes (< 100 kW) destinées aux élevages bovins et porcins et aux stations d'épuration d'eau. La technique de la fermentation anaérobie permet de convertir le méthane provenant du fumier en énergie utilisable (électricité et chaleur), et d'éviter l'émission de gaz à effet de serre nocifs. L'activité de Bioelectric contribue ainsi à une production agricole efficiente sur le plan climatique et cadre parfaitement avec la mission d'AvH 'Partners for Sustainable Growth'.

Le **14 mars 2019**, AvH conclut un accord de principe sur la vente de **HPA** à DomusVi. AvH et Hervé Hardy, dirigeant et fondateur, sont entrés en négociation exclusive avec DomusVi en vue de la reprise de 100% du capital d'HPA, société-mère du réseau Residalya. Après information-consultation des instances représentatives du personnel, la transaction sera soumise à l'approbation des autorités françaises de la concurrence et pourrait être finalisée au cours du deuxième trimestre 2019.

AvH devrait encaisser à la clôture de la transaction un montant d'environ 165 millions d'euros et réaliser une plus-value estimée à 105 millions d'euros

Rapport du commissaire

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Ackermans & van Haaren SA pour l'exercice clos le 31 Décembre 2018

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire de la société Ackermans & van Haaren SA (« la Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »). Ce rapport inclut notre opinion sur l'état consolidé de la situation financière au 31 Décembre 2018, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations de capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 Décembre 2018 ainsi que les annexes (formant ensemble « les Comptes Consolidés »), et inclut également notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés commissaire par l'assemblée générale du 23 Mai 2016, conformément à la proposition du Conseil d'administration émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat vient à l'échéance à la date de l'assemblée générale qui délibéra sur les Comptes Consolidés au 31 Décembre 2018. Nous avons effectué le contrôle légal des Comptes Consolidés pendant 18 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des Comptes Consolidés 2018

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des Comptes Consolidés de Ackermans & van Haaren NV comprenant l'état de la situation financière consolidé au 31 Décembre 2018, ainsi que l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes, dont le total de l'état de la situation financière consolidé s'élève à € 14.165.464.(000) et dont l'état du résultat global consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice de l'exercice (attribuable aux propriétaires de la Société) de € 289.639.(000)

À notre avis, les Comptes Consolidés du Groupe donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble consolidé au 31 Décembre 2018, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, établis conformément aux Normes Internationales d'Informations Financières telles qu'adoptées par l'Union Européenne ("IFRS") et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Fondement de notre opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing - "ISA's"). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Consolidés" de notre rapport.

Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui sont pertinentes pour notre audit des Comptes Consolidés en Belgique, y compris celles relatives à l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit et nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des Comptes Consolidés de la période en cours. Les points clés de l'audit ont été traités dans le contexte de notre audit des Comptes Consolidés pris dans leur ensemble aux fins de l'élaboration de notre opinion sur ceux-ci et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

1. Reconnaissance du revenu et comptabilisation des contrats (Marine Engineering & Contracting)

Sociétés concernées : CFE et DEME

Description du point clé de l'audit

Pour l'essentiel de ses contrats, le groupe reconnaît le chiffre d'affaires et le résultat sur base de l'avancement. Ce dernier se définit pour les contrats en cours de réalisation à la date de clôture, comme les coûts encourus, par rapport aux coûts totaux estimés à l'achèvement. La reconnaissance du chiffre d'affaires et du résultat repose donc sur des estimations de coûts à prévoir pour chaque contrat. Des provisions peuvent également être incluses dans cette estimation afin de refléter certains risques spécifiques et incertains, ou des réclamations de clients vis-à-vis du groupe. Le chiffre d'affaires peut également inclure des réclamations introduites par le groupe et des modifications au contrat, qui sont reconnues individuellement pour chaque contrat lorsque celles-ci peuvent être estimées avec un degré élevé de certitude.

Cela implique souvent un haut degré de jugement en raison de la complexité des projets, de l'incertitude des coûts à supporter et de l'incertitude liée à l'issue des discussions avec les clients sur des modifications du contrat et des réclamations. Par conséquent, il existe un niveau élevé de risque et de jugement de la part de la direction pour estimer le montant des revenus et des bénéfices associés (comptabilisés en pourcentage d'avancement) ou des pertes (comptabilisées en totalité) à la date de clôture. Tout changement dans ces estimations pourrait générer des écarts matériels. Le traitement comptable lié aux contrats implique également une analyse comptable approfondie en cas de groupement ou de dissociation des contrats. Le regroupement (dissociation) d'un ou de plusieurs contrats peut avoir une incidence importante sur les produits et les résultats comptabilisés au cours de la période comptable.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

- Revue de projet: sur base de divers critères quantitatifs et qualitatifs, un échantillon de contrats a été sélectionné avec pour objectif de challenger les estimations contractuelles les plus significatives et les plus complexes. Avec l'aide de la direc-

tion et de personnes expérimentées, une compréhension de la situation actuelle et historique du projet a été acquise et les jugements inhérents à ces projets ont été challengés. En outre, les différences avec les estimations antérieures réalisées sur ces mêmes projets ont été analysées et la cohérence avec l'évolution au cours de l'année a été évaluée.

- Pour une sélection de projets, le calcul du pourcentage d'avancement a été revu ainsi que le revenu et la marge reconnus. Une compréhension des procédures relatives à la comptabilisation des coûts encore à supporter pour clôturer le projet a été obtenue et la conception et la mise en œuvre des contrôles et procédures liés ont été examinées.
- Comparaisons avec l'historique: évaluation de la performance financière des contrats par rapport aux tendances budgétaires et historiques.
- Visites de chantiers: effectuer des visites pour certains chantiers à plus haut risque ou pour des contrats significatifs, observer le degré d'avancement de chaque projet et identifier les zones de complexité et à risque en discutant avec le personnel sur chantier.
- Hypothèses de référence: discuter et remettre en question certains jugements faits par le groupe, tels que les prévisions de contrats, les imprévus, les règlements et la recouvrabilité des soldes contractuels, et ce notamment au travers de confirmations reçues de tiers et sur base de nos propres évaluations et des résultats historiques.
- Contrôle de la correspondance client: analyse de la correspondance avec les clients au sujet de modifications de contrat et des réclamations et réconciliation de ces informations avec les estimations faites par le groupe.
- Revoir les clauses majeures pour une sélection de contrats : identifier les engagements contractuels pertinents ayant un impact sur le groupement ou dissociation des contrats, et d'autres clauses telles que les pénalités de retard, les bonus ou bonifications et évaluer si ces clauses ont été correctement reflétées dans les états financiers.

Références aux notes dans les Comptes Consolidés

Les principes comptables appliqués pour la reconnaissance du revenu et le traitement des contrats sont repris à la note 1 'Règles d'évaluation' des états financiers consolidés. De plus, nous renvoyons à la note 14 des états financiers consolidés relatifs aux contrats de construction en cours.

2. Incertitude sur les positions fiscales (Marine Engineering & Contracting)

Société concernée : DEME

Description du point clé de l'audit

DEME exerce ses activités dans plusieurs pays soumis à différents régimes fiscaux. L'imposition des opérations peut faire l'objet de jugements et entraîner des litiges avec les autorités fiscales locales. Si la direction estime probable que de tels litiges entraîneront une sortie de ressources, des provisions ont été comptabilisées en conséquence. Par conséquent, il existe un degré élevé de risque et des éléments de jugement importants dans l'estimation des provisions liées aux positions fiscales incertaines. Des modifications de ces estimations pourraient donner lieu à des écarts significatifs.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

- Afin de vérifier le caractère adéquat de la charge d'impôts comptabilisée, les procédures d'audit ont consisté en une analyse de la probabilité du risque fiscal, de l'estimation par la direction des sorties de ressources probables et d'un examen de la documentation de support.
- Implication des experts: fait appel à des experts fiscalistes pour revoir les hypothèses utilisées dans les estimations et pour challenger la pertinence de ces hypothèses au regard des réglementations fiscales locales.
- développement d'une connaissance des procédures en lien avec la comptabilisation des impôts (différés) et pris en compte la conception et la mise en œuvre des contrôles et procédures.
- Vérification que les informations relatives aux impôts (différés) reprises dans les annexes aux états financiers consolidés du groupe sont appropriées.

Références aux notes dans les Comptes Consolidés

Nous renvoyons à la Note 1 (Règles d'évaluation) et à la Note 21 (Impôts).

3. Reconnaissance du revenu et valorisation des inventaires et contrats de construction en cours (Marine Engineering & Contracting - Real Estate & Senior Care)

Sociétés concernées : CFE et Extensa

Description du point clé de l'audit

Les actifs fonciers et les coûts de construction supportés pour le développement de l'immobilier résidentiel sont évalués au coût historique ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. L'évaluation de la valeur nette de réalisation inclut notamment des hypothèses liées aux développements futurs du marché, aux décisions des organes gouvernementaux, aux variations de prix d'achat et vente futurs. Ces estimations intègrent différents facteurs et sont sensibles aux scénarios et hypothèses utilisés ainsi qu'aux jugements importants retenus par la direction. Il y a un risque que certaines pertes de valeur sur les stocks ne soient pas correctement comptabilisées.

Les revenus et les résultats sont reconnus au moment où les unités de logement sont vendues et sur base du pourcentage d'achèvement des projets. La reconnaissance du chiffre d'affaires et du résultat repose donc sur des estimations de coûts à prévoir pour chaque contrat.

Cela implique souvent un haut degré de jugement en raison de la complexité des projets et de l'incertitude des coûts à supporter. Par conséquent, il existe un niveau élevé de risque dans l'estimation du montant des revenus et du résultat à reconnaître pour la période.

Tout changement dans ces estimations pourrait générer des impacts matériels.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

- Pour un échantillon de projets en développement, la vérification des coûts encourus à la date de clôture, prenant en compte les terrains et les travaux en cours. Estimation du pourcentage d'achèvement à la date du bilan. Validation d'un échantillon de coûts pour ces projets sélectionnés, sur base des rapports de géomètres indépendants, du prix de vente contractuel et de la précision du pourcentage appliqué pour la reconnaissance du revenu.
- Revu des méthodes de calcul utilisées par la direction pour estimer la valeur nette de réalisation. Nous nous sommes également assurés du caractère prudent et cohérent de hypothèses retenues.
- Evaluation de la performance financière de certains projets par comparaison aux tendances budgétaires et historiques, dans le but d'évaluer le caractère raisonnable des coûts encore à supporter.

Références aux notes dans les Comptes Consolidés

Nous renvoyons à la Note 1 (Règles d'évaluation) et à la Note 14 (Stocks et contrats de constructions en cours).

4. Réductions de valeur extraordinaires sur prêts et avances aux clients (Private Banking)

Société concernée : la Banque J. Van Breda & C^o

Description du point clé de l'audit

Le portefeuille net des prêts et avances aux clients s'élève à € 4.797 millions au 31 décembre 2018. Les prêts et avances aux clients sont évalués au coût net après amortissements et réductions de valeurs sur prêts (€ 33,4 millions).

Certains aspects dans la comptabilisation de réduction de valeurs sur prêts nécessitent un jugement significatif du management, tel que l'identification de ces prêts et avances aux clients en détérioration, l'analyse de preuve objective montrant la perte de valeur, l'estimation de la valeur du collatéral et du montant recouvrable.

L'utilisation de techniques de modélisation et d'hypothèses différentes peut conduire à des estimations considérablement différentes des pertes de valeur pour pertes sur créances.

De par l'importance des prêts et avances aux clients et les incertitudes quant aux estimations qui y sont liées, la valorisation des prêts et avances aux clients est considérée comme un point clé de l'audit.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

Les procédures d'audit suivantes sont mises en place :

- Evaluation de la conception et du fonctionnement effectif des contrôles relatifs à la valorisation et à l'exactitude des prêts et avances aux clients et des données des collatéraux, à l'identification des niveaux de risque et aux processus d'identification et de gestion des arriérés.
- Réalisation d'une évaluation des risques ayant pour objectif d'identifier les risques les plus élevés en termes de détérioration des prêts et avances aux clients, de l'évaluation des preuves objectives utilisées pour les portefeuilles, incluant une analyse des tests de sensibilité réalisés par le management,
- Revue des fichiers de crédit afin de tester la recouvrabilité des prêts et avances aux clients et ce afin de tester la probabilité de réalisation, la valeur du collatéral et des autres sources potentielles de recouvrement
- Evaluation des variables d'entrée et les hypothèses les plus importantes pour les modèles ce qui concerne les réductions de valeur sur prêts et avances aux clients calculées sur une base collective. Vérification de la précision arithmétique des modèles.
- Comparer les hypothèses clés du management avec celles utilisées dans un environnement commercial et des industries similaires.
- Vérification que les annexes reflètent de manière adéquate l'exposition au risque de crédit, y compris la reprise en annexe des contrôles relatifs à l'identification des emprunts carbonés, de la valeur des collatéraux et de la sensibilité des hypothèses clés.

Références aux notes dans les Comptes Consolidés

Nous renvoyons à l'annexe 1 (Règles d'évaluation) et à l'annexe 13 (Banques – créances sur établissements de crédits et clients).

5. Evaluation des immeubles de placement (Real Estate & Senior Care)

Sociétés concernées : LRE et Extensa

Description du point clé de l'audit

Les immeubles de placement représentent un total de € 1.138 millions du total actif du Groupe.

Conformément aux règles d'évaluation et à la norme IAS 40 « Immeubles de placement », ces immeubles sont évalués à la juste valeur, et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat. La juste valeur des immeubles de placement appartient au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs définie par la norme IFRS 13 "Evaluation de la juste valeur", certains paramètres utilisés pour l'évaluation étant peu observables (taux d'actualisation, taux d'occupation futur...). Pour ces raisons, l'évaluation des immeubles de placement est un point clé d'audit.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

Le Groupe faisant appel à des experts externes pour estimer la juste valeur de ses immeubles, nous avons évalué (avec l'assistance d'experts internes à notre cabinet) les rapports de valorisation préparés par ces experts. Plus précisément :

- Analyse de l'objectivité, l'indépendance et la compétence des experts externes,
- Test de l'intégrité des données clés (loyers contractuels, durée des baux,...) utilisées dans leurs calculs,
- Evaluation des modèles, ainsi que les hypothèses et paramètres utilisés dans leurs rapports (les plus importants étant taux d'actualisation, taux d'occupation futur,...).

Références aux notes dans les Comptes Consolidés. Evaluation du caractère approprié des informations sur la juste valeur des immeubles de placement présentées dans la note 10 aux Comptes Consolidés.

6. Evaluation des instruments dérivés (plusieurs segments)

Description du point clé de l'audit

Plusieurs entreprises du Groupe détiennent des swaps d'intérêt (IRS) destinés à couvrir son risque d'intérêt sur ses dettes à taux variables. L'évaluation de ces dérivés à la juste valeur est une source importante de volatilité du résultat et/ou des fonds propres. En effet, conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », ces dérivés sont évalués à la juste valeur (celle-ci relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur »).

Les variations de juste valeur des dérivés sont enregistrées dans le compte de résultats, sauf pour une partie des IRS, pour lesquels la Société applique la comptabilité de couverture (« cash-flow hedging »), qui permet d'enregistrer l'essentiel des variations de juste valeur dans la rubrique des capitaux propres (« réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS est appliquée »). Le risque d'audit réside d'une part dans la valorisation de ces dérivés et, d'autre part, dans l'application de la comptabilité de couverture. Pour ces raisons, ceci est un point clé d'audit.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

- Comparaison des justes valeurs des dérivés avec les valorisations communiquées par les contreparties bancaires, et les ajustements au titre du risque de crédit calculés par un expert externe.
- Evaluation des principales hypothèses et calculs effectués par cet expert externe.
- Revue des tests d'efficacité réalisés par l'expert externe engagé par la Société pour la bonne application de la comptabilité de couverture.
- Comparaison du volume des dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture est appliquée avec le volume des dettes à taux variables projeté sur les exercices à venir, afin d'identifier toute surcouverture éventuelle susceptible de compromettre l'application de la comptabilité de couverture.
- Références aux notes dans les Comptes Consolidés
- Evaluation du caractère approprié des informations sur les instruments dérivés présentées dans la note 20 aux Comptes Annuels.

7. Goodwill

Description du point clé de l'audit

Au 31 décembre 2018, le groupe présente sur le bilan un goodwill s'élevant à € 340 millions.

L'analyse de perte de valeur est réalisée annuellement par le management sur base de différents critères tels que (i) la cotation boursière, (ii) la valeur des fonds propres, (iii) les flux de trésoreries actualisés (« DCF analysis ») des participations sous-jacentes sur base de projections approuvées par les conseils d'administration de ces sociétés et (iv) les prix de ventes connus des négociations en cours. Ceci nécessite d'évaluer et de valoriser les hypothèses utilisées par le management telle que la valeur recouvrable de la participation. La détermination des flux de trésorerie futurs des unités génératrices de trésoreries (« CGU ») et l'utilisation du taux d'actualisation sont des éléments complexes et subjectifs. Des changements dans ces hypothèses peuvent donner lieu à des écarts dans les calculs de la valeur d'utilité, ce qui influence les potentielles pertes de valeurs à enregistrer sur le goodwill.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

- Revue des processus du management afin d'identifier les indicateurs de pertes de valeurs.
- Evaluation de la méthodologie du management pour déterminer la valeur recouvrable de chaque participation, y compris celle relative aux positions intra-groupe et au goodwill y relatif afin de s'assurer que les principes IFRS sont bien suivis.
- Evaluation de la pertinence des hypothèses utilisées par le management pour déterminer la valeur recouvrable (avec l'aide de spécialistes internes).
- Comparaison des flux de trésorerie opérationnels avec les chiffres et les tendances historiques.
- Evaluation du caractère raisonnable des flux de trésorerie futurs utilisés dans l'exercice de valorisation du goodwill sur base des résultats historiques, du business plan disponible et analyse historique de l'exactitude des hypothèses utilisées par le management.
- Vérification que les flux de trésorerie futurs sont basés sur un business plan approuvé par le conseil d'administration.
- Vérification de la justesse mathématique des modèles de valorisation.
- Revue de l'analyse de sensibilité réalisée par le management.
- Références aux notes dans les Comptes Consolidés
- Evaluation du caractère approprié de l'information relative aux instruments financiers publiée dans la note 1 (Règles d'évaluation – principes de consolidation) et la note 8 (Goodwill) des comptes consolidés.

8. Risques dans les bilans des sociétés mises en équivalence

Description du point clé de l'audit

Un nombre élevé de sociétés sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers consolidés du groupe. Au 31 décembre 2018, ces sociétés représentent dans le bilan € 1.185 millions et contribuent pour € 154 millions au résultat consolidé de l'année. L'information sur les participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence est incluse dans la note 11 des comptes consolidés.

Le risque existe qu'un point clé de l'audit relatif à ces sociétés soit significatif au niveau des états financiers consolidés du groupe.

Delen Private Bank a acquis, suite à des acquisitions, de la clientèle reprise dans les immobilisations incorporelles, la majorité de la clientèle achetée est considérée comme des actifs incorporels à durée de vie économique indéterminée. Les données statistiques du passé montrent cependant que seulement une partie restreinte de la clientèle achetée a une durée de vie économique indéterminée. Pour chaque acquisition de clientèle, sur base des statistiques, la proportion de la clientèle achetée devant être considérée comme un actif incorporel à durée de vie économique indéterminée est précisée. Cette proportion d'actifs incorporels à durée de vie économique indéterminée est amortie tandis que l'autre partie n'est pas amortie. Le management procède à une analyse annuelle des impairments basée sur un modèle exclusif mis au point tant pour la clientèle à durée de vie économique indéterminée que déterminée, pour lequel une répartition de cette clientèle entre les bureaux du groupe est réalisée.

La valorisation de l'acquisition de la clientèle est complexe et nécessite une estimation de la part de la direction. La valorisation est basée sur les fonds confiés par la clientèle (Assets under management, ci-après dénommé « AuM's ») pour lequel un facteur est appliqué.

Un changement de ces paramètres ou l'usage de données incorrectes peut avoir un impact matériel sur la valorisation de la clientèle acquise.

C'est pour ces raisons que la valorisation de l'acquisition de la clientèle activée est le point clé de notre contrôle.

Résumé des procédures d'audit mises en œuvre

Par rapport à la valorisation de l'acquisition de la clientèle activée de Delen Private Bank, les procédures d'audit suivantes sont mises en place :

- Évaluation de la répartition de la clientèle existante entre les bureaux du groupe et discussion des éventuels changements par rapport aux périodes précédentes.
- Évaluation des paramètres utilisés (tel que AuM's et les facteurs), la méthodologie et le modèle utilisé conformément à IAS 36.
- Analyse de la répartition par bureau de la clientèle achetée.
- Comparaison des facteurs utilisés dans le modèle avec les données de marché et réconciliation des AuM's aux inventaires comptables et la valeur de marché utilisée avec les données du marché.
- Analyse de sensibilité sur les hypothèses les plus importantes, à savoir le coefficient d'exploitation.
- Recalcul de l'amortissement de la clientèle à durée de vie économique déterminée.
- Évaluation de la pertinence et l'exhaustivité de l'annexe 11 (Participations mises en équivalence) des états financiers consolidés.

Par rapport au point clé de l'audit dans les bilans des sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, les procédures d'audit suivantes ont, en autres, été mises en place :

- Communication d'instructions d'audit claires aux auditeurs des entités du groupe indiquant les points clés de l'audit, les risques d'audit spécifiques, les procédures d'audit à réaliser en fonction des seuils de matérialité déterminés.
- Revue détaillée des documents rapportés par les auditeurs des entités du groupe.
- Analyse critique de l'approche d'audit utilisée selon les normes internationales d'audit.
- Discussion des points clés de l'audit avec les auditeurs des entités du groupe et évaluation des clarifications apportées.
- Évaluation de la pertinence et l'exhaustivité de la note 11 (Participations mises en équivalence) des états financiers consolidés.

Responsabilités de l'organe de gestion dans le cadre de l'établissement des Comptes Consolidés

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des Comptes Consolidés donnant

une image fidèle conformément aux IFRS et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ainsi que le contrôle interne que l'organe de gestion estime nécessaire à l'établissement de Comptes Consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des Comptes Consolidés, l'organe de gestion est chargé d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes Consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit effectué selon les normes ISA's permettra de toujours détecter toute anomalie significative lorsqu'elle existe. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des Comptes Consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé selon les normes ISA's, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. Nous effectuons également les procédures suivantes :

- L'identification et l'évaluation des risques que les Comptes Consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, la définition et la mise en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques et le recueil d'éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie provenant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- La prise de connaissance suffisante du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société et du Groupe;
- L'appréciation du caractère approprié des règles d'évaluation retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations fournies par l'organe de gestion les concernant;
- Conclure sur le caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société ou du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les Comptes Consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Néanmoins, des événements ou des situations futures pourraient conduire la Société ou le Groupe à cesser son exploitation;
- Évaluer la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Comptes Consolidés, et apprécier si ces Comptes Consolidés reflètent les transactions et les événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit, constitué au sein de l'organe de gestion, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Assumant l'entière responsabilité de notre opinion, nous sommes également responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des filiales du Groupe. À ce titre, nous avons déterminé la nature et l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour ces filiales du Groupe.

Nous fournissons également au comité d'audit, constitué au sein de l'organe de gestion, une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et nous leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, constitué au sein de l'organe de gestion, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des Comptes Consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les Comptes Consolidés et des autres informations contenues dans le rapport annuel.

Responsabilités du Commissaire

Dans le cadre de notre mandat de commissaire et conformément à la norme belge complémentaire (Révisée) aux normes internationales d'audit (ISA's) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le rapport de gestion sur les Comptes Consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel ainsi de faire rapport sur ces autres obligations légales et réglementaires.

Aspects concernant le rapport de gestion et des autres informations contenues dans le rapport annuel

A notre avis, après avoir effectué nos procédures spécifiques sur le rapport de gestion, le rapport de gestion sur les Comptes Consolidés concorde avec les Comptes Consolidés et ce rapport de gestion sur les Comptes Consolidés a établi conformément à l'article 119 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des Comptes Consolidés, nous sommes également responsables d'examiner, sur la base des renseignements obtenus lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les Comptes Consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel, à savoir :

- 2018 en un coup d'oeil – page 8

- Rapport d'activités – page 68

- Chiffres clés 2018 - annexe

comportent une anomalie significative, à savoir une information substantiellement fausse ou autrement trompeuse. Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer. En outre, nous n'exprimons aucune assurance sur le rapport de gestion ni les autres informations reprises dans le rapport annuel.

L'information non financière requise par l'article 119, § 2 du Code des sociétés est reprise dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés. Pour l'établissement de cette information non financière, le Groupe a adopté certains aspects du « Global Reporting Initiative ("GRI") Standards ». Nous ne nous prononçons toutefois pas sur la question de savoir si cette information non financière est établie dans tous ses aspects significatifs conformément au ("GRI") Standards ". En outre, nous n'exprimons aucune assurance raisonnable sur des éléments individuels repris dans cette information non financière.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

Les honoraires pour les missions supplémentaires qui sont compatibles avec le contrôle légal des Comptes Annuels visés à l'article 134 du Code des sociétés ont été correctement déclarés et ventilés dans les annexes aux Comptes Annuels.

Autres mentions

- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé par l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Diegem, 28 Mars 2019

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCRL

Commissaire, Représentée par

Patrick Rottiers - Associé *

Wim Van Gasse - Associé *

* Agissant au nom d'une BVBA/SPRL

Comptes statutaires

Conformément à l'article 105 de la loi belge sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires d'Ackermans & van Haaren sont présentés ci-après sous forme abrégée. Conformément aux articles 98 et 100 de la loi belge sur les sociétés commerciales, le rapport de gestion, les comptes annuels d'Ackermans & van Haaren, ainsi que le rapport du commissaire sont déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Le commissaire a émis une opinion sans réserve sur les comptes annuels statutaires d'Ackermans & van Haaren.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du commissaire se trouvent au siège de la société pour information et sont disponibles sur simple demande.

Les comptes statutaires sont établis conformément aux normes comptables belges.

Adresse : Begijnenvest 113 - 2000 Anvers, Belgique

Tél. : +32 3 231 87 70 - E-mail : info@avh.be

Bilan

(€ 1.000)	Note	2018	2017	2016
Actif				
Actifs immobilisés		1.926.399	2.628.386	2.467.325
I. Frais d'établissement				
II. Immobilisations incorporelles		0	0	1
III. Immobilisations corporelles	(1)	9.800	10.134	10.598
A. Terrains et constructions		6.438	6.733	7.037
C. Mobilier et matériel roulant		1.307	1.248	1.310
D. Leasing et droits similaires		0	0	0
E. Autres immobilisations corporelles		2.054	2.153	2.252
F. Immobilisations en cours et acomptes versés				
IV. Immobilisations financières		1.916.599	2.618.252	2.456.726
A. Entreprises liées	(2)	1.684.656	2.401.174	2.275.420
I. Participations		1.667.248	2.394.789	2.269.084
2. Créances		17.409	6.385	6.336
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	(3)	217.955	210.547	174.016
I. Participations		217.955	210.547	174.016
2. Créances		0	0	0
C. Autres immobilisations financières		13.988	6.531	7.289
I. Actions et parts		13.980	6.524	7.282
2. Créances et cautionnements en numéraire		8	8	8
Actifs circulants		83.553	107.041	69.720
V. Créances à plus d'un an		745	6.066	2.346
A. Créances commerciales				
B. Autres créances		745	6.066	2.346
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution				
A. Stocks				
1. Approvisionnements				
2. En cours de fabrication				
3. Produits finis				
4. Marchandises				
5. Immeubles destinés à la vente				
6. Acomptes versés				
B. Commandes en cours d'exécution				
VII. Créances à un an au plus		23.819	4.304	10.533
A. Créances commerciales		1.206	2.073	1.672
B. Autres créances	(4)	22.613	2.231	8.861
VIII. Placements de trésorerie	(5)	48.773	49.216	52.137
A. Actions propres		35.100	36.954	24.400
B. Autres placements		13.673	12.262	27.737
IX. Valeurs disponibles		8.153	46.906	4.206
X. Comptes de régularisation		2.063	549	498
Total de l'actif		2.009.952	2.735.427	2.537.045

Bilan

(€ 1.000)	Note	2018	2017	2016
Passif				
Fonds propres	(6)	1.853.043	1.868.915	1.679.714
I. Capital		2.295	2.295	2.295
A. Capital souscrit		2.295	2.295	2.295
B. Capital non appelé (-)				
II. Primes d'émission		111.612	111.612	111.612
III. Plus-values de réévaluation				
IV. Réserves		100.775	100.159	81.703
A. Réserve légale		248	248	248
B. Réserves indisponibles		35.280	36.997	24.435
1. Actions propres		35.246	36.962	24.400
2. Autres		35	35	35
C. Réserves immunisées				
D. Réserves disponibles		65.246	62.915	57.020
V. Bénéfice reporté		1.638.361	1.654.848	1.484.103
Perte reportée (-)				
VI. Subsidés en capital				
Provisions et impôts différés		0	0	0
VII. A. Provisions pour risques et charges		0	0	0
1. Pensions et obligations similaires		0	0	0
2. Charges fiscales				
3. Grosses réparations et gros entretien				
4. Autres risques et charges				
B. Impôts différés				
Dettes		156.908	866.513	857.331
VIII. Dettes à plus d'un an	(7)	0	0	28.000
A. Dettes financières		0	0	0
B. Dettes commerciales				
C. Acomptes reçus sur commandes				
D. Autres dettes		0	0	28.000
IX. Dettes à un an au plus		156.741	866.255	829.088
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		0	0	0
B. Dettes financières	(7)	23.999	759.928	728.209
1. Etablissements de crédit				
2. Autres emprunts		23.999	759.928	728.209
C. Dettes commerciales		175	397	442
1. Fournisseurs		175	397	442
E. Dettes fiscales, salariales et sociales		2.766	3.115	2.914
1. Impôts		123	160	158
2. Rémunérations et charges sociales		2.643	2.955	2.756
F. Autres dettes	(8)	129.801	102.815	97.523
X. Comptes de régularisation		168	258	243
Total du passif		2.009.952	2.735.427	2.537.045

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2018	2017	2016
Charges				
A. Charges des dettes		1.372	3.010	3.905
B. Autres charges financières		848	803	879
C. Services et biens divers		8.196	8.022	8.006
D. Rémunérations, charges sociales et pensions		1.779	1.919	1.876
E. Autres charges d'exploitation		197	913	927
F. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles		564	592	695
G. Réductions de valeur	(9)	75.287	13.001	36.118
1. Sur immobilisations financières		74.625	6.186	15.170
2. Sur actifs circulants		662	6.815	20.948
H. Provisions pour risques et charges		0	0	0
I. Moins-values sur réalisation		2.044	3.960	3.195
1. D'immobilisations incorporelles et corporelles		10	0	0
2. D'immobilisations financières		914	1.817	2.292
3. D'actifs circulants		1.119	2.143	903
J. Charges exceptionnelles		0	0	0
K. Impôts		9	106	126
L. Bénéfice de l'exercice		62.580	263.484	322.518
M. Transfert aux réserves immunisées				
N. Bénéfice de l'exercice à affecter		62.580	263.484	322.518
Affectations et prélèvements				
A. Bénéfice à affecter		1.717.428	1.747.587	1.555.079
1. Bénéfice de l'exercice à affecter		62.580	263.484	322.518
2. Résultat reporté de l'exercice précédent		1.654.848	1.484.103	1.232.562
Total		1.717.428	1.747.587	1.555.079

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2018	2017	2016
Produits				
A. Produits des immobilisations financières		122.059	263.872	343.761
1. Dividendes	(10)	120.362	262.279	342.293
2. Intérêts		723	201	120
3. Tantièmes		974	1.392	1.348
B. Produits des actifs circulants		1.484	1.647	1.221
C. Autres produits financiers		0	1	9
D. Produits des services prestés		1.209	3.148	2.596
E. Autres produits courants		318	364	370
F. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles				
G. Reprises de réductions de valeur		3.357	1.016	261
1. Sur immobilisations financières		3.357	102	62
2. Sur actifs circulants		0	914	200
H. Reprises de provisions pour risques et charges		0	0	0
I. Plus-values sur réalisations :	(11)	24.450	25.762	30.028
1. D'immobilisations incorporelles et corporelles		20	20	23
2. D'immobilisations financières		24.252	23.041	29.636
3. D'actifs circulants		177	2.701	369
J. Produits exceptionnels		0	0	0
K. Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales				
L. Perte de l'exercice		0	0	0
M. Prélèvements sur les réserves immunisées				
N. Perte de l'exercice à affecter		0	0	0
Affectations et prélèvements				
C. Dotations aux fonds propres		615	18.456	1.988
3. Aux autres réserves		615	18.456	1.988
D. Résultat à reporter		1.638.361	1.654.848	1.484.103
1. Bénéfice à reporter		1.638.361	1.654.848	1.484.103
F. Bénéfice à distribuer		78.452	74.283	68.989
1. Rémunération du capital		77.713	73.693	68.334
2. Administrateurs ou gérants		588	590	655
3. Prime bénéficiaire pour employés		151		
Total		1.717.428	1.747.587	1.555.079

Bilan

Actif

1. Immobilisations corporelles : la composition de ce poste est restée pour l'essentiel inchangée par rapport aux années précédentes : il s'agit principalement des bâtiments et installations des immeubles situés Begijnenvest 113 et Schermersstraat 44 à Anvers où est établi le siège social d'Ackermans & van Haaren. Le bâtiment situé Schermersstraat 42, qui est donné en location à la filiale Leasinvest Real Estate, est repris sous les 'autres immobilisations corporelles'.
2. Immobilisations financières – Entreprises liées : La diminution des immobilisations financières de 727,5 millions d'euros par rapport à 2017 est due pour l'essentiel à la simplification de la structure du groupe.
 - Au cours de l'année 2018, AvH Coordination Center, qui était directement (75%) et indirectement (Brinvest 25%) l'entière propriété d'AvH, a en effet été liquidé. Il en résulte que cette participation disparaît des immobilisations financières et que la dette financière courante à court terme (714,9 millions d'euros à fin 2017) d'Ackermans & van Haaren envers AvH Coordination Center disparaît également.
 - Les filiales à 100% Brinvest et Sofinim ont distribué des dividendes substantiels non récurrents qui, pour partie, ont été déduits de la valeur de la participation et pour partie, ont donné lieu à des réductions de valeur afin de mettre la valeur de la participation en concordance avec les fonds propres sous-jacents.
 - La filiale à 100% Anfima a également procédé à une réduction de capital après la vente en 2017 de sa participation dans Van Laere.
 - Les principales mutations dans les participations opérationnelles comprennent l'investissement correspondant dans Leasinvest Real Estate de 25,2 millions d'euros, la vente des participations dans BDM et Asco et la réduction de capital de HPA.
3. Immobilisations financières – Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation : En 2018, 7,4 millions d'euros ont été investis dans le relèvement de la participation dans SIPEF (portée à 31,59%). La variation des autres immobilisations financières concerne la souscription à l'augmentation de capital d'EVS pour 2,45%.
4. Les autres créances à un an au plus comprennent des impôts à récupérer, la valeur comptable nette des financements accordés à GIB et un prêt de 7,7 millions d'euros à Green Offshore, le véhicule par lequel Ackermans & van Haaren et CFE investissent ensemble dans les parcs éoliens offshore belges Rentel (opérationnel) et Seamade (en développement).
5. La variation du poste 'placements de trésorerie' résultent principalement de réductions de valeur sur les placements de trésorerie et de l'achat et de la vente d'actions propres pour soutenir la liquidité de l'action AvH. Le poste 'actions propres' s'élève à 35,1 millions d'euros à la fin de l'année. Suite aux transactions précitées, à la fois en exécution du programme de liquidités et dans le cadre du plan d'options sur actions et de la couverture de ce plan, AvH a acheté en net 4.158 actions propres en 2018. Pour d'autres explications en ce qui concerne les mouvements sur les actions propres, nous renvoyons aux commentaires fournis aux pages 191-192 de ce rapport.

Passif

6. Les fonds propres d'AvH ont diminué de 15,9 millions d'euros par rapport à la situation fin 2017 (les deux chiffres incluant l'affectation du bénéfice proposée à l'assemblée générale des actionnaires). Cette diminution est liée au dividende déjà comptabilisé de 2,32 euros par action qui sera proposé aux actionnaires pour un montant total de 77,7 millions d'euros. Ce montant est supérieur au résultat statutaire de l'exercice, qui s'élève à 62,6 millions d'euros.
7. AvH présente uniquement, au 31 décembre 2018, des dettes financières à court terme sous la forme de 'commercial paper' pour un montant de 24,0 millions d'euros. Les dettes envers la filiale AvH Coordination Center, qui centralise les valeurs disponibles du groupe (voir le point 2), ont disparu du bilan suite à la dissolution de cette société.
8. Le montant des autres dettes au 31 décembre 2018, soit 129,8 millions d'euros, inclut l'affectation du bénéfice proposée à l'assemblée générale des actionnaires. Ce dividende est en hausse de 5,5% par rapport à fin 2017. La dernière tranche de 28 millions d'euros de l'acquisition en 2016 de la participation minoritaire de 26% dans Sofinim, la filiale de Growth Capital, a été payée en septembre 2018.

Compte de résultats

Charges

9. Les réductions de valeur portent principalement, en 2018, sur la participation dans Sofinim après la distribution de dividendes substantiels sur les exercices 2017 et 2018, de sorte que la valeur comptable a été mise en concordance avec la valeur des fonds propres de Sofinim.

Produits

10. AvH a reçu 120,4 millions d'euros de dividendes de ses participations directes. En 2017, elle avait encore reçu un dividende extraordinaire d'Extensa de 156,8 millions d'euros et un dividende de 12,4 millions d'euros de la Société Nationale de Transport par Canalisations, une participation qui a été vendue fin 2017.
11. AvH a réalisé en 2018 des plus-values sur la vente d'Asco et la dissolution d'AvH Coordination Center.